

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

Les rapports à la ville à travers les espaces de loisirs
Montréal, 1880-1940

par
Valérie Shaffer

Département d'histoire
Faculté des Arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de maîtrise
en histoire

Janvier 2009

© Valérie Shaffer, 2009



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Les rapports à la ville à travers les espaces de loisirs. Montréal, 1880-1940

présenté par :
Valérie Shaffer

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Denyse Baillargeon, président-rapporteur
Michèle Dagenais, directrice de recherche
Jacques Rouillard, membre du jury

30 AVR. 2009

RÉSUMÉ

À Montréal, le processus d'industrialisation, qui commence vers le milieu du XIX^e siècle, engendre de nombreuses transformations, notamment dans les conditions de vie des couches populaires et dans l'environnement urbain. Celles-ci sont perçues et vécues différemment par les divers groupes sociaux de la ville. Ce mémoire a pour objectif de rendre compte des processus d'adaptation de quelques-uns de ces groupes à la ville industrielle. Nous avons choisi de les analyser à travers des thèmes ou des aspects liés aux espaces publics de récréation, lesquels apparaissent aux alentours de 1880 dans une volonté de gérer le développement de la ville. Notre regard se pose sur la période 1880-1940.

Dans un premier chapitre, nous nous intéressons aux discours des élites réformatrices. Plus précisément, nous cherchons à cerner le portrait qu'elles dressent de la ville, des espaces de récréation et des loisirs. Dans un deuxième chapitre, nous observons la gestion des autorités municipales de ces lieux publics de récréation. Quelles formes et fonctions souhaitent-elles leur attribuer dans le milieu urbain et industriel ? Dans le dernier chapitre, nous étudions les pratiques de loisirs des couches populaires montréalaises dans ces lieux. Puisqu'ils sont des occasions d'une grande liberté d'expression, les loisirs des couches populaires nous permettent de cerner un aspect de leurs rapports à la ville industrielle.

Nous en concluons que les élites réformatrices, entre 1880 et 1940, voient le milieu urbain et industriel comme un corps malade. Dans un premier temps, elles cherchent à le guérir en contribuant à la création d'espaces à l'image du monde rural, se composant d'éléments naturels. Après la Guerre, elles préconisent davantage l'idée que ces lieux fassent place aux bons loisirs. D'abord sensibles à leurs discours, les autorités municipales tentent de compenser les carences de la ville industrielle par l'aménagement d'espaces publics de récréation correspondant à cet idéal de la campagne. Puis, pendant les années de la Première Guerre mondiale, elles adoptent une attitude plus conciliatrice à l'égard de la ville et gèrent les espaces aménagés davantage comme des lieux intégrés au tissu urbain et prévus pour les activités récréatives populaires. Pour leur part, les classes populaires, dans leurs pratiques de loisirs, montrent qu'elles composent bien avec le milieu urbain et industriel et qu'elles s'en accommodent, en 1880 comme en 1940.

En somme, notre mémoire témoigne des influences que le milieu peut avoir sur les différents groupes sociaux et de la diversité des manières d'expérimenter la ville industrielle. Aussi, il nuance les interprétations misérabilistes selon lesquelles, pendant la période d'industrialisation, les couches populaires ne connaissent que misère dans un espace en dégradation. Enfin, notre étude jette un éclairage sur certaines pratiques populaires de loisirs peu documentées jusqu'à présent.

Mots-clés : loisirs populaires, Montréal, espaces publics, urbain, hygiénistes, réformistes, mouvement des terrains de jeux, autorités municipales, XIX^e siècle, XX^e siècle.

ABSTRACT

In Montreal, the industrialisation process, which started in the mid-19th century, spawned many changes, notably with regards to the living conditions of the lower-classes and the urban environment. These changes were perceived and experienced differently by the various social groups in the city. The objective of this thesis is to explore the adaptation processes of some of these groups to the industrial city. We have chosen to analyze them by means of themes or aspects related to recreational public spaces, which appear around 1880 in order to control the development of the city. We will be looking at the 1880-1940 time period.

In the first chapter, we are interested by the reformative elites' perceptions of the city. In particular, we seek to define the portrait they draw of the city, the spaces of recreation and leisure activities. In the second chapter, we observe the management by municipal authorities of the recreational public spaces. Which forms and functions do they wish to attribute to these spaces in the urban and industrial area? In the last chapter, we study the leisure practices of the Montreal popular classes in these sites. Since they are occasions for free expression, the leisure activities of the lower classes allows us to capture their relationship with the industrial city.

We conclude that the reformative elites, throughout the 1880 to 1940 period, perceive the urban and industrial milieu as a sick body. At first, they seek to cure it by creating urban spaces similar to those in rural areas, composed of natural elements. After the War, they expect these spaces to be more like rooms for leisure activities. At first responsive, the municipal authorities attempt to compensate for the failings of the industrial city by creating recreational public spaces corresponding to the rural ideal. Then, during the World War I years, they adopt a more conciliatory attitude with regards to the city and manage the created spaces more like sites integrated into the urban fabric and planned for popular recreational activities. On their part, the lower classes, in their leisure practices, demonstrate that they accommodate the urban and industrial milieu well and that they adapt to it, in 1880, like in 1940.

In sum, our thesis attests to the influences that the milieu can have on different social groups and to the diversity in ways of experiencing the industrial city. Also, it nuances the miserabilist interpretations according to which, during the industrialisation period, the popular classes knew only misery in a deteriorating space. Finally, our study throws light on certain popular leisure practices that have been very little documented to date.

Keywords : popular leisures, Montreal, public spaces, urban, hygienists, reformists, playground movement, municipal authorities, 19th century, 20th century.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	iii
ABSTRACT	v
TABLE DES MATIÈRES	vii
LISTE DES FIGURES.....	ix
REMERCIEMENTS.....	x
INTRODUCTION :	1
HISTORIOGRAPHIE, PROBLÉMATIQUE, SOURCES ET MÉTHODOLOGIE.....	1
Historiographie	2
L'histoire environnementale.....	2
La ville et ses espaces publics de récréation.....	6
Les loisirs populaires urbains	10
Problématique.....	14
Sources et méthodologie	18
CHAPITRE 1 :	21
LES PERCEPTIONS DES ÉLITES VUES	21
À TRAVERS LEURS DISCOURS.....	21
Introduction	21
1.1 Les auteurs des discours : les réformistes, les hygiénistes et la MPPA	23
1.2 Les discours sur la nature dans une ville dangereuse, insalubre et laide.....	24
1.2.1 Une ville dangereuse dont il faut se prémunir	25
1.2.2 La nature pour assainir une ville insalubre	26
1.2.3 La nature pour embellir une ville laide.....	33
1.3 Les discours sur les loisirs urbains.....	36
1.3.1 Les loisirs, une solution aux pressions du travail industriel	36
1.3.2 Des loisirs pour occuper les travailleurs et les éloigner des vices de la ville	38
1.3.3 Des loisirs pour les jeunes en réponse aux menaces des espaces urbains	39
1.3.4 L'éducation par les loisirs, une valeur de plus en plus importante	42
Conclusion.....	43

CHAPITRE 2 :	45
ACTIONS ET OBJECTIFS DES AUTORITÉS MUNICIPALES	45
Introduction	45
2.1 Des lieux pour prendre ses distances de la ville industrielle	47
2.1.1 Les grands parcs	47
2.1.2 Le lent départ des terrains de jeux	52
2.1.3 Les premiers espaces de baignade	53
2.2 Des espaces conciliant récréation et urbanité	58
2.2.1 Les parcs de quartier, à cheval entre les deux périodes	58
2.2.2 L'engagement de la Ville dans les terrains de jeux	59
2.2.3 Des lieux de baignade de plus en plus intégrés à la vie de quartier	60
2.2.4 Les jardins communautaires	64
Conclusion	70
CHAPITRE 3 :	72
LES PRATIQUES POPULAIRES DE LOISIRS	72
Introduction	72
3.1 Regard général sur les loisirs et les espaces de loisirs	74
3.1.1 Chez les enfants	74
3.1.2 Chez les adultes	78
3.2 La baignade	84
3.2.1 La baignade en-dehors des espaces aménagés	84
3.2.2 Les bains publics	87
3.2.3 Les piscines portatives	89
3.2.4 La plage de l'île Sainte-Hélène	91
3.3 Les pique-niques et les fêtes	94
3.4 Le jardinage	99
Conclusion	103
CONCLUSION	106
BIBLIOGRAPHIE	109
ANNEXE 1 : LES BIENFAITS DES TERRAINS DE JEUX CHEZ LES ENFANTS	I

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Une ville polluée.....	28
Figure 2 : Jeunes garçons complotant dans la rue	40
Figure 3 : Pique-nique de la Irish Protestant Benevolent Society	51
à l'île Sainte-Hélène en 1874	51
Figure 4 : Modèle d'un bain flottant en 1898.....	55
Figure 5 : Des espaces de baignade dans les rues de la ville	64
Figure 6 : Le soutien des autorités municipales aux jardins communautaires.....	70
Figure 7 : Garçons jouant au baseball (vers 1925)	75
Figure 8 : Traîne-sauvage en 1872	80
Figure 9 : Traîne-sauvage en 1903	81
Figure 10 : L'ancienne place de natation au Pont Victoria [date inconnue].....	86
Figure 11 : Jeunes filles s'amusant dans l'eau du fleuve Saint-Laurent en 1910.....	87
Figure 12 : Rafraîchissement et amusement à la piscine portative en 1935	91
Figure 13 : Rafraîchissement et plaisir à la plage de l'île Sainte-Hélène	93
Figure 14 : Pique-nique à l'île Sainte-Hélène en 1874.....	95
Figure 15 : Fête d'enfants au stade Molson en 1925	99

REMERCIEMENTS

Plusieurs personnes m'ont accompagnée dans la réalisation de ce mémoire et m'ont été d'un grand support. La première personne à qui je souhaite témoigner ma gratitude est ma directrice, Michèle Dagenais. Elle m'a portée une grande attention tout au long de ce projet. Sans elle, ce mémoire n'aurait jamais vu le jour.

Mes remerciements vont aussi aux personnels des Archives de la ville de Montréal et des Archives de McGill qui ont facilité mes recherches, de même qu'à Raymond Vézina qui a fait preuve d'une grande générosité en partageant avec moi son matériel de recherche sur les bains publics. Son apport est considérable.

Mes collègues, mon chat et mes amiEs ont occupé une place importante dans le parcours de ma maîtrise. Je tiens à remercier Valérie B., Jonathan L.-M., Catherine R., Mélissa D., Véronique C.-D., Claire G. et Philippe P. pour leur soutien moral. Je ne peux oublier mes fidèles compagnons de bibliothèque, Jean-François J. et Charles B.-B. Ils ont égayé mes journées de rédaction et ont été une source de motivation pour mon mémoire. Je désire aussi adresser un merci tout spécial à Philippe M., pour son écoute et sa présence.

Enfin, je suis très reconnaissante à mes parents qui m'ont toujours encouragée à m'accomplir dans le domaine de mon choix. Grâce à ma famille, j'ai su relever le défi.

INTRODUCTION :

HISTORIOGRAPHIE, PROBLÉMATIQUE, SOURCES ET MÉTHODOLOGIE

C'est alors que nous nous intéressons à la période industrielle de la ville de Montréal, dans la deuxième moitié du XIX^e et la première du XX^e siècles, qu'un constat nous a frappée : les contemporains ont formulé de nombreuses critiques à l'égard des conditions de vie du milieu urbain et industriel, mais celles-ci provenaient surtout des groupes élitaires et non des couches populaires. À la suite de cette observation, nous nous sommes interrogée sur les processus d'adaptation des couches populaires montréalaises à la ville industrielle. Sur quels critères les jugements des élites sur la ville industrielle se sont-ils basés ? Quelle a été la position des autorités municipales à ce propos ? Comment les couches populaires ont-elles vécu et se sont-elles adaptées à l'avènement de la ville industrielle ? Dans quelles mesures le milieu urbain et industriel a-t-il influencé les comportements de ces groupes d'acteurs et comment ces derniers ont-ils agi sur celui-ci ? Ces interrogations sont à l'origine de notre mémoire.

Le passage à l'ère industrielle peut être étudié sous divers angles. Dans le cadre de ce mémoire, nous avons choisi de l'analyser à travers une fenêtre qui demeure peu exploitée jusqu'à présent, celle des espaces publics de récréation dans la ville. Ces espaces urbains apparaissent aux alentours de 1880. Espaces de nature et de récréation pour les uns, ils sont des lieux hygiéniques ou ludiques pour les autres. Alors que les uns les conçoivent comme des endroits qui compensent les carences du milieu urbain, les autres y perçoivent l'aire de jeux ou de rassemblements que ces lieux offrent. En d'autres termes, les espaces publics de récréation donnent lieu à de multiples aspirations et pratiques à travers lesquelles il est

possible de dégager les rapports des contemporains à la ville industrielle et leurs processus d'adaptation à celle-ci.

L'objectif de notre mémoire consiste donc à examiner l'adaptation des Montréalais à la ville industrielle par l'étude des espaces publics de récréation entre 1880 et 1940. Le processus d'adaptation diffère selon les groupes sociaux. Ainsi, dans le premier chapitre, nous porterons attention aux rapports des groupes élitaires réformateurs au milieu urbain industriel par l'étude de leurs discours sur la ville industrielle et sur les espaces publics de récréation. Dans le deuxième chapitre, nous observerons les actions que les autorités municipales posent dans ces lieux et la gestion qu'elles en font. Enfin, dans le troisième chapitre, nous poserons notre regard sur les pratiques populaires de loisirs, lesquelles rendent compte des fonctions que les couches populaires attribuent à ces lieux dans le contexte urbain et industriel.

Notre mémoire s'inspire de trois branches ou domaines de la discipline historique : l'histoire environnementale, l'étude des espaces urbains publics de récréation et l'histoire des loisirs. Quelques ouvrages se trouvant dans l'une ou l'autre de ces sphères d'étude ont particulièrement alimenté notre réflexion et ont ouvert la voie à notre mémoire. Nous rapportons brièvement leurs propos et leurs apports. Par la suite, nous élaborerons davantage notre problématique et décrirons l'organisation de ce mémoire. Enfin, nous ferons part des sources qui ont été utiles à notre mémoire et de l'usage que nous en avons fait. Au cours de ce chapitre, les concepts et la pertinence de notre mémoire se préciseront.

Historiographie

L'histoire environnementale

L'histoire environnementale est une branche relativement nouvelle de la discipline historique. Nous en avons retenu deux définitions. McNeill la décrit « [as] the history of the

mutual relations between humankind and the rest of the nature »¹. De son côté, Stéphane Castonguay apporte une explication plus exhaustive : « Les balises fluctuent selon les pratiques historiennes, mais tous s'entendent pour la définir comme l'étude dans le temps des dimensions matérielles, politiques et intellectuelles des interactions société-environnement, en insistant sur la nécessité d'étudier l'évolution de chaque élément du binôme et les transformations de leurs rapports »². Deux observations se dégagent donc de ces définitions. Premièrement, les interrelations entre l'environnement et les sociétés constituent le fondement de cette approche. Ainsi, l'environnement influence les sociétés humaines et vice-versa. Deuxièmement, la définition de Castonguay met en relief l'importance de l'évolution des deux éléments du binôme : l'environnement tout comme les sociétés changent et il faut en tenir compte.

Les premiers travaux en histoire environnementale apparaissent aux États-Unis à la fin des années 1960 et au début des années 1970, dans un contexte de prise de conscience de l'environnement. La première génération de ce courant s'intéresse à la nature sauvage, la « wilderness ». Aussi aborde-t-elle la nature comme une ressource exploitable et exploitée. Au début des années 1990, l'histoire environnementale prend une nouvelle tangente. D'une part, elle élargit sa définition d'« environnement » aux milieux bâtis et urbains. Ainsi, émerge la sous-branche de l'histoire urbaine environnementale. L'ouvrage pionnier de William Cronon, *Nature's Metropolis Chicago and the Great West*³ publié en 1991 a ouvert la voie à l'intégration de la ville comme sujet d'étude en histoire environnementale. Cet ouvrage a élaboré le concept de « métabolisme urbain » selon lequel les milieux ruraux et urbains sont interreliés. Ils forment un système interactif, un ensemble indissociable. D'autre part, avec la nouvelle orientation que prend la discipline au début des années 1990,

¹ J.R. McNeill, « Observations on the Nature and Culture of Environmental History », *History and Theory*, vol. 42, no 1 (décembre 2003), p. 6.

² Stéphane Castonguay, « Faire du Québec un objet de l'histoire environnementale », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 9, no 1 (2006), p. 1.

³ William Cronon, *Nature's Metropolis : Chicago and the Great West*, New York, W. W. Norton, 1991, 530 p.

la nature en elle-même et les représentations que les sociétés se font d'elle suscitent l'intérêt. Depuis, on étudie l'évolution de la nature, ses significations et les rapports des sociétés à celle-ci.

Les historiens du domaine ont émis des recommandations quant aux angles d'approche et aux sujets qui méritent l'attention des chercheurs parmi lesquelles deux ont une résonance particulière dans notre mémoire. Dans un premier temps, de nombreux auteurs affirment que chaque catégorie ou groupe social a des interactions avec son environnement qui lui sont propres⁴ et soulignent l'importance de traiter les interactions entre la société et l'environnement en portant une attention particulière aux différentes catégories de genre, de classe, d'ethnicité, etc. Dans un deuxième temps, plusieurs identifient les sensibilités comme un champ à explorer⁵. Ils encouragent les travaux qui poseront de nouveaux regards sur les façons dont sont perçus et vécus les milieux par les sociétés.

L'article *How Did Calgary Get Its River Parks ?* de H. V. Nelles⁶ en est un excellent exemple. L'auteur s'intéresse à la signification de la rivière Bow pour les citoyens de la ville de Calgary. Il explique que l'attitude de ces derniers à son égard change au cours du XX^e siècle. En quelques décennies, de dépôt et de site commercial en ruine, les environs de la rivière deviennent des espaces récréatifs et esthétiques rehaussant l'élégance de la ville. Nelles montre que cette transition est redevable à des facteurs sociaux et naturels. En

⁴ Nous avons relevé cette remarque dans les articles suivants : Dieter Schott, « Urban Environmental History: What Lessons Are There to be Learnt ? » *Boreal Environment Research*, vol. 9, no 6 (décembre 2004), p. 519-528 ; Joel Arthur Tarr et Christine Meisner Rosen, « The Importance of an Urban Perspective in Environmental History », *Journal of Urban History*, vol. 20, no 3 (mai 1994), p. 299-310 ; Stephen Mosley, « Common Ground : Integrating Social and Environmental History », *Journal of Social History*, vol. 39, no 3 (printemps 2006), p. 915-933 ; et William Cronon, « Modes of Prophecy and Production : Placing Nature in History », *Journal of American History*, vol. 76, no 4 (1990) p. 1122-1131.

⁵ Nous avons trouvé cette recommandation dans les articles et l'ouvrage suivants : Joel Arthur Tarr et Christine Meisner Rosen, « The Importance of an Urban Perspective... » ; Stephen Mosley, « Common Ground : Integrating Social » ; et Alain Corbin, *Le territoire du vide. L'Occident et le désir du rivage, 1750-1840*, Paris, Aubier, 1988, 411 p.

⁶ H. V. Nelles, « How Did Calgary Get Its River Parks? », *Urban History Review*, vol. 34, no 1 (automne 2005), p. 28-45.

effet, un changement d'attitude a lieu à la suite de pressions faites par des groupes de citoyens en faveur de la revitalisation des berges de la rivière, de l'aménagement de celles-ci et de l'arrêt des débordements de la rivière.

Dans une étude sur les stations balnéaires en Angleterre⁷, John K. Walton observe les significations que ces lieux revêtent pour les usagers. Pour les classes aisées qui commencent à fréquenter les plages dans les années 1720 et 1730, ces lieux sont synonymes de santé et de distinction sociale, puisque les classes populaires ne peuvent y accéder. Cependant, au XIX^e siècle, les réseaux de transports publics ouvrent les stations balnéaires aux travailleurs. Ces derniers y introduisent des pratiques de divertissement populaires liées au flirt, à la sexualité, à l'hédonisme et au débit d'alcool. Les stations balnéaires sont alors perçues comme des lieux de divertissements populaires pour les travailleurs. Les appréciations des espaces et de la nature divergent donc selon les classes sociales.

Par ailleurs, il est intéressant de constater que Caroline Aubin-Des Roches⁸ et Michèle Dagenais⁹ qui ont étudié les pratiques de villégiature des citadins dans les environs de la ville de Montréal notent également que chez les élites, à une certaine époque¹⁰, les lieux de villégiature et la nature qui les compose sont vues comme des espaces hygiéniques et de

⁷ John K. Walton, « Urban Space, Public Pleasure and Cultural Conflict : The Seaside Resort in England C. 1840-1939 », dans Robert Beck et Anna Madoeuf, *Divertissement et loisirs dans les sociétés urbaines, à l'époque moderne et contemporaine*, Tours, Presses de l'Université F.-Rabelais de Tours, 2005, p. 321-330.

⁸ Caroline Aubin-Des Roches, *Représentations et pratiques de la villégiature à Montréal au tournant du XX^e siècle*, Mémoire de M.A (Histoire), Université de Montréal, 2004, 122 p.

⁹ Michèle Dagenais, « Fuir la ville : villégiature et villégiateurs dans la région de Montréal, 1890-1940 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, no 3 (printemps 2005), p. 315-345.

¹⁰ Le mémoire de Aubin-Des Roches porte sur les années 1880-1915 et l'article de Dagenais sur les années 1890-1940. Au tournant du XX^e siècle, les élites sont les seules à accéder à ces lieux. Néanmoins, à partir du début des années 1920, le développement du réseau de tramways de banlieue permet aux citadins d'origine plus modeste de se rendre en périphérie de la ville. David B. Hanna, « Les réseaux de transport et leur rôle dans l'étalement urbain de Montréal », dans Horacio Capel et Paul-André Linteau (dir.), *Barcelona-Montréal. Desarrollo Urbano Comparado/Développement urbain comparé*, Barcelona, Publications de la Universitat de Barcelona, 1998, p. 117-132, dans Dagenais, « Fuir la ville... », p. 324-325.

distinction sociale. Les rapports à l'environnement dépendent donc de plusieurs facteurs, dont l'appartenance sociale des acteurs.

En somme, l'histoire environnementale montre qu'il existe une multiplicité de rapports entre une société et son environnement. En s'inspirant de cette approche, notre mémoire portera une attention particulière à la diversité des interactions pouvant exister entre les différents groupes sociaux et leur milieu.

La ville et ses espaces publics de récréation

Notre étude de la ville et de son environnement comme milieu de vie se fait par le truchement des espaces publics de récréation. Ceux-ci se caractérisent par la multiplicité des fonctions que leur accordent les gens qui les fréquentent. Par conséquent, ils sont des lieux appréciables pour observer ces gens, notamment les conceptions qu'ils ont de la ville industrielle. À cet égard, Michèle Dagenais explique que « Les espaces de culture et de loisirs constituent des sites par l'intermédiaire desquels sont formulés des projets, projetés des identités et des aspirations, élaborés des cadres de vie »¹¹.

Les espaces publics de récréation les plus étudiés sont sans doute les parcs. Cependant, jusqu'à il y a une vingtaine d'années, on s'intéressait davantage à leur aménagement qu'aux manières dont ils sont vécus. Depuis, on s'applique à comprendre les dynamiques sociales entourant ces espaces. En 1990, Jean De Laplante¹² aborde cette dimension, tout en brossant un premier portrait général de l'évolution des squares, des parcs et des terrains de jeux de Montréal. Il apporte une contribution considérable à la connaissance de l'histoire du système de parcs montréalais, de ses administrateurs et des activités qui s'y déroulent.

¹¹ Michèle Dagenais, *Faire et fuir la ville. Espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Les Presses de l'Université Laval, 2006, p. 14.

¹² Jean De Laplante, *Les Parcs de Montréal des origines à nos jours*, Montréal, Méridien, 1990, 255 p.

En 2006, dans le chapitre cinq de son livre *Faire et fuir la ville. Espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIX^e et XX^e siècles*¹³, Dagenais retrace le processus de définition des espaces publics de loisirs à Montréal et à Toronto entre 1870 et 1940. Elle met en relief l'évolution des rapports des deux municipalités à ces espaces. Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, celles-ci se représentent les espaces de loisirs comme « des « sites », certes pensés pour embellir l'environnement mais essentiellement destinés au loisir passif, c'est-à-dire à la promenade et à la contemplation »¹⁴. Puis, dans les premières décennies du XX^e siècle, les municipalités pensent davantage « les parcs comme des espaces sociaux, utilisés par différents groupes – enfants, femmes, travailleurs, familles – et pour de multiples usages – promenade, pique-niques, célébrations, jeux d'équipe, activités sportives, etc. »¹⁵. Quelques facteurs expliquent cette transition, tels les interactions entre les groupes de réformes, les municipalités, la population et ces espaces de loisirs. En somme, l'auteur montre que les perceptions des municipalités des espaces changent au fil du temps et que cette évolution est redevable aux actions de divers groupes sociaux.

Dans un article publié en 1988¹⁶, Wolfe et Strachan ont examiné le rôle des femmes actives dans les mouvements de réforme urbaine au sujet des parcs et des terrains de jeux au tournant du XX^e siècle. Pour cela, elles ont plus précisément observé la Montreal Parks and Playgrounds Association (MPPA) et la vie de Lady Julia Drummond¹⁷. Les deux auteurs remarquent que la vision de ces femmes, faisant partie de l'élite anglophone montréalaise, a modifié la compréhension que les milieux réformistes ont des problèmes liés à la ville et de leurs solutions. En effet, ces femmes (en s'inspirant de ce qui se faisait

¹³ Michèle Dagenais, « Des espaces aux pratiques de récréation. La régulation des loisirs publics à Montréal et Toronto, 1870-1940 », dans *Faire et fuir la ville...*, 252 p.

¹⁴ Dagenais, *Faire et fuir la ville...*, p. 160.

¹⁵ Dagenais, *Faire et fuir la ville...*, p. 160-161.

¹⁶ Jeanne M. Wolfe et Grace Strachan, « Practical Idealism : Women in Urban Reform, Julia Drummond and the Montreal Parks and Playgrounds Association », dans Caroline Andrew et Beth Moore Milroy (dir.), *Life Spaces : Gender, Household, Employment*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1988, p. 65-80.

¹⁷ Julia Drummond est la fondatrice de la MPPA.

aux États-Unis et en Angleterre) ont introduit l'idée selon laquelle les difficultés que connaissent les populations pauvres étaient dues à leur environnement physique. Par conséquent, elles estimaient que la création de terrains de jeux de quartier surveillés et animés par des moniteurs pour les enfants pauvres favoriserait la sécurité, la santé et l'éducation de ceux-ci.

S'intéressant à la culture populaire, Yvan Lamonde et Raymond Montpetit ont réalisé une étude sur le parc Sohmer¹⁸, car « ce lieu important de culture populaire urbaine nous apprend quelque chose du Montréal de la fin du XIX^e siècle et de ses habitants, de leurs relations aux idéologies, aux formes culturelles, aux autorités, au travail et à l'industrialisation, à la ville, aux loisirs, à l'étranger et à eux-mêmes »¹⁹. Ils concluent qu'au cours de l'existence du parc Sohmer, c'est-à-dire entre 1889 et 1919, le besoin de verdure des Montréalais fait progressivement place à celui des divertissements commerciaux. De plus en plus d'installations et d'attractions matérielles et mécaniques de loisirs font effectivement partie du paysage du parc Sohmer.

Roy Rosenzweig et Elizabeth Blackmar, dans un ouvrage plaçant les New-Yorkais au cœur de l'histoire du Central Park²⁰, explorent les diverses significations que ces derniers lui accordent entre le moment de sa création en 1860 et 1940. D'abord perçu comme un espace de campagne en ville, les New-Yorkais, progressivement, le considèrent davantage comme une institution sociale et un espace urbain. Le livre fait également état de la discorde que suscite le parc entre les différents groupes sociaux, lesquels en ont des attentes divergentes. Michèle Dagenais fait une remarque semblable au sujet du parc du mont Royal²¹. De lieu

¹⁸ Yvan Lamonde et Raymond Montpetit, *Le parc Sohmer de Montréal, 1889-1919. Un lieu populaire de culture urbaine*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, 231 p.

¹⁹ Lamonde et Montpetit, *Le parc Sohmer...*, p. 13.

²⁰ Roy Rosenzweig et Elizabeth Blackmar, *The Park and the People. A History of Central Park*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1992, 623 p.

²¹ Michèle Dagenais, « Entre tradition et modernité : Espaces et temps de loisirs à Montréal et Toronto au XX^e siècle », *The Canadian Historical Review*, vol. 82, no 2, (juin 2001), p. 308-330.

champêtre et de contemplation au tournant du XX^e siècle, il devient un espace urbain permettant la pratique de loisirs actifs aux alentours de 1930. En somme, il se dégage de ces études que des phénomènes urbains sont au cours des premières décennies du XX^e siècle, de plus en plus intégrés dans les parcs urbains, bien qu'il arrive que cette transition soit l'objet de différends entre les protagonistes.

Les autres espaces publics de récréation bénéficient d'une moindre couverture. Trois auteurs ont exploré les lieux publics de baignade à Montréal. La première à rédiger un article sur le sujet est Hélène-Andrée Bizier²² en 1978. Le second est Paul Labonne²³, près de vingt ans plus tard ! Les propos des deux auteurs convergent. Ils rapportent d'abord les pratiques de baignade de la population citadine dans les cours d'eau ceinturant la ville, puis ils expliquent que pour des raisons d'hygiène et de pudeur, les autorités publiques aménagent des bains publics. Ils fournissent enfin quelques renseignements sur le développement du réseau des bains publics montréalais. Les travaux de Bizier et de Labonne ont l'avantage de nous informer sur les circonstances entourant l'établissement des bains et l'appréciation des élites à leur égard. Cependant, ils présentent les bains dans leurs premières décennies d'existence comme des oasis de santé où les citoyens peuvent enfin retrouver un peu d'hygiène dans le corps malade qu'est la ville industrielle, faisant ainsi des couches populaires des victimes de cette dernière. Nous chercherons à savoir si les couches populaires n'ont pas une autre approche face aux bains.

²² Hélène-Andrée Bizier, « Les bains publics au temps où peu de Montréalais avaient une baignoire », *Perspective-dimanche*, 27 août 1978, p. 2-4.

²³ Les deux principaux articles de l'auteur sur les bains publics sont : « Montréal à l'heure des bains », *Continuité*, no 69 (juillet 1996), p. 9-10 et « Soins du corps, santé publique et moralité. Les bains publics de Montréal », *Cap-aux-Diamants*, no 70 (été 2002), p. 21-25.

De son côté, Raymond Vézina fait paraître en 2002 un recueil de textes et un document de recherche²⁴ sur les bains publics à Montréal. L'auteur conclut qu'au cours de la période que nous étudions (1880-1940), deux fonctions principales sont associées aux bains, c'est-à-dire les fonctions sanitaire et ludique, mais l'importance de chacune d'elles évolue inversement. En d'autres mots, dans les premières années des bains publics, les baigneurs accordent une plus grande importance à la fonction sanitaire des bains qu'à leur fonction ludique. Cependant, progressivement, l'aspect ludique en vient à prédominer. Ainsi, Vézina pousse un peu plus loin la réflexion en se questionnant sur les usages que les citoyens font des bains publics. Il base également son argumentation sur des données que ses prédécesseurs ne semblent pas avoir pris en compte, par exemple les dimensions et les composantes des bâtiments des bains publics.

Enfin, l'existence d'espaces publics de récréation improvisés est évoquée par plusieurs auteurs, mais ces lieux n'ont pas été l'objet d'études spécifiques. Ces lieux sont les piscines portatives, les rues des quartiers ouvriers et les terrains vacants de l'espace urbain. Notre mémoire s'intéressera à ces espaces non aménagés mais fréquentés par les couches populaires, de même qu'aux significations que leur accordent différents groupes sociaux.

Les loisirs populaires urbains

Le troisième domaine de recherche dans lequel s'inscrit notre mémoire est celui des loisirs populaires urbains. Les loisirs sont une vitrine sur la vie de ceux qui les pratiquent, ainsi qu'une forme d'expression de leur culture. En 1982, Raymond Montpetit écrit qu'« [a]u niveau des attitudes et des comportements, les loisirs constituent une part importante de

²⁴ Raymond Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002, Recueil de textes*, Montréal, Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG), 2002, 255 p. et *Bains publics de Montréal. 1835-2002, Document de recherche*, Montréal, Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG), 2002, 32 p.

cette culture populaire »²⁵. En 1997, Donald Guay émet le postulat que « le temps libre est un lieu privilégié pour l'observation des façons de penser, d'agir et de réagir des Canadiens français, parce qu'il favorise essentiellement une grande liberté d'expression »²⁶.

De plus, l'étude des activités récréatives des couches populaires permet de nuancer les interprétations misérabilistes que les élites réformatrices du tournant du XX^e siècle²⁷, puis les historiens dans les années 1960 et 1970²⁸ ont dressé du milieu de vie des couches populaires dans la ville industrielle, comme l'explique Jean-Claude Robert :

Les premiers à s'intéresser de près à ce phénomène ont souvent puisé dans les écrits des réformistes du siècle dernier, qui avaient tendance à grossir les difficultés; il en est résulté une image quelquefois misérabiliste des milieux ouvriers ou populaires, qui apparaissent comme des victimes passives et prostrées. Plus récemment, d'autres chercheurs ont mis en évidence les réactions de ces milieux aux diverses situations en montrant que, loin de subir leur sort avec résignation, ils mettaient en œuvre divers moyens pour résoudre leurs problèmes²⁹.

En éclairant un pan de la vie des citoyens jusqu'alors peu connu, l'étude des loisirs populaires apporte donc une vision plus positive du mode de vie de ceux-ci : « [i]l nous semble qu'il devient alors possible, par le biais de ces lieux récréatifs, de valoriser la vie

²⁵ Raymond Montpetit, « La culture populaire au Québec et son histoire en contexte urbain », dans Gilles Pronovost et al., *Cultures populaires et sociétés contemporaines*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1982, p. 97.

²⁶ Donald Guay, *La conquête du sport : le sport et la société québécoise au XIX^e siècle*, Outremont, Québec, Lanctôt, 1997, p. 12.

²⁷ Nous n'avons qu'à penser à l'étude de Herbert Brown Ames, *The City Below the Hill : a Sociological Study of a Portion of Montreal, Canada*, publié en 1897. Dans celle-ci, l'auteur déplore les conditions de vie dans les quartiers ouvriers montréalais. Il plaide pour leur amélioration.

²⁸ L'étude la plus célèbre de ce courant est sans doute celle de Terry Copp, *The Anatomy of Poverty : the Condition of the Working Class in Montreal 1897-1929*, Toronto, McClelland and Stewart, 1974, 192 p.

²⁹ Jean-Claude Robert, *Atlas historique de Montréal*, Montréal, Art Global, 1994, p. 83. En référence aux recherches récentes, Robert évoque les suivantes : Bettina Bradbury, *The Working-Class Family Economy : Montreal, 1861-1881*, thèse de PhD. (Histoire), Université Concordia, 1984 et Gilles Lauzon, *Habiter un nouveau quartier ouvrier de la banlieue de Montréal ; village Saint-Augustin (municipalité de Saint-Henri) 1855-1881*, mémoire de maîtrise (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1986.

quotidienne des urbains, de contrer la vision de la ville comme ‘lieu de misère et de perdition’ par une nouvelle expérience de la ville ou celle-ci révèle ses aspects positifs »³⁰. Dagenais lance d’ailleurs une invitation aux historiens à dépasser cette vision misérabiliste : « Historians must critique the validity of such comments in the process of research »³¹.

Gary Cross est l’un des premiers à écrire une synthèse offrant un portrait concret de l’évolution des loisirs et des changements qu’ils connaissent. Plus particulièrement, son livre *A Social History of Leisure Since 1600* porte sur les loisirs populaires en Angleterre et aux États-Unis depuis le XVI^e siècle, quoiqu’il accorde une plus grande place aux XIX^e et XX^e siècles. Il attribue un rôle important à l’industrialisation dans le développement des loisirs. Il n’existe aucun ouvrage synthèse aussi complet sur l’histoire des loisirs populaires à Montréal ou au Québec et couvrant une telle période. Néanmoins, l’exposition virtuelle *Les loisirs de son temps* de Michèle Dagenais³², retrace, dans ses grandes lignes, l’évolution des loisirs montréalais entre 1840 et 1919. Elle met en relief les processus de démocratisation, de diversification et de commercialisation des loisirs qui ont cours à cette époque.

Cela étant dit, quelques synthèses s’intéressent à l’histoire de l’activité physique et des sports à Montréal et au Québec. Ces ouvrages sont importants pour notre recherche puisque celle-ci recoupe celle des loisirs. D’abord, en 1995, Gilles Janson publie un livre sur les sports organisés chez les Canadiens français au XIX^e siècle³³. C’est essentiellement à partir de la décennie 1890 que la population canadienne-française, à Montréal, investit le champ des activités sportives organisées. Janson identifie l’industrialisation et les contacts entre les

³⁰ Montpetit, « La culture populaire au Québec... », p. 98-99.

³¹ Michèle Dagenais, « The Urbanization of Nature : Water Networks and Green Spaces in Montreal », dans *Method and Meanings in Canadian Environmental History*, Alan MacEachern and Willian J. Turkel (dir.), Toronto, Nelson Higher Education, 2009, p. 219.

³² Michèle Dagenais, « Les loisirs de son temps », dans *Musée McCord*, [En ligne]. http://www.musce-mccord.qc.ca/fr/clefs/circuits/tourID\VO_P1_4_FR.

³³ Gilles Janson, *Emparons-nous du sport : les Canadiens français et le sport au XIX^e siècle*, Montréal, Guérin, 1995, 239 p.

deux groupes linguistiques comme étant des facteurs déterminants dans la généralisation des pratiques sportives chez les Canadiens français.

De son côté, Alan Metcalfe³⁴ étudie la récréation physique organisée à Montréal pendant les années 1840-1895, une période qui, selon l'auteur, « couvre les formes de récréation pré-industrielle jusqu'au début du sport de masse »³⁵. Metcalfe s'applique à retracer comment les activités orientées socialement ont laissé place aux sports-spectacles s'adressant aux masses au cours de cette période, en prenant Montréal comme terrain d'étude. Pour Metcalfe aussi, l'industrialisation et l'urbanisation jouent un rôle primordial dans cette transition.

Pour sa part, Donald Guay se questionne sur les circonstances et les conséquences de l'intégration du sport au sein de la société canadienne-française au XIX^e siècle³⁶. Il note que « [s]i les Canadiens français acceptent le sport, c'est parce qu'il répondait à de nouveaux désirs, notamment de sociabilité, pour répondre aux exigences de la vie urbaine »³⁷. Pour sa part, Guay relativise l'importance de l'urbanisation et de l'industrialisation dans la diffusion massive des sports au Québec, estimant que d'autres facteurs sont à prendre en compte tels les nécessités de l'adaptation, la présence des Britanniques, le patronage, les communications, la liberté du dimanche et la charité.

En somme, ces derniers travaux mettent tous en évidence des différences quant aux perceptions et aux significations que les divers groupes sociaux accordent aux activités physiques ou sportives organisées. Notons aussi qu'ils situent les débuts de leur pratique

³⁴ Alan Metcalfe, « L'évolution de la récréation physique organisée à Montréal », dans Jean-Pierre Augustin et Claude Sorbets, *La culture du sport au Québec*, Talence, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, c1996, p. 45-72.

³⁵ Metcalfe, « L'évolution de la récréation physique... », p. 45.

³⁶ Donald Guay, *La conquête du sport : le sport et la société québécoise au XIX^e siècle*, Outremont, Québec, Lanctôt, 1997, 244 p.

³⁷ Guay, *La conquête du sport...*, p. 105.

généralisée dans les dernières décennies du XIX^e siècle et que l'extension de ces activités à l'ensemble de la population est largement redevable au contexte de la ville industrielle. Dans notre mémoire, nous poserons davantage notre regard sur les activités spontanées pratiquées par les couches populaires montréalaises lors de leurs temps libres et élargirons la période d'investigation depuis les environs de 1880 jusqu'à 1940.

Problématique

Dans l'introduction de ce chapitre, nous avons annoncé que nous nous intéressions aux processus d'adaptation des différents groupes sociaux au milieu urbain et industriel et que nous voulions l'étudier à travers les espaces publics de récréation montréalais entre 1880 et 1940. L'impact de l'avènement de la ville industrielle étant considérable au cours de ces années, cette période en est effectivement une d'adaptation. C'est principalement à partir des deux dernières décennies du XIX^e siècle que différents groupes commencent à réagir aux changements qu'engendre l'avènement de la ville industrielle. On s'interroge alors sur la ville industrielle, les loisirs et les espaces publics de récréation qui apparaissent à cette époque. Quelles fonctions doit-on accorder à ces espaces ? Comment doit-on les aménager ? Au cours des décennies suivantes, les différents groupes sociaux contribuent, chacun à leur manière, à définir ces lieux et, par le fait même, l'espace urbain dans lequel ils se trouvent. Le début de la décennie 1940 représente la fin d'une étape dans le processus de détermination du rôle des espaces publics de récréation dans la ville industrielle et dans celui de l'adaptation à cette dernière. En effet, vers 1940, chacun des trois groupes sociaux étudiés a ses conceptions bien établies de ce que sont les espaces publics de récréation et de leurs fonctions dans le milieu urbain et industriel. Au tournant de cette décennie, par leurs perceptions et appréciation des espaces publics de récréation, les trois groupes attestent du fait qu'ils se sont adaptés à la ville industrielle. Ainsi, notre étude se termine en 1940.

Les transformations découlant de l'avènement de l'industrialisation bouleversent l'environnement urbain et le mode de vie des citoyens. Celle-ci se caractérise par l'érection

d'usines et de manufactures, par le travail industriel, lequel engendre une nouvelle classe sociale, la classe ouvrière³⁸, et par le découpage temporel et physique des différentes sphères de la vie. Dorénavant, il existe des temps et des espaces distincts et spécifiques pour le travail, la vie familiale et la vie sociale. Par ailleurs, le travail industriel attire beaucoup de nouveaux citadins. Par conséquent, un flux de gens arrive en ville, la population urbaine augmente et l'étalement urbain s'ensuit. Ainsi, la campagne qui voisinait jusqu'alors la ville est de plus en plus décalée, éloignant les citadins de la ruralité.

Comment les contemporains perçoivent-ils et vivent-ils cette nouvelle réalité ? Dans quelle mesure la critiquent-ils, l'apprécient-ils et s'engagent-ils dans le développement de la ville industrielle ? Quelles sont leurs interactions avec le milieu urbain industriel ? Notre mémoire abordera ces questions à travers l'examen des espaces publics de récréation et des loisirs qui, comme nos lectures le révèlent, apparaissent comme des fenêtres privilégiées sur les façons de penser et d'agir des contemporains. L'étude de ces espaces est d'autant plus appropriée que c'est dans ce contexte qu'on les aménage et que les loisirs populaires se développent.

En effet, jusqu'aux alentours de 1880, les loisirs sont réservés aux élites. Cependant, entre 1880 et 1940, les possibilités de pratiquer des activités ludiques se généralisent au sein des couches populaires. Les loisirs auxquels s'adonne le peuple ne sont toutefois pas tout à fait les mêmes que ceux auxquels les élites ont accès. Notons également que les ouvriers et leurs familles bénéficient alors de peu de temps libres pour se divertir. Les loisirs populaires sont donc une réalité nouvelle et les années 1880-1940 correspondent à une période de définition de ce type de loisirs. Comme nous le verrons, les loisirs populaires se définissent à travers des pratiques de détente (promenade, contemplation, etc.), d'hygiène (la baignade), d'épargnes (le jardinage) ou de sports (patinage, jeux d'équipes, etc.). Ainsi,

³⁸ Sur ce sujet, Paul-André Linteau écrit : « Montréal devient nettement, en ces dernières décennies du 19^e siècle, une ville ouvrière », dans *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 2000c, p. 62.

à l'époque étudiée, le concept de loisirs populaires est élastique et fait référence aux diverses activités que les couches populaires exercent dans leurs temps libres et desquelles ils tirent un certain plaisir.

Les loisirs populaires sont de deux natures : commerciale ou publique. Nous étudierons les loisirs publics. Dans certains cas, les couches populaires pratiquent des activités récréatives dans des espaces publics de récréation que les autorités municipales ou des organisations formées par des élites réformatrices ont aménagés. Ces espaces sont généralement gratuits et donc ouverts à l'ensemble de la population, bien qu'il existe souvent des contraintes à leur accès³⁹. Les grands parcs, les parcs de quartier, les terrains de jeux, les bains publics et les jardins communautaires constituent les espaces publics aménagés pour la récréation (que nous appelons aussi « espaces aménagés »). Dans d'autres cas, il arrive que la classe laborieuse s'adonne à des activités ludiques dans des espaces improvisés qui sont généralement publics. Ces lieux sont principalement les rives, les rues des quartiers ouvriers et les terrains vacants.

L'objectif de ce mémoire est de traduire l'adaptation des divers groupes sociaux montréalais à la ville industrielle à travers l'étude des espaces publics de récréation. En d'autres mots, nous voulons dégager l'évolution des rapports que ceux-ci entretiennent avec la ville industrielle et les solutions qu'ils entrevoient pour mieux y vivre. Comme les rapports varient d'un groupe à l'autre, nous aborderons un groupe distinct dans chaque chapitre.

³⁹ Par exemple, lors de certaines périodes, l'entrée aux bains publics coûte quelques sous et les femmes y ont un accès limité. Notons aussi que les pique-niques sont souvent organisés par des corps de métier pour leurs employés, que les terrains de jeux s'adressent particulièrement aux enfants et que les jardins communautaires des années 1930 sont offerts aux chômeurs précisément. Par ailleurs, avant l'installation d'une ligne de tramway sur le mont Royal dans les années 1930, le parc du mont Royal est plutôt difficile d'accès aux couches populaires. Sur le sujet, voir Dagenais, « Entre tradition et modernité... ». Pour sa part, Sarah Schmidt jette un éclairage sur la ségrégation sociale qui est faite au parc du mont Royal à l'égard des marginaux : *Domesticating Parks and Mastering Playgrounds : Sexuality, Power and Place in Montreal, 1870-1930*, thèse de M.A., (Histoire), Université McGill, c1996, 204 p.

Dans le premier chapitre, nous observerons les discours des élites réformatrices sur la ville, la nature et les loisirs. Celles-ci se préoccupent particulièrement de l'environnement urbain et industriel comme milieu de vie pour les couches populaires. À leurs yeux, l'amélioration des conditions de vie et l'adaptation à la ville industrielle passent par la création et l'entretien d'espaces aménagés. À ce titre, la Première Guerre mondiale constitue un point tournant. Avant celle-ci, les élites réformatrices identifient le caractère naturel de ces lieux comme principal bénéfice pour la santé physique et mentale de la population citadine. Or, à la suite de la Guerre, si elle continue de croire aux avantages des espaces publics de récréation pour les citoyens, les élites les considèrent désormais surtout comme des espaces récréatifs. De lieux de nature en ville, ils deviennent des lieux de loisirs pour les Montréalais.

Les discours des élites réformatrices influencent-ils la lecture que font les autorités municipales de la ville industrielle ? C'est par les décisions et les actions des autorités concernant les espaces publics de récréation qu'il est possible de cerner leur vision. Nous les traiterons dans le deuxième chapitre. En portant notre attention sur la gestion des espaces publics de loisirs, nous remarquerons que l'administration municipale, si elle tente d'abord de guérir le corps urbain comme l'encouragent les élites réformatrices, elle fait preuve, au fil des années, d'une attitude beaucoup plus conciliatrice face à la ville industrielle.

Comment les espaces publics de récréation sont-ils vécus ? Nous répondrons à cette question dans le troisième chapitre en enquêtant sur les pratiques de loisirs des couches populaires. Les usages que ces dernières font des différents espaces publics de la ville à des fins ludiques nous feront voir que les couches populaires tirent profit du mieux qu'elles le peuvent du milieu urbain industriel dès les dernières années du XIX^e siècle.

Au final, ces regards successifs sur les rapports de trois groupes d'acteurs aux appartenances sociales différentes mettront en relief la multiplicité et l'évolution des manières de percevoir, de définir et d'expérimenter un milieu et des espaces. Plus encore, notre mémoire apportera une nuance à l'image misérabiliste de la ville industrielle qui a longtemps dominé en rappelant que celle-ci correspond à la vision des élites réformatrices, ainsi qu'en jetant un éclairage sur les pratiques récréatives des classes modestes. Il fera également mieux connaître quelques aspects des loisirs populaires urbains, surtout ceux qui sont de nature spontanée.

Sources et méthodologie

Un éventail varié de sources a été nécessaire pour documenter notre sujet puisque celui-ci s'intéresse à plusieurs groupes d'acteurs et qu'il prend en considération divers types d'espaces publics. Les Archives de la Ville de Montréal ont été une source importante d'information. Nous y avons d'abord consulté le Fonds du Comité de santé (VM45), dans lequel se trouvent également des documents du Fond de la Commission d'hygiène et de statistiques (VM21). Le Comité de santé est créé en 1852 puis il est remplacé en 1900 par la Commission d'hygiène et de statistiques, laquelle clôt ses activités en 1909. Les deux instances ont pour mandat « l'administration de la santé publique sur le territoire de Montréal ». Nous retrouvons donc dans ce fonds des procès-verbaux et des dossiers thématiques pour la période 1871-1909, dans lesquels les préoccupations liées à l'hygiène de la ville et à la baignade occupent une grande place.

Nous avons eu recours aussi au Fonds de la Commission des parcs et traverses (VM44). Cette Commission est créée en 1875 et cesse ses activités en 1909. Néanmoins le fonds rassemble des documents allant de 1863 jusqu'à 1951 et couvre donc la totalité de la période étudiée. La Commission des Parcs et Traverses est un lieu d'échanges entre les membres de la Commission auxquels prend part, dans une certaine mesure, la population. En effet, celle-ci lui adresse des requêtes, des plaintes et des pétitions et on y discute

notamment des usages populaires des parcs, des squares et des terrains vacants de la ville. Ce fonds offre aussi une compréhension globale du développement du réseau des parcs à Montréal. Nous avons aussi consulté le fonds de la Commission du parc Maisonneuve (P63), utile pour documenter une dimension précise de notre mémoire : les potagers communautaires de 1917.

En outre, nous avons pris connaissance de la sous-sous série des photos anciennes du Fonds du Service des affaires institutionnelles (VM94, SY,SS1,SSS17) illustrant différentes scènes des espaces publics montréalais depuis le début des années 1920. Les photos qui s'y trouvent permettent une véritable incursion visuelle dans les lieux de récréation publique.

Enfin, nous avons dépouillé le fonds de la Montreal Parks and Playgrounds Association (MG2079) au centre d'archives de l'Université McGill. Portant sur la période 1902-1972, ce fonds nous a permis de dégager la position de la MPPA à propos de la ville, de la récréation et des loisirs. D'autre part, il a fourni des renseignements particulièrement appréciables sur les piscines portatives, les jardins communautaires et l'organisation des activités qui ont lieu dans le cadre du mouvement des terrains de jeux. Notons au passage que nous avons trouvé dans les dossiers de presse plusieurs images qui ont servi à illustrer nos propos.

Deux revues hygiénistes se sont avérées utiles pour l'étude des discours des hygiénistes. La première est le *Journal d'hygiène populaire*, sous presse de 1884 à 1895. Il est l'organe officiel de la Société d'Hygiène de la Province de Québec. Le *Bulletin sanitaire* suit en 1901 et est publié par le Conseil d'Hygiène de la Province de Québec. Nous en avons dépouillé tous les numéros disponibles jusqu'en 1942⁴⁰.

⁴⁰ À peine quelques numéros non disponibles lors de notre dépouillement manquent à celui-ci.

Les revues municipales, parce qu'elles sont des véhicules par lesquels des élites réformatrices provenant de divers courants s'expriment (notamment les hygiénistes, les promoteurs du mouvement des terrains de jeux et les réformistes), ont été utiles. Nous avons consulté *The Canadian Municipal Journal* qui est publié entre 1905 et 1920, son successeur *The Municipal Review of Canada* qui paraît dès 1922 et la version française de cette dernière intitulée *Revue municipale* pour la période 1923-1940⁴¹. Les auteurs proviennent de partout au Canada et parfois de l'extérieur. Néanmoins, nous avons pris en considération leurs écrits parce que les courants de pensées auxquels les élites montréalaises adhèrent sont partagés par les élites habitant d'autres villes. Plusieurs numéros de ces revues municipales n'étaient pas disponibles. Nous avons pu combler cette lacune grâce à un dossier de presse⁴² mis à notre disposition et monté à partir des deux premières revues.

Nous avons également bénéficié du document de recherche de Raymond Vézina⁴³ sur les bains publics. Celui-ci contient des références à plusieurs articles de journaux parus au courant de la période 1880-1940 et a donc été très utile pour nous renseigner sur divers aspects de la baignade et les bains à Montréal. Pour terminer, nous avons tiré quelques photographies d'espaces de récréation et de pratiques de loisirs dans la Collection Zotique-Massicotte, laquelle comprend des photographies pour l'ensemble de la période couverte par ce mémoire.

⁴¹ De 1923 à 1926, son titre est *Revue municipale du Canada*.

⁴² Ce dossier de presse nous a été prêté par Michèle Dagenais.

⁴³ Raymond Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Recueil de textes...*

CHAPITRE 1 :

LES PERCEPTIONS DES ÉLITES VUES À TRAVERS LEURS DISCOURS

Introduction

Le processus d'industrialisation qui a cours à Montréal à partir du milieu du XIX^e siècle transforme le paysage urbain et les manières d'y vivre. Il se caractérise notamment par l'implantation d'usines et de manufactures ; la formation d'un nouveau groupe social, les ouvriers ; la séparation des lieux et des temps entre le travail, la vie familiale et la vie sociale ; l'apparition de loisirs populaires urbains ; l'accroissement rapide de la population¹ ; et l'éloignement de la campagne du milieu urbain. Ces changements sont progressifs et s'étalent sur quelques décennies. Cependant, au départ, le passage à la ville industrielle s'effectue d'une manière désorganisée, ce qui a pour conséquence la détérioration rapide des conditions de vie de l'espace urbain et industriel, comme l'évoque l'historienne Michèle Dagenais : « This resulted in a deterioration of living spaces and conditions characterized by a high rate of mortality², overcrowding in insalubrious homes, and neighbourhoods polluted by industrial activities »³.

¹ La population de Montréal passe de 107 225 habitants en 1871, à 467 986 en 1911 et atteint 903 007 habitants en 1941. Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 2000c, p. 159, 160 et 314.

² Dans les années 1870, le taux de mortalité dépasse les 30 pour mille. Il baisse au cours des années suivantes pour se situer à 22 pour mille en 1901. L'année 1885 est exceptionnelle, alors qu'une épidémie de variole fait grimper le taux de mortalité à 46 pour mille. Enfin, il baisse à 22 pour mille en 1901, puis à une moyenne de 14,8 pour mille entre 1926 et 1930. Linteau, *Histoire de Montréal...*, p. 41-42.

³ Michèle Dagenais, « The Urbanization of Nature : Water Networks and Green Spaces in Montreal », dans Alan MacEachern and William J. Turkel (dir.), *Method and Meanings in Canadian Environmental History*, Toronto, Nelson Higher Education, 2009, p. 219,

C'est aux alentours de 1880 que les élites réformatrices commencent à déplorer les conséquences de l'avènement de la ville industrielle sur l'environnement urbain et les conditions de vie des classes modestes. Dans ce chapitre, nous tenterons de comprendre comment ce groupe vit le passage à la ville industrielle entre 1880 et 1940. Nous analyserons les discours des élites réformatrices sur la ville industrielle, les éléments naturels, les loisirs et les espaces aménagés. Au sein des élites réformatrices, nous distinguons trois courants : les réformistes, les hygiénistes et les acteurs du mouvement des terrains de jeux.

Dans un premier temps, nous présenterons brièvement chacun des trois courants. Dans un deuxième temps, dans une analyse des discours des élites réformatrices, nous montrerons que jusqu'à la Première Guerre mondiale, pour chaque désagrément de la ville industrielle, elles attribuent à la nature des propriétés permettant de les compenser. Après la Guerre, bien qu'elles continuent de rapporter les bienfaits de la nature, les élites réformatrices en ont désormais une vision moins idéalisée. Dans un troisième temps, toujours par l'étude de leurs discours, nous remarquerons que, surtout après la Guerre, les élites réformatrices accordent des propriétés bénéfiques à la pratique de loisirs dans la ville industrielle. En effet, elles affirment que les activités physiques et ludiques permettent aux citoyens de mieux supporter la vie urbaine et industrielle. À la lumière de ces constats, nous comprendrons que pour les élites réformatrices, les espaces publics de récréation sont des lieux de nature et de loisirs bénéfiques à la santé et au mieux-être des citoyens. En somme, avant la Première Guerre mondiale, le caractère naturel prime, tandis qu'après la Guerre, on valorise davantage le caractère ludique de ces lieux..

1.1 Les auteurs des discours : les réformistes, les hygiénistes et la MPPA

Trois principaux mouvements tiennent des discours sur les conditions de la ville industrielle et sur les solutions à leur apporter entre 1880 et 1940. Le premier est celui des réformistes. Ceux-ci sont généralement issus de la petite bourgeoisie professionnelle et commencent à se prononcer sur des enjeux municipaux dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Ces acteurs critiquent l'administration municipale en place et ambitionnent d'améliorer les conditions sanitaires des couches populaires, les services publics urbains ainsi que d'autres volets de la vie sociale⁴. En d'autres mots, ils veulent réformer la gestion municipale et le territoire montréalais. Afin d'atteindre ces objectifs, ils misent sur les principes d'efficacité, de régularité et de rationalité appliqués à la scène municipale⁵.

Les hygiénistes forment le second groupe. L'hygiène est une branche de la médecine qui apparaît dans les dernières décennies du XIX^e siècle. L'intervention des hygiénistes se fonde sur une étiologie miasmatique des maladies, c'est-à-dire qu'ils croient les maladies contagieuses ou communicables. Aussi, les hygiénistes situent les causes des maladies dans les facteurs climatiques, environnementaux, atmosphériques, cosmiques et telluriques⁶. Selon eux, le meilleur remède contre les maladies est leur prévention par l'adoption d'habitudes de vie saines et par l'assainissement du milieu. Ils considèrent que les activités physiques modérées et les éléments naturels sont des antidotes contre les maladies. Par ailleurs, notons que si certains médecins adhèrent aux théories microbiennes de Pasteur, un

⁴ Jean-Claude Robert, *Atlas historique de Montréal*, Montréal, Art Global, 1994, p. 83.

⁵ Robert Gagnon, *Questions d'égouts. Santé publique, infrastructures et urbanisation à Montréal au XIX^e siècle*, Montréal, Boréal, 2006, p. 27.

⁶ Michael Farley, Othmar Keel et Camille Limoges, « Les commencements de l'administration montréalaise de la santé publique (1865-1885) », *HSTC. Bulletin. Journal of the History of Canadian Science, Technology and Medicine*, no 20 (1982), p. 25.

regard dans les revues hygiénistes montre que plusieurs médecins considèrent les conceptions hygiénistes aussi tard qu'à la fin des années 1930.

Le troisième groupe se compose des membres et des organisations adhérant au mouvement des terrains de jeux. Ce groupe se prononce abondamment sur la ville, la récréation et les espaces publics en milieu urbain, mais peu sur les éléments naturels. À Montréal, le mouvement des terrains de jeux prend forme au début du XX^e siècle. L'organisation la plus active est la Montreal Parks and Playgrounds Association (MPPA), fondée en 1902. Elle fait la promotion de terrains de jeux pour les jeunes, espaces dans lesquels des moniteurs organisent et encadrent les activités récréatives. Aux yeux de ce mouvement, le monde urbain est dangereux pour les enfants et les espaces aménagés surveillés constituent des zones sécurisés qui permettent l'épanouissement de la jeunesse.

Les discours de l'un et de l'autre de ces courants ont chacun leurs particularités, mais ils s'entrecoupent sur de nombreux points. Ainsi, le terme « élites réformatrices » fera référence à l'ensemble des courants réformateurs. Lorsque nous rapporterons la vision ou l'opinion d'un courant en particulier, nous le préciserons.

1.2 Les discours sur la nature dans une ville dangereuse, insalubre et laide

Face aux conditions qu'entraînent l'industrialisation entre 1880 et 1940, les différents mouvements de réforme commencent à se questionner sur le milieu urbain et industriel, ainsi que sur le rôle des éléments naturels dans la vie urbaine. Chez les hygiénistes, la question des éléments naturels (eau, air, arbres, etc.) est particulièrement cruciale, surtout entre 1880 et la Première Guerre mondiale. Après cette époque, nous avons remarqué un certain désintéressement de leur part au sujet des éléments naturels. La ville, croient les élites réformatrices, est dangereuse, insalubre et laide, ce qui provoque une multitude de

maux physiques et moraux. Dans leur esprit, « conditions de vie et conditions morales sont étroitement liées »⁷. Ainsi, le milieu a une grande incidence sur les gens qui y vivent : « Early reformers believed that human nature was weak and impressionable, and that children were especially vulnerable to destructive forces. By the early twentieth century, the notion that the poor were somehow responsible for their own miseries was being diluted »⁸. Ces élites soutiennent l'idée selon laquelle il faut corriger l'état déplorable de la ville industrielle. De 1880 à la Première Guerre mondiale, la solution passe essentiellement par la présence de nature et dans une moindre mesure par la pratique de loisirs sains. À la suite de la Guerre, l'ordre s'inverse. Toujours dans l'objectif d'améliorer la vie en milieu urbain, les élites vont prioriser la pratique de bons loisirs plutôt que la seule présence d'éléments naturels. Ainsi, si entre 1880 et 1940 les élites réformatrices préconisent la présence d'espaces aménagés, au départ, elles les souhaitent surtout pour leurs caractéristiques naturelles, puis davantage pour leurs propriétés récréatives.

1.2.1 Une ville dangereuse dont il faut se prémunir

Les élites réformatrices diffusent une image fort négative de la ville. Wolfe et Strachan rapportent qu'au début du XX^e siècle, aux yeux de la MPPA, « The urban environment was full of temptations and evil influences : drink, prostitution, thievery and vagrancy »⁹. Pour leur part, les hygiénistes et les réformistes véhiculent un message semblable. En 1886, le *Journal d'hygiène populaire* écrit : « Toutes les causes qui engendrent les souffrances corporelles physiques et morales, trouvent leur ensemencement dans les agglomérations humaines des villes¹⁰ ». Dans la même foulée, en 1925, *La Revue municipale du Canada* rapporte :

⁷ Michèle Dagenais, « Les loisirs de son temps », dans *Musée McCord*, [En ligne]. http://www.musee-mccord.qc.ca/fr/clefs/circuits/tourID\VO_P1_4_FR.

⁸ Jeanne M. Wolfe et Grace Strachan, « Practical Idealism : Women in Urban Reform, Julia Drummond and the Montreal Parks and Playgrounds Association », dans Caroline Andrew et Beth Moore Milroy (dir.), *Life Spaces : Gender, Household, Employment*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1988, p. 75.

⁹ Wolfe et Strachan, « Practical Idealism... », p. 74.

¹⁰ « Hygiène des villes », *Journal d'hygiène populaire*, vol. 3, no 5 (15 juillet 1886), p. 49.

Et puis y a-t-il quelque chose de plus pénible, dans nos grands centres urbains et industriels, que l'éloignement de l'homme de la nature et de toute la poésie que celle-ci comporte. Si la vie en ville est déjà desséchante pour le cœur et pour l'imagination, que faut-il penser de la culture de l'âme chez ces populations ouvrières qui se trouvent dans certains quartiers de nos grandes agglomérations¹¹.

Ces passages montrent qu'en plus de diaboliser le milieu urbain, les trois courants réformateurs brossent un portrait idéalisé de la nature, comme l'explique Michèle Dagenais : « Nourishing the Romantic ideal, nature was also glorified, associated as it was with well-being purity, and beauty. Nature began to be conceived as a means to heal the sickly urban body »¹². Ainsi, la nature guérie la ville et assure le mieux-être des citadins, tel que l'illustre la citation suivante qui date de 1940 : « It [the growing of flowers] encourages cleanliness, contentment and happiness among the entire family of the worker – which has the practical result of producing better and more efficient workmanship »¹³.

1.2.2 La nature pour assainir une ville insalubre

Le milieu urbain et industriel laisse une impression d'insalubrité aux yeux des hygiénistes et des réformistes. La situation est-elle aussi déplorable que ceux-ci le soutiennent ? Le débat historiographique au sujet de l'état sanitaire des villes de cette époque n'est pas clos¹⁴. Une chose est cependant certaine, la situation inquiète les élites réformatrices. Sur ce

¹¹ M. le sénateur Vinck de Bruxelles, « L'utilisation des loisirs et le rôle des municipalités », *La Revue municipale du Canada*, vol. 3, no 9 (septembre 1925), p. 209.

¹² Dagenais, « The Urbanization of Nature... », p. 223.

¹³ Frederick G. Todd, « Flowers, Playgrounds and – the War », *The Municipal Review of Canada*, vol. 36, no 7 (juillet-août 1940), p. 24.

¹⁴ Sur ce sujet, Jean-Claude Robert affirme : « La question de l'amélioration ou de la dégradation des conditions de vie au XIX^e siècle est loin de faire l'unanimité parmi les chercheurs. Les premiers à s'intéresser de près à ce phénomène ont souvent puisé dans les écrits des réformistes du siècle dernier, qui avaient tendance à grossir les difficultés; il en est résulté une image quelquefois misérabiliste des milieux ouvriers ou populaires, qui apparaissent comme des victimes passives et prostrées. Plus récemment, d'autres chercheurs ont mis en évidence les réactions de ces milieux aux diverses situations en montrant que, loin de subir leur sort avec résignation, ils mettaient en œuvre divers moyens pour résoudre leurs problèmes. Quoi qu'il en soit, Montréal demeure durant tout le siècle une ville où le contraste entre riches et pauvres est craint et où la pauvreté est très répandue. Le principal indice de cette situation étant une plus grande proportion de locataires

sujet, Robert Gagnon explique : « On ne sait pas vraiment si la santé des Montréalais se dégrade, mais une chose est certaine : la salubrité urbaine devient une préoccupation de plus en plus importante tout au long de siècle »¹⁵. Pour sa part, Dagenais souligne que « There is no shortage of accounts of these conditions, which, in the manner of reformer Sir H. B. Brown Ames's famous 1897 investigative report about Montreal, *The City Below the Hill*, dramatically depict the degradation of urban areas and the dangers, real or imagined, associated with it »¹⁶. Les quartiers populaires étant des zones grandement touchées par l'industrialisation, ils attirent davantage l'attention des élites réformatrices. Ces dernières se préoccupent particulièrement de la qualité de l'air, de l'état sanitaire des rues et de l'intérieur des logements de ces quartiers. Plus précisément, les hygiénistes prétendent que tous ces facteurs concourent à la diffusion des maladies. C'est dans ce contexte que le réformiste H. B. Ames entreprend son étude sociologique *The City Below the Hill* sur les quartiers ouvriers et qu'il avance l'idée qu'on doit solutionner les problèmes sociaux de ces quartiers¹⁷.

que celle observée dans les villes nord-américaines de taille comparable ». *Atlas historique de Montréal*, Montréal, Art Global, 1994, p. 83.

¹⁵ Gagnon, *Questions d'égouts...*, p. 52-53.

¹⁶ Dagenais, « The Urbanization of Nature... », p. 219.

¹⁷ « Certain densely inhabited localities are to be found, and such congestion should be relieved ». Herbert Brown Ames, *The City Below the Hill : a Sociological Study of a Portion of Montreal, Canada*, Toronto, University of Toronto, 1897 [1972], p. 63.

Figure 1 : Une ville polluée



Source : *The Standard*, 27 juillet 1912, dans « Albums de rues. E.-Z. Massicotte », *Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, [En ligne]. <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/massic/accueil.htm>.

Ainsi, les élites réformatrices dénoncent la qualité de l'air dans les quartiers habités par les classes laborieuses, comme en témoigne la description suivante de Ames : « Looking down from the mountain top upon these areas, the former is seen to contain many spires, but no tall chimneys, the latter [the city under the hill] is thickly sprinkled with such evidences of industry and the air hangs heavy with their smoke »¹⁸. Les constats des hygiénistes sur la qualité de l'air en ville ne sont guère plus reluisants : « [...] il faut bien admettre qu'au point de vue de l'hygiène, l'air des champs est préférable à celui des villes, surtout pendant l'été. En effet, lorsque viennent les grandes chaleurs, toutes les fermentations malsaines

¹⁸ Ames, *The City Below the Hill...*, p. 5.

s'activent à la fois »¹⁹ ; « L'ozone, qui est de l'oxygène très actif, est absent de l'air des villes, même dans les parcs publics et les *squares* »²⁰.

Néanmoins, la présence d'arbres à l'intérieur de la ville industrielle permettrait de purifier l'air infect qui s'y trouve. En 1886, l'hygiéniste Dr Desroches écrit : « La science a démontré l'effet salubre des arbres pour la décarbonisation [*sic*] de l'atmosphère. Ainsi l'arbre est la pierre de touche de la salubrité de l'air ambiant. Nous ne saurions trop recommander les arbres dans nos villes, outre qu'ils servent d'ornements, ils sont utiles à la purification de l'air [...] »²¹. Puis, en 1908, *The Canadian Municipal Journal* rapporte « The trees absorb the gases from the air that are poison to the lungs. By protecting the street from the sun's rays they keep the surface damp after a rain or artificial sprinkling so that the wind cannot transfer the deadly germs in the dust »²².

L'état des rues est une autre facette du milieu urbain que les élites réformatrices déplorent. Les rues sont décrites comme des lieux sales, favorables au développement de maladies et à la diffusion des épidémies, surtout au printemps et en été. Le problème est le suivant : les rues, étant souvent étroites et habitées par un nombre élevé de citoyens, voient s'entasser les déchets produits par ces derniers, en l'absence de services de collecte. En 1885, le *Journal d'hygiène populaire* explique que, pour le citoyen, le printemps signifie « un sol chargé de déchets et ordures accumulés pendant six mois. Leur décomposition et les émanations de plus de dix mille fosses fixes souillent l'atmosphère en le chargeant des germes des maladies qui affecteront nos enfants pendant la saison d'été »²³. Quelques années plus tard,

¹⁹ Dr A. Vallée, « Causeries médicales. Villégiature et bain de mer », *Journal d'hygiène populaire*, vol. 8, no 4 (août 1891), p. 99.

²⁰ « Notions d'hygiène. (Suite) L'air et la ventilation », *Bulletin sanitaire*, vol. 5, no 7 (juillet 1905), p. 50.

²¹ « Hygiène des villes », *Journal d'hygiène populaire*, vol. 3, no 5 (15 juillet 1886), p. 50.

²² Professor F. H. Sexton, Director of technical Education, Halifax, N. S., « Rational Municipal Growth », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 4, no 11 (novembre 1908), p. 522.

²³ « Quinzaine hygiénique », *Journal d'hygiène populaire*, vol. 1, no 23 (15 avril 1885), p. 169-170.

en 1907, le portrait que dresse un article du *Bulletin sanitaire* n'est guère plus attrayant : « L'été, pendant la saison sèche, nos rues sont abominables. Il n'y a pas une ville en Amérique plus poussiéreuse [sic] que Montréal »²⁴.

Les logements ouvriers cristallisent l'attention des hygiénistes et des réformistes²⁵. D'une part, ils critiquent l'absence d'installation sanitaire dans la majorité des habitations, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en eau. En outre, dans son rapport annuel de 1886, le docteur Louis Laberge estime que « dans la plupart des maisons d'ouvriers, il n'y avait pas de salle de bain, et [qu']on comprend parfaitement que les habitants ne peuvent prendre tous les soins de propreté nécessaires »²⁶. Ce constat alerte les réformistes et les hygiénistes qui jugent que tous les citoyens devraient avoir accès à l'eau, notamment pour se laver. En effet, l'eau assure la propreté : « L'eau, le principal agent de propreté, se trouve à la portée de tous »²⁷. Et la propreté est associée à la santé : « Ainsi ceux qui laissent la malpropreté fermer les pores de la peau s'exposent aux maladies de toutes sortes »²⁸ ; « Les soins de propreté corporels sont indispensables pour conserver la santé des individus »²⁹. Par conséquent, l'eau devient un élément nécessaire à l'hygiène et à une bonne santé.

Il est intéressant de noter que les élites réformatrices vont investir les bains publics des propriétés hygiéniques et salutaires de l'eau. Autrement dit, elles transposent les qualités d'un élément naturel à un type d'espace particulier. Cette association est effective autant à la fin du XIX^e siècle qu'au début du XX^e siècle. Les passages suivants, datant de la fin du

²⁴ « La propreté des rues », *Bulletin sanitaire*, vol. 7, nos 10-11 (novembre-décembre 1907), p. 89.

²⁵ Robert, *Atlas historique...*, p. 129.

²⁶ Paul Labonne, « Soins du corps, santé publique et moralité. Les bains publics de Montréal », *Cap-aux-Diamants*, no 70 (été 2002), p. 22.

²⁷ Dr J. I. Desroches, « Traité élémentaire d'hygiène. Cinquième leçon. De l'hygiène de la peau », *Journal d'hygiène populaire*, vol. 4, no 12 (avril 1888), p. 199.

²⁸ Dr J. I. Desroches, « Traité élémentaire d'hygiène. Cinquième leçon De l'hygiène de la peau », *Journal d'hygiène populaire*, vol. 4, no 12 (avril 1888), p. 199.

²⁹ Dr Laberge, assistant directeur du Bureau municipal d'hygiène de Montréal, « Hygiène des bains publics », *Bulletin sanitaire*, vol. 16, nos 2-12 (février-décembre 1916), p. 31.

XIXe siècle jusqu'aux années 1930, en fournissent la preuve : « Les bains sont nécessaires pour purifier la peau de ses souillures. Ils répondent à un besoin impérieux dont la pratique donne la vigueur et la santé »³⁰ ; « Il serait dans l'intérêt de la santé publique qu'il y en eut un [bain] dans chaque quartier »³¹ ; « [...] it has been proved over and over again that where a municipality owns a swimming pool – either close-in or open-air – the initial cost has been more than justified in the increased health and happiness of the people »³². Donc, puisque les hygiénistes et les réformistes craignent la malpropreté et les maladies liées aux conditions des logements ouvriers, ils perçoivent l'eau, mais aussi les bains publics comme des sources d'hygiène et de santé.

Si les élites réformatrices attestent des vertus thérapeutiques et calmantes de l'eau³³, leurs appréciations de cet élément naturel sont cependant nuancées. De fait, l'eau représente une source d'inquiétude pour les réformistes et les hygiénistes. Ces derniers notent que l'eau est susceptible d'accueillir et de transporter des germes de maladies infectieuses, lesquelles peuvent être dangereuses pour la santé des gens. L'eau constitue donc un risque de maladies. Cette conviction est en vigueur en 1888 comme en 1930 : « Les eaux de toute provenance, celles des rivières, des sources etc., sont des milieux favorables à l'ensemencement des microbes de la fièvre typhoïde, du charbon et du choléra »³⁴ ; « En nageant, en effet, il est presque impossible de ne pas avaler un peu d'eau et si cette eau est polluée, une gorgée [sic] suffira pour communiquer une infection. Il faut éviter de se baigner dans l'eau stagnante, ou en bas de bouches d'égouts ou de déversoirs d'eau contaminée par les rébuts [sic] animaux ou végétaux »³⁵. Par extension, les bains publics sont aussi des

³⁰ Dr J. I. Desroches, « Traité élémentaire d'hygiène. Cinquième leçon De l'hygiène de la peau », *Journal d'hygiène populaire*, vol. 4, no 12 (avril 1888), p. 200.

³¹ Ville de Montréal, Division de la gestion des documents et des archives (désormais DGDA), Fonds du Comité de santé (FCS), VM45, *Rapport sur l'été sanitaire de la cité de Montréal*, 1907.

³² « Swimming Pools Again », *The Municipal Review of Canada*, vol. 28, no 6 (juin 1932), p. 31.

³³ Dagenais, « Les loisirs de son temps ».

³⁴ Dr J. I. Desroches, « Congrès d'hygiène et de démographie de Vienne », *Journal d'hygiène populaire*, vol. 4, no 7 (novembre 1887), p. 98.

³⁵ « La vie à la campagne. Conseils pour l'été », *Bulletin sanitaire*, vol. 30, no 5 et 6 (mai-juin 1930), p. 66.

véhicules de maladies : « Comme conclusion de cette étude, je crois pouvoir dire que les baignoires publiques en général, qui ont tendance à se répandre partout en Amérique, peuvent devenir des endroits dangereux pour la santé de ceux qui le fréquentent parce qu'elles sont susceptibles de devenir le point de départ d'épidémies de diverses natures »³⁶. Ainsi, pour assurer une meilleure hygiène en ville, l'eau et les bains publics doivent être exempts (ou quasi-exempts) de germes, sinon ils risquent d'être nuisibles pour la santé.

Le manque de lumière et d'aération dans les logements ouvriers des villes constitue deux autres causes d'affection auxquelles les hygiénistes s'attaquent. Afin d'empêcher les germes et les maladies, l'air doit circuler et la lumière solaire doit entrer dans les habitations. Si les maisons de campagne sont généralement bien choyées sur ce plan, les logements ouvriers le sont rarement. Les critiques à leur égard sont nombreuses : « Dans les villes, au contraire, les maisons sont accolées les unes aux autres, les constructions qui s'élèvent en face ou en arrière sont hautes et interceptent les rayons directs du soleil au moins pour les étages inférieurs »³⁷ ; « L'air vicié des habitations où la population est dense, la ventilation insuffisante, est un facteur important dans l'éclosion de la consommation. On peut en dire autant de l'éclosion aïgues [sic] du poumon, comme la pneumonie, et de troubles digestifs, tels que la diarrhée »³⁸.

Dans cette optique, les élites réformatrices veulent faire comprendre aux autorités municipales et à l'ensemble de la population l'importance de l'air pur et des rayons solaires pour la santé des citoyens. L'air pur est vu comme une source de santé, au contraire de l'air impur qui est chargé de maladies : « Il [l'air] renferme en lui les conditions les plus

³⁶ Dr J. E. Laberge, assistant directeur du Bureau municipal d'hygiène de Montréal, « Hygiène des bains publics », *Bulletin sanitaire*, vol. 16, nos 2-12 (février-décembre 1916), p. 35.

³⁷ « La lumière considérée dans ses rapports avec l'hygiène », *Journal d'hygiène populaire*, vol. 4, no 2 (juin 1887), p. 29.

³⁸ « Notions d'hygiène », *Bulletin sanitaire*, vol. 5, no 7 (juillet 1905), p. 49.

importantes de la santé et les causes les plus nombreuses des maladies »³⁹ ; « C'est par l'air impur que l'on devient tuberculeux, c'est par l'air pur, par la cure d'air, que l'on se guérit de la tuberculose »⁴⁰. Par ailleurs, soulignons que le soleil est un complément à l'air pur pour assurer la vitalité du corps humain et que cette interprétation a cours à la fin du XIX^e comme au début du XX^e siècle : « Nul être vivant, que ce soit la plante, l'animal ou l'homme, ne peut vivre dans une atmosphère corrompue, ne peut trouver la santé et jouir de la vie, à moins de respirer un air pur et de recevoir les rayons du soleil »⁴¹ ; « L'air pur et la lumière du soleil sont les deux plus grands ennemis de la maladie, et surtout de la tuberculose. Le soleil seul a guéri une multitude de maladies »⁴².

À la suite de ces discours sur la ville et les éléments naturels (arbres, eau, air pur et lumière solaire), nous remarquons que les élites réformatrices (surtout les hygiénistes et les réformistes) présentent les éléments naturels, de même que les lieux où ils sont présents, comme des ingrédients à la guérison de la ville industrielle et de ses citoyens. Ils assurent la salubrité et la santé. Néanmoins, les éléments de nature sont susceptibles d'être contaminés par les germes des maladies et de devenir à leur tour des agents de diffusion de ces maladies. En quelques mots, la nature « pure » est la santé. Un regard attentif révèle que la majorité des citations faisant l'éloge des propriétés d'assainissement des éléments naturels proviennent de sources antérieures à la Première Guerre mondiale, bien que quelques-unes lui sont postérieures.

1.2.3 La nature pour embellir une ville laide

Les réformistes défendent l'idée selon laquelle la ville est laide. De fait, ils manifestent un intérêt soutenu pour l'embellissement de la ville à partir des premières années du XX^e

³⁹ « Traité élémentaire d'hygiène. Troisième leçon. De l'Air et de ses Altérations », *Journal d'hygiène populaire*, vol. 4, no 10 (février 1888), p. 165.

⁴⁰ « Rôle de quelques-unes des causes prédisposantes de la tuberculose. (Extrait du Rapport de la Commission Royale) », *Bulletin sanitaire*, vol. 14, nos 3-6 (mars-juin 1914), p. 41.

⁴¹ Dr J. I. Desroches, « Hygiène des villes », *Journal d'hygiène populaire*, vol. 3, no 5 (15 juillet 1886), p. 49.

⁴² « Le soleil un créateur de santé », *La Revue municipale du Canada*, vol. 3, no 4 (avril 1925), p. 83.

siècle. Ce souci s'inscrit dans un courant bien de l'époque nommé *City Beautiful*⁴³. Les élites qui adhèrent à ce mouvement prétendent qu'un environnement physique sain et agréable améliore les conditions de vie de ses habitants. Plus encore, « les élites qui animent ce mouvement estiment que l'amélioration de l'apparence des villes, par l'aménagement de lieux esthétiquement beaux, peut favoriser un ordre social harmonieux et l'élévation morale et spirituelle des citoyens »⁴⁴. Pour cette raison, les réformistes critiquent l'apparence de la ville et émettent des recommandations pour améliorer le paysage urbain. Ils évoquent fréquemment la présence d'arbres, de fleurs et l'aménagement d'espaces verts comme étant des moyens pour enjoliver et agrémenter le milieu urbain : « A thing which should be taken up immediately is the widespread and wholesale planting of trees. There is nothing which makes a town as attractive and habitable as tree lined streets »⁴⁵ ;

Quoique la Province de Québec soit plus particulièrement favorisée sous le rapport des arbres que n'importe qu'elle [*sic*] autre Province, c'est un fait déplorable de remarquer qu'il y ait si peu d'arbres dans nos centres urbains, même dans les petites villes. La valeur des arbres pour une ville ou pour une cité est inestimable. Les bons soins donnés aux arbres dans la rue et dans les parcs contribuent beaucoup à rendre une ville ou une municipalité attrayante. Une ville sans arbres ne peut pas être belle même si elle possède plusieurs beaux édifices⁴⁶.

Le discours se veut donc incitatif, l'objectif étant toujours d'exercer des pressions afin que la Ville et les citoyens agissent pour rendre le milieu urbain plus esthétique et, par conséquent, agrémentent la vie des citoyens : « En un mot, certains indices – moins nombreux et moins persuasifs que nous voudrions cependant – nous font voir qu'il ne faut pas désespérer et nous engagent à continuer la lutte en faveur de l'embellissement et de ce

⁴³ Selon Paul-André Linteau, la période qui s'amorce en 1910 « [...] est précisément l'époque où, un peu partout en Amérique du Nord, l'embellissement des villes devient une préoccupation importante, dans la foulée des mouvements de *City Beautiful* et *Garden City* ». Linteau, *Histoire de Montréal...*, p. 199-200.

⁴⁴ Michèle Dagenais, *Des pouvoirs et des hommes : l'administration municipale de Montréal, 1900-1950*, Toronto, Institute of Public Administration of Canada ; Montréal, McGill-Queen's University Press, 2000, p. 145.

⁴⁵ Professor F. H. Sexton, Director of technical Education, Halifax, N. S., « Rational Municipal Growth », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 4, no 11 (novembre 1908), 522.

⁴⁶ « Les arbres dans les centres urbains », *La Revue municipale*, vol. 9, no 5 (1931), p. 113.

qu'on a appelé l'assainissement scénique »⁴⁷; « If we can secure the co-operative effort of thousands of our citizens in the planting of windows boxes and front gardens, it will not be long before many unsightly areas in our Canadian cities are brightened up and more attractive »⁴⁸.

En résumé, les discours des élites réformatrices mettent en évidence l'image peu reluisante que celles-ci se font de la ville industrielle. Ils font également voir que ces dernières accordent de l'importance aux éléments naturels « purs » et aux lieux où ces éléments sont présents pour compenser les inconvénients de cette ville et assurer une meilleure qualité de vie aux citoyens. Certes, les élites attribuent à la nature la capacité d'améliorer la qualité de vie des Montréalais tout au long de la période 1880-1940. Cependant, cette lecture est davantage perceptible entre 1880 et la Première Guerre mondiale. Après la Guerre, les discours des élites sont plus modérés quant aux apports bénéfiques des éléments naturels. Si nos sources ne permettent pas d'expliquer les raisons de cette baisse d'enthousiasme pour la nature, nous pouvons néanmoins émettre l'hypothèse qu'elle résulte d'une certaine désillusion relative à la Première Guerre mondiale. Comme l'explique Michèle Dagenais dans un article sur la villégiature dans la région de Montréal entre 1890 et 1940, à partir de la fin des années 1910, un changement s'opère à propos de la nature : « Sans doute, le changement de ton découle en partie du choc causé par les pertes considérables liées à la Première Guerre mondiale. Il en résulte un certain désenchantement et la disparition quasi complète de la vision romantique et lyrique de la campagne, telle qu'elle s'exprimait auparavant »⁴⁹.

⁴⁷ « Emboîtons le pas », *La Revue municipale*, vol. 4, no 8 (août 1926), p. 263.

⁴⁸ Frederick G. Todd, « Flowers, Playgrounds and – the War », *The Municipal Review of Canada*, vol. 36, no 7 (juillet-août 1940), p. 24.

⁴⁹ Michèle Dagenais, « Fuir la ville : villégiature et villégiateurs dans la région de Montréal, 1890-1940 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, no 3 (printemps 2005), p. 315-345.

Au-delà des éléments naturels, les élites réformatrices s'intéressent aux rôles que jouent les loisirs dans la ville industrielle. Si elles manifestent un intérêt pour la question des loisirs dès 1880, nous remarquerons que les loisirs occupent une place de plus en plus importante dans leur réflexion après la Première Guerre mondiale. Par l'entremise de ceux-ci, ce sont aussi les thèmes de la ville et des espaces publics de récréation que les élites réformatrices abordent.

1.3 Les discours sur les loisirs urbains

L'avènement de la ville industrielle favorise le développement populaire des loisirs⁵⁰. Au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, le nombre d'activités récréatives et ludiques croît et elles deviennent plus accessibles⁵¹. Au même moment, les élites réformatrices engagent une réflexion sur le sujet. Bien qu'elles attribuent aux bons loisirs des propriétés bénéfiques dès la fin du XIX^e siècle, c'est surtout à partir des années 1910 (soit aux alentours de la Première Guerre mondiale) qu'elles insistent sur cette dimension. À leurs yeux, les bons loisirs (ou loisirs sains) sont une composante importante et bénéfique pour la population de la ville industrielle. C'est intérêt plus marqué pour les loisirs n'est certainement pas étranger à la formation de la Montreal Parks and Playgrounds Association (MPPA) en 1902. Nous remarquerons que les élites réformatrices assignent aux espaces aménagés les mêmes propriétés qu'aux loisirs.

1.3.1 Les loisirs, une solution aux pressions du travail industriel

Dans un premier temps, les élites réformatrices voient dans les loisirs une occasion pour les travailleurs de se recréer et de se ressourcer. Si une telle fonction est imputée aux loisirs,

⁵⁰ Gilles Pronovost écrit : « Changements économiques, temps sociaux, culture ouvrière et culture urbaine en formation, tel est ce qui m'apparaît constituer la trame historique fondamentale de la formation du loisir contemporain, au Québec, et en cela, elle ne diffère pas, pour l'essentiel, de ce qu'ont connu les autres pays occidentaux en cours d'industrialisation ». *Loisir et société : traité de sociologie empirique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1997, p. 171.

⁵¹ Dans son étude sur le sport au Québec chez les Canadiens français, Donald Guay affirme qu'une expansion exceptionnelle du sport a lieu dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. *La conquête du sport...*, 1997, p. 53.

c'est en partie parce que les réformistes jugent sévèrement les conditions de travail en usine et en manufacture. Celles-ci nuisent à l'épanouissement des ouvriers :

[For] to many people in cities, life means long hours of labour amidst the dust and whirl of wheels, an excessive nervous strain, and joyless, monotonous employment ; to many of them life is a grind, a round, a season of care, on top of which are conditions of overcrowding. The dangers that threaten, the evils which have been constantly increasing in industrial centres, are a degeneration in physical type, a deterioration in mental and moral quality⁵².

Les élites réformatrices ne s'opposent toutefois pas au travail industriel, composante essentielle de la ville industrielle ; elles souhaitent compenser ses effets négatifs, notamment par la pratique d'activités régénératrices. Afin de mieux faire accepter les loisirs, elles défendent l'idée que les bons loisirs sont complémentaires à un travail efficace. En témoigne Thomas Adams de la MPPA en 1920 : « There is also need for healthy occupation for the leisure time of the workers as a means of maintaining industrial efficiency »⁵³. Michel Bellefleur explique cette signification que l'on attribue aux loisirs :

L'*otium*⁵⁴ n'avait pas sa justification en soi, mais commença à être toléré lorsque l'on prit conscience de sa capacité de régénération ou de réfection de la force de travail. En d'autres termes, il fallait avoir du loisir sous formes de repos, d'amusements, de distractions, de détente, de jeux, de fêtes et de spectacles, non pour le plaisir, mais pour un meilleur labeur, c'est-à-dire plus productif aux yeux des intérêts dominants⁵⁵.

Notons que les élites réformatrices accordent aux parcs cette même valeur de complémentarité au travail que pour les loisirs : « The park system has a very definite and economic relation to the city plan. It provides the fresh air and happy surrounding, - which

⁵² « Recreation for Adult », *The Canadian Municipal Review*, vol. 11, no 12 (décembre 1915), p. 453.

⁵³ Thomas Adams, « Parks and Playgrounds in cities? », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 16, no 11 (novembre 1920), p. 345.

⁵⁴ *Otium* est le mot latin du temps de loisir.

⁵⁵ Michel Bellefleur, *L'évolution du loisir au Québec : essai socio-historique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1997, p. 24.

are the two greatest factors for efficiency of labor and the well being of the people »⁵⁶. Une association est donc opérée entre loisirs et espaces aménagés. Tous deux sont présentés comme des moyens pour les citoyens de s'ajuster à la vie urbaine et industrielle.

1.3.2 Des loisirs pour occuper les travailleurs et les éloigner des vices de la ville

Dans un deuxième temps, les élites réformatrices sont confrontées à un autre problème : elles croient que la ville est un lieu de perte. En ville, il existe des lieux et des loisirs répréhensibles et il importe d'en détourner les couches laborieuses, lesquelles bénéficient de temps libres. Cette question des temps libres préoccupe les contemporains : « Man has more leisure time than ever before and it is becoming a problem of how to dispose of this leisure time »⁵⁷.

Comme nous l'avons vu, le milieu urbain recèle de nombreuses menaces. Parmi celles-ci se trouvent les bars, les salles de billard et les salles de cinéma. Les réformistes appréhendent ces endroits parce que, disent-ils, ils conduisent vers les vices, l'oisiveté, l'alcoolisme en particulier et le crime en général. C'est ainsi que le concept de « bons » loisirs prend tout son sens. Si la ville offre aux travailleurs et aux couches populaires, plus globalement, des possibilités de pratiquer des activités récréatives saines, ceux-ci éviteront de fréquenter les lieux qui représentent des menaces morales : « Whatever efforts we may make to prevent men from abusing themselves and their time in the saloon will fall unless we provide the means for them to find healthy recreation »⁵⁸ ; « Les adultes comme les enfants devraient

⁵⁶ Professor F. H. Sexton, Director of Technical Education, Halifax, N. S., « Rational Municipal Growth », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 4, no 11 (novembre 1908), p. 522. Voir aussi Thomas Adams, « Parks and Playgrounds in Cities », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 16, no 11 (novembre 1920), p. 348.

⁵⁷ Frank F. Cannon, Commissioner of Parks, Buffalo N. Y., « Municipal Breathing Spots », *The Municipal Review of Canada*, vol. 29, no 12 (décembre 1933), p. 9.

⁵⁸ « Public Parks and Playgrounds », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 16, no 11 (novembre) 1920, p. 330. Voir aussi Frank F. Cannon, Commissioner of Parks, Buffalo N. Y., « Municipal Breathing Spots », *The Municipal Review of Canada*, vol. 29, no 12 (décembre 1933), p. 9.

être attirés sur les terrains de jeux par la création d'amusements propres à leur âge. Ce serait un excellent moyen de les écarter des plaisirs nuisibles à la santé et aux bourses, comme la fréquentation des cinémas, des salles de billard, etc. »⁵⁹. Enfin, les discours des élites réformatrices allient encore une fois loisirs et espaces aménagés.

1.3.3 Des loisirs pour les jeunes en réponse aux menaces des espaces urbains

Dans un troisième temps, les élites réformatrices, principalement des membres de la MPPA, assurent que les loisirs sains ont la fonction de protéger les jeunes citoyens des dangers du milieu urbain. Les activités ludiques et sportives, lorsqu'elles sont bien encadrées et surveillées, contribuent au bon développement et à l'éducation des enfants. L'aménagement de terrains de jeux est donc essentiel afin que les jeunes puissent s'offrir tous les bienfaits des activités récréatives. Les discours entremêlent alors terrains de jeux et loisirs.

La principale menace dont le mouvement des terrains de jeux veut prémunir les enfants de la ville est celle de la rue puisque ces derniers sont nombreux à s'y amuser, surtout dans les quartiers ouvriers (la figure 2 illustre une scène de jeunes garçons « complotant » dans la rue). Ces rues sont fréquentées par les voitures qui représentent des risques d'accident : « The motor car is only in its infancy, but even now our streets are more dangerous than our railways. Apart from danger to life from accident, the dusty roads are not healthy place for children to play on, and, as they are better paved and fast traffic increases, they will become greater danger traps for our children »⁶⁰.

⁵⁹ DGDA, FCS, VM45, *Rapport sur l'état sanitaire de la cité de Montréal*, 1921, p. 27.

⁶⁰ Thomas Adams, « Parks and Playgrounds in cities », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 16, no 11 (novembre 1920), p. 345.

Figure 2 : Jeunes garçons complotant dans la rue



Source : « Le Meeting », *Monde illustré*, 5 juillet 1884, p. 1.

Mais surtout, c'est la sécurité morale des jeunes qui est en jeu dans les rues et les autres lieux dans lesquels les jeunes peuvent se regrouper, sans surveillance. La MPPA s'en préoccupe. De telles circonstances, croit-elle, favorisent la délinquance : « The playgrounds movement followed rapidly, prompted by concerns about urban crowding, sanitation and hygiene, and juvenile delinquency. [...] The playgrounds would (1) keep children, along

with useful lessons such as woodwork and metal work children from slum areas off the streets where they might be injured or subjected to all sorts of temptations »⁶¹.

La MPPA est l'initiatrice du mouvement des terrains de jeux à Montréal au début du XX^e siècle. Néanmoins, les autres élites réformatrices adhèrent généralement au paradigme du mouvement, comme en témoigne le juge Choquette de Montréal qui exprime l'opinion suivante : « For several years there has been a marked increase in delinquency among the children of the cities on this continent and in my opinion about the best method of prevention is the establishment of as many playgrounds as possible in all cities, both large and small, in order to keep the children off the streets »⁶².

Cela étant dit, il importe que les activités récréatives se déroulent sous la surveillance d'un *play leader* (un moniteur pour les garçons et une monitrice pour les filles) pour que celles-ci portent fruit. L'encadrement des loisirs est d'une importance cruciale pour pallier les effets néfastes du milieu urbain. À titre d'exemple, dans une entrevue, un dirigeant de la MPPA répond « absolutely » à l'affirmation suivante : « Trained supervision is essential »⁶³. Sans surveillance, le terrain de jeux devient un lieu de rassemblement pour les jeunes :

It would be well if organizations seeking to provide playground facilities for the children of Montreal would take into consideration that the playground without supervision is not a playground, it is merely a meeting place for the neighborhood gangs, and it is questioned seriously whether the provision of play facilities without supervision is in the cause of Community Welfare⁶⁴.

⁶¹ Wolfe et Stratchan, « Practical Idealism... », p. 67.

⁶² Judge Choquette, Montréal, « Playgrounds an antidote to crime », *The Municipal Review of Canada*, vol. 26, no 12 (décembre 1930), p. 528.

⁶³ McGill University Archives (MUA), Fonds de la Montreal Parks and Playgrounds Association (FMPPA), MG2079, boîte 3, dossier 331, *Radio Broadcast notes*, 8 août 1922.

⁶⁴ « An Unsupervised Playground – Its Menace », *Verdun Free Press*, May 7, 1926, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 8, dossier 261, « Newspaper clippings », février 1926 à décembre 1926.

1.3.4 L'éducation par les loisirs, une valeur de plus en plus importante

Dans un quatrième temps, le mouvement des terrains de jeux impute aux bons loisirs une valeur éducative. À partir du début du XX^e siècle, il définit la capacité des loisirs à civiliser et adoucir les moeurs des citoyens :

Tandis qu'au milieu du XIX^e siècle, les élites font de la pratique des loisirs et des sports une marque de distinction sociale et cherchent à en restreindre l'accès, les mouvements de réforme remettent en question cette conception de la récréation. Ils considèrent que les loisirs et le jeu représentent des moyens d'éduquer et de civiliser les populations urbaines du tournant du siècle, et ils contribuent à en démocratiser l'accès⁶⁵.

Wilson, qui a étudié la MPPA en 1953, affirme que c'est plutôt le contexte de la Première Guerre mondiale qui mène l'association à vouloir former de meilleurs citoyens par l'entremise des loisirs et des terrains de jeux⁶⁶. Quoiqu'il en soit, tous les auteurs s'entendent pour dire que les loisirs et les terrains de jeux permettent d'inculquer des valeurs socialement appréciables aux couches populaires dans le milieu urbain et industriel. Parmi ces valeurs, Gary Cross identifie le contrôle de soi, la famille et le respect⁶⁷.

Les promoteurs du mouvement des terrains de jeux visent précisément la formation des enfants :

Nous aimerions surtout à bien faire ressortir la nécessité presque absolue [sic] de la part des administrateurs municipaux de donner à leurs « jeunes » les facilités de récréation qui est maintenant devenue une préoccupation plutôt publique que privée. Il faut donner à l'enfant les moyens d'employer

⁶⁵ Michèle Dagenais, « Les loisirs de son temps... ». Voir aussi Wolfe et Strachan, « Practical Idealism... », p. 67.

⁶⁶ Laird E. Wilson, *The Montreal Parks and Playgrounds Association Inc. : a Historical Study of the Above Association from the Year of its Founding in 1896 to 1949*, M. Sw., Research Report (School of Social Work), McGill University, c1953, p. 17.

⁶⁷ « At the same time, these reformers held that leisure was perhaps the best place to inculcate the personal values essential for a growing commercial economy : self-control, familiarism, and 'respectability' », Gary Cross, *A Social History of Leisure Since 1600*, State College, PA, Venture Publishing, c1990, p. 87.

profitablement ses moments de loisirs et s'il ne trouve aucun de ces moyens à portée il pourra facilement s'en inventer qui seront loin de lui être avantageux à plusieurs points de vue et si l'on savait combien souvent le manque de distractions publiques suffisantes est à la base des délits, on serait plus pressé de donner une plus grande attention [sic] à ce sujet. Nous sommes persuadés qu'il est raisonnable de dépenser quelques dollars annuellement pour l'amusement sain des petits et que c'est une des façons d'en faire de futurs citoyens utiles⁶⁸.

Pour terminer, en plus de développer une multitude d'aptitudes estimables, les terrains de jeux et les activités qui s'y déroulent ont également pour effet d'estomper les comportements et les attitudes considérés comme nuisibles chez ces mêmes jeunes⁶⁹.

Conclusion

Cette analyse des discours des élites réformatrices a permis de jeter un éclairage sur les représentations qu'elles se font du milieu urbain et industriel et sur les moyens d'adaptation qu'elles proposent pour améliorer la qualité de vie de cette ville pour le mieux-être de la population entre 1880 et 1940. Dans la première partie du chapitre, nous avons vu que les élites réformatrices voient la ville comme un lieu dangereux, insalubre et laid. Avant la Guerre, et dans une moindre mesure après celle-ci, elles favorisent la création d'espaces aménagés, parce qu'ils se composent d'éléments naturels et permettent de compenser les aspects négatifs de la ville. Elles associent effectivement les éléments naturels à la santé, à la salubrité et à l'esthétisme.

⁶⁸ « Est-ce réellement nécessaire? », *La Revue municipale*, vol. 6, no 9 (septembre 1928), p. 288. Voir aussi J. W. Mawson, Director of Town Planning, Johannesburg, S. Africa, Extract from an adress to the Optimists' Club, Wellington, « Recreation and Social Welfare », *The Municipal Review of Canada*, vol. 24, no 3 (août 1930), p. 326.

⁶⁹ En 1922, la MPPA émet une liste des comportements avantageux que les jeunes développent grâce aux terrains de jeux et une autre liste des comportements déplaisants que ceux-ci ont pour effet de réduire chez les jeunes fréquentant les terrains de jeux. MUA, FMPPA, MG2079, Boîte 3, Dossier 102, *Report in brief of the Year's activities*, 1922. Voir l'annexe 1.

Dans la deuxième partie du chapitre, l'examen des discours sur les loisirs a également mis en relief les inconvénients que les élites réformatrices imputent à la ville industrielle. Dans cette dernière, les conditions du travail industriel ne permettent pas l'épanouissement des travailleurs ; la ville recèle de nombreux vices ; et les rues des quartiers populaires sont dangereuses pour la santé et la moralité des enfants. Cependant, les élites réformatrices expriment aussi une vision positive de cette ville quant aux avantages que les bons loisirs et les espaces aménagés offrent aux citoyens. Ces discours en faveur des loisirs et faisant des espaces aménagés des lieux ludiques apparaissent essentiellement après la Première Guerre mondiale. Ainsi, dans la ville industrielle, il est possible pour le travailleur de se remettre de ses longues journées de travail et d'éviter les lieux de perdition en exerçant quelques activités récréatives. Aussi, des lieux de jeux sécuritaires s'offrent aux enfants qui n'ont plus seulement les rues comme espaces d'amusement et la pratique de bons loisirs forge le corps et l'esprit des citoyens pour en faire de meilleurs citoyens.

Pour conclure, l'environnement urbain et industriel influence la vision des élites réformatrices de la ville industrielle et c'est en aménageant cet environnement que ces élites pensent résoudre les côtés indésirables de cette ville, c'est-à-dire en créant des espaces de récréation. Ainsi, en réponse à leur malaise face à la ville industrielle, elles élaborent des solutions pour mieux s'y adapter.

CHAPITRE 2 :

ACTIONS ET OBJECTIFS DES AUTORITÉS MUNICIPALES

Introduction

L'avènement de la ville industrielle, parce qu'il transforme la société et l'environnement urbain, suscite diverses réactions. Comment les autorités municipales¹ montréalaises perçoivent-elles la nouvelle ville industrielle ? Quels moyens proposent-elles pour faciliter l'adaptation des Montréalais à cette société et à cet environnement dorénavant industriels ? Les discours des élites réformatrices ont-ils un écho au sein de l'administration municipale ? Dans ce chapitre, nous nous intéresserons à la gestion des autorités municipales des espaces aménagés afin de dégager leurs rapports au milieu urbain et industriel, et ainsi cerner leur processus d'adaptation à cette nouvelle réalité. L'étude des espaces aménagés est un indicateur appréciable des rapports à la ville industrielle puisque comme le montre Galen Cranz, les parcs sont des réponses à celle-ci². Les visages que la Ville leur donne et les rôles qu'elle leur impute reflètent ces perceptions de la ville industrielle.

Entre 1880 et 1940, la gestion des autorités municipales des espaces aménagés évolue suivant deux périodes distinctes. D'abord, entre 1880 et la Première Guerre mondiale,

¹ Nous utiliserons indifféremment les termes « administration municipale », « Ville » et « autorités municipales » pour parler du gouvernement municipal.

² Voir Galen Cranz, « Changing Roles of Urban Parks. From Pleasure Garden to Open Space », *Landscape*, vol. 22, no. 3, 1978, p. 9-18. Celle-ci avance la thèse selon laquelle chaque modèle de parc urbain est élaboré dans un effort de résolution d'un problème urbain découlant du double processus d'urbanisation et d'industrialisation : « All four models share one major dynamic: each grew out of an effort to solve urban problems arising from the twin processes of industrialization and urbanization », p. 9.

l'administration municipale commence à être sensible aux discours des élites réformatrices. Elle entreprend de compenser les inconvénients du milieu urbain et industriel. D'une part, elle crée des grands parcs qui inspirent la récréation passive et qui répondent à un idéal bucolique, dans lesquels elle accorde une grande importance à la présence d'éléments naturels. D'autre part, elle construit des bains publics dans l'objectif premier d'améliorer la santé publique, puisque les conditions du milieu urbain et industriel ne sont pas favorables à la bonne santé des classes modestes. Lors de cette période, les autorités municipales font donc preuve d'un certain malaise face à la ville industrielle, qu'elles tentent néanmoins d'atténuer par l'aménagement, la gestion et la réglementation d'espaces publics de récréation.

Puis, de la Première Guerre mondiale à 1940, l'administration municipale s'engage dans la création et la gestion de nouveaux types d'espaces aménagés qui sont beaucoup plus harmonisés à l'environnement urbain industriel. En effet, au courant de ces années, elle participe activement à l'aménagement et à l'organisation des parcs de quartier, des terrains de jeux, des piscines portatives et des jardins communautaires se situant souvent à proximité des lieux d'habitation des couches populaires. Ces lieux s'intègrent au tissu urbain et favorisent la pratique de loisirs actifs au détriment des loisirs contemplatifs. Ainsi, les espaces publics de récréation ne servent plus à compenser le milieu urbain industriel aux yeux des élites municipales.

Il faudra comprendre que nous n'avons pas pour objectif de faire l'historique des espaces verts³ (parcs et terrains de jeux) et bleus (bains⁴ et piscines) de cette époque, mais plutôt de dégager les grandes lignes de la gestion des autorités municipales des espaces aménagés.

³ Pour un historique des parcs à Montréal, voir Jean de Laplante, *Les parcs de Montréal des origines à nos jours*, Montréal, Méridien, 1990, 255 p.

⁴ Pour un historique des bains à Montréal, voir Raymond Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Document de recherche*, Montréal, Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG), 2002, 32 p. et *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Recueil de textes*, Montréal, Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG), 2002, 255 p.

Ceci étant dit, une précision au sujet du gouvernement municipal s'impose. Dans le cadre de ce chapitre, nous l'aborderons et le présenterons comme une entité cohérente dont les rapports à la ville industrielle évoluent progressivement, passant d'un certain malaise à une attitude plus conciliatrice au cours de la période 1880-1940. Néanmoins, nous sommes consciente que la dynamique entre les différents acteurs du gouvernement est plus complexe. D'une part, les intérêts et les opinions sont nombreux au sein du gouvernement municipal. En effet, la multiplicité des acteurs (les élus, les fonctionnaires et les chefs de services), des instances (chacune d'elles a un mandat bien particulier), des courants d'idées (par exemple, l'hygiénisme, le réformisme, le populisme, etc.) et des réformes de l'administration municipale⁵ occasionne des divergences de points de vue et d'opinions au sujet des espaces aménagés. D'autre part, la présence et la gestion de ces espaces relèvent aussi d'acteurs et de facteurs extérieurs au pouvoir municipal. Dans le cas de certains types d'espaces, ces variables ou composantes externes peuvent influencer l'attitude des autorités municipales à leur égard. Néanmoins, nous avons choisi de parler de l'administration municipale comme si celle-ci n'avait qu'une seule voix. Cette vision est simplificatrice, mais elle a l'avantage de mettre en relief les grandes tendances et les processus qui caractérisent le processus d'adaptation de l'administration municipale à la ville industrielle.

2.1 Des lieux pour prendre ses distances de la ville industrielle

2.1.1 Les grands parcs

Vers 1870, l'administration municipale entreprend de créer les premiers espaces publics de récréation de la ville. En 1874, elle aménage deux grands parcs : le parc du mont Royal et le parc de l'île Sainte-Hélène. Quelques années plus tard, en 1888, elle s'applique à faire de

⁵ Sur l'administration municipale montréalaise entre 1900 et 1950, voir Michèle Dagenais, *Des pouvoirs et des hommes: l'administration municipale de Montréal, 1900-1950*, Toronto, Institute of Public Administration of Canada ; Montréal, McGill-Queen's University Press, 2000, 204 p.

la ferme Logan un grand parc public⁶. En 1902, la ferme Logan prend officiellement le nom de parc La Fontaine. Chacun de ces grands parcs se caractérise par une nature abondante. Comme l'ont montré plusieurs travaux sur ces parcs, leur nature foisonnante favorise la détente et la contemplation. Selon Jean-Claude Marsan, ce sont « de grands parcs naturels, [des] oasis de verdure, aussi importants par leurs aménagements romantiques et pittoresques que par leur large vocation de lieux de repos, de délassement et de récréation »⁷. Comme l'explique Michèle Dagenais, au XIX^e siècle, ces parcs « représentent des 'sites', certes pensés pour embellir l'environnement mais essentiellement destinés au loisir passif, c'est-à-dire à la promenade et à la contemplation »⁸.

La protection des éléments naturels

L'apparence naturelle des grands parcs contraste avec le milieu urbain et industriel. Les autorités municipales leur accordent une grande importance et prennent diverses mesures concrètes pour les préserver. Par exemple, dès 1874, la Ville engage une force policière pour assurer la protection des arbres du parc de l'île Sainte-Hélène⁹. Puis, en 1900, le surintendant des parcs, M. Pinoteau, dénonce les dommages causés par l'utilisation de la ferme Logan comme dépotoir à neige. En raison de cette utilisation, « quelques arbres ont [...] été cassés par les voitures »¹⁰.

Les autorités municipales portent aussi une attention particulière au gazon. En 1902, dans une soumission pour des affiches, le Département des parcs et traverses demande 100

⁶ Depuis quelques années, la Ville était locataire de la ferme Logan. Or, avant 1888, elle n'effectue aucun travail d'aménagement. Toutefois, en 1888, une fois qu'elle eut signé un nouveau bail de 21 ans l'obligeant à investir un certain montant à chaque année dans l'aménagement et l'amélioration de la ferme Logan, la Ville entreprend de faire de cette dernière un grand parc public. Laplante, *Les parcs de Montréal...*, p. 59.

⁷ Jean-Claude Marsan, *Montréal en évolution : historique du développement de l'architecture et de l'environnement urbain montréalais*, Laval, Méridien, 1994, p. 296.

⁸ Michèle Dagenais, *Faire et fuir la ville. Espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Les Presses de l'Université Laval, 2006, p. 53.

⁹ Ville de Montréal, Division de la gestion des documents et des archives (désormais DGDA), Fonds de la Commission des parcs et traverses (FCPT), VM44,S4,SS3,D2, Clerk, Privy Council, 3 juin 1904.

¹⁰ DGDA, FCPT, VM44,S3,D9, M. Pinoteau, Surintendant des Parcs, 11 décembre 1900.

affiches « N'allez pas sur le gazon », ce qui est un nombre considérablement supérieur aux autres affiches¹¹. Plus tard, en 1906, alors que son opinion est sollicitée « sur la possibilité de mettre des chaloupes ou autres embarcations du même genre sur les lacs du parc LaFontaine [sic] », le surintendant des squares approuve cette demande en prenant soin de souligner que ces embarcations n'abîment pas le gazon ni les arbres :

Je suis d'opinion que l'on devrait mettre des chaloupes sur ces lacs ce serait une ornementation pour le parc et une grande distraction pour les personnes qui le fréquentent. Je ne vois pas que nos gazons ou nos arbres en souffrent pour cela, car sur la plus grande partie du bord des lacs, côté ouest, on permet aux enfants de s'approcher de l'eau et je n'ai pas encore constaté qu'ils aient causé de dommages. Les dégâts, bris d'arbres se font plutôt en hiver par les glisseurs en traine [sic] sauvage ou traîneaux [sic]¹².

Ainsi, les autorités municipales créent et gèrent ces premiers grands parcs de manière à mettre en valeur et protéger les éléments naturels. Dans cette ville où les zones rurales cèdent de plus en plus la place à un environnement urbain et industriel, les autorités municipales s'appliquent à aménager des lieux qui rappellent la campagne¹³.

Les jeux et les pique-niques

Par ailleurs, bien que les autorités municipales organisent les grands parcs pour les loisirs contemplatifs, elles en font aussi des lieux de divertissement, surtout le parc de l'île Sainte-Hélène. D'une part, dès la fin du XIX^e siècle, elles accordent le droit à des détenteurs de privilèges d'exploitation d'y installer plusieurs appareils de jeux, dont une galerie de tir, un

¹¹ Le reste de la commande est la suivante : 11 affiches : « AVIS. Voies pour voitures de promenade seulement. Défense d'aller vite après 10 heures a.m. » ; 11 affiches : « Sentier interdit aux bicycles » ; 6 affiches : « Défense de faire baigner les chiens ». DGDA, FCPT, VM44,S3,D12, no 937, *Soumission pour affiches*, Département de parcs et traverses, 12 mai 1902.

¹² DGDA, FCPT, VM44,S3,D23, 2023 ½, *Rapport du surintendant re mettre les chaloupes dans le parc Lafontaine*, 29 mai 1906.

¹³ François Hudon écrit : « Alors que la ville s'industrialise, s'urbanise, se dénature en quelque sorte, ces parcs [ceux du mont Royal et de l'Île Sainte-Hélène] permettaient de retrouver la nature ainsi perdue ». *Le parc Jarry, 75 ans d'histoire*. Montréal, Éditions Logiques, 2001, p. 13.

carrousel, des tables de billard et des allées de quilles¹⁴. Au parc du mont Royal, une structure de bois est érigée sur le haut de la montagne pour le toboggan dès 1874 et un funiculaire est inauguré l'année suivante¹⁵. D'autre part, dès la création du parc de l'île Sainte-Hélène, l'administration municipale autorise la tenue de pique-niques organisés par des organismes de charité, des corps de métiers et diverses associations¹⁶. Ces pique-niques rassemblent souvent des milliers de personnes et sont l'occasion de jeux multiples. Donald Guay décrit le déroulement typique d'une journée de pique-nique :

La journée comprend des activités strictement sportives, mais aussi des activités physiques traditionnelles d'origine rurale ou empruntées aux Britanniques, telles que courir avec un œuf dans une cuillère, le jeu du pot cassé, la course en sac, la course à trois jambes, la brouette humaine, la course au mouton graissé, la course au veau farouche, monter dans un poteau graissé, etc.¹⁷.

En somme, que l'on pense à la piste de toboggan du parc du mont Royal, au carrousel ou aux pique-niques de l'île Sainte-Hélène, un constat se dégage : à la fin du XIX^e siècle, les grands parcs offrent aux citoyens des activités récréatives que l'environnement urbain et industriel ne permet généralement pas.

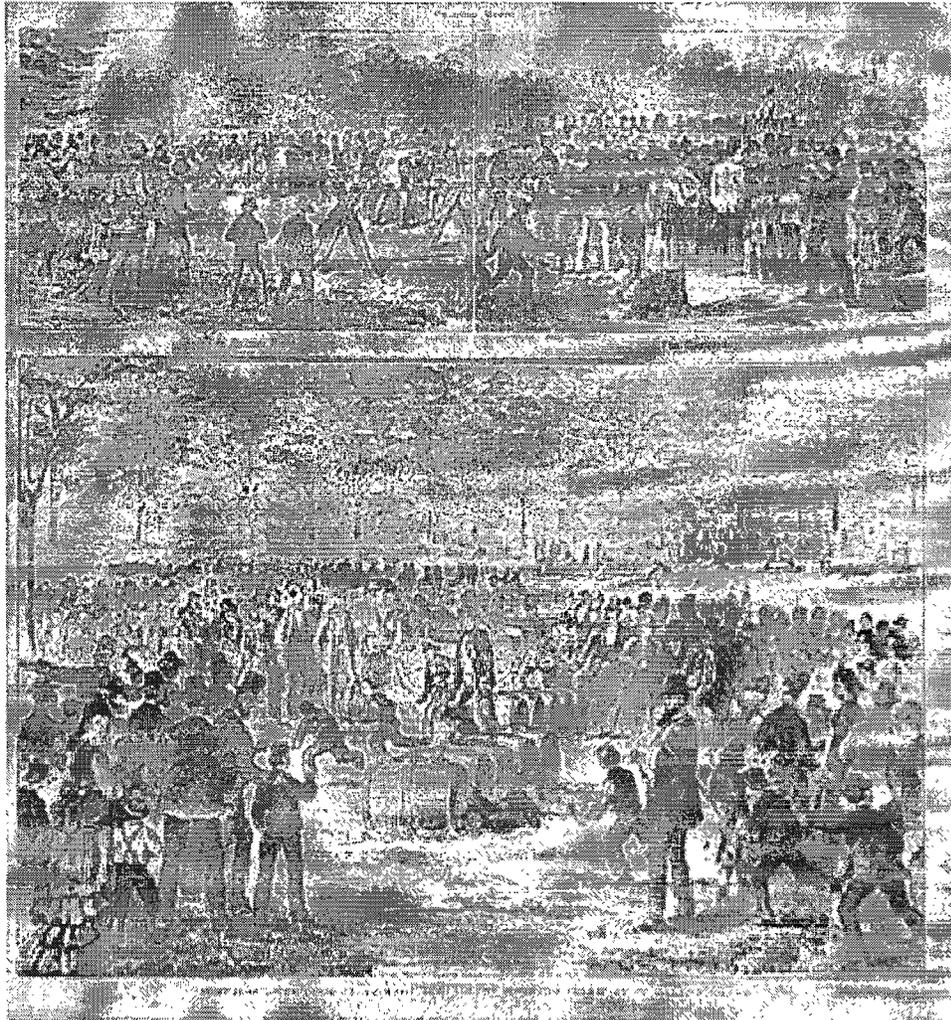
¹⁴ Josée Desharnais, *La gestion des loisirs publics à Montréal : l'exemple du parc de l'île Sainte-Hélène, 1874-1914*, Mémoire de M.A (Histoire), Université de Montréal, 1998, p. 99.

¹⁵ Claire Poitras, Joanne Burgess et Suzel Brunel (dir.), *Étude de caractérisation de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal*, Québec, Commission des biens culturels du Québec, 2005, p. 91.

¹⁶ Ce n'est que quelques années plus tard, soit à partir de 1911, que la Ville s'engage dans l'organisation de ces pique-niques. Elle accorde des crédits pour la tenue de ces événements et met à la disposition des jeunes de plus en plus de terrains et de moniteurs qualifiés pour les amuser convenablement. Desharnais, *La gestion des loisirs publics...*, p. 96.

¹⁷ Donald Guay, *La conquête du sport : le sport et la société québécoise au XIX^e siècle*, Outremont, Québec, Lanctôt, 1997, p. 208.

**Figure 3 : Pique-nique de la Irish Protestant Benevolent Society
à l'île Sainte-Hélène en 1874**



Source : « Albums de rues. E.-Z. Massicotte », *Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, [En ligne]. <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/massic/accueil.htm>.

2.1.2 Le lent départ des terrains de jeux

Le début du XX^e siècle voit apparaître les terrains de jeux à Montréal. Les premières mentions de ceux-ci remontent à 1901¹⁸. À Montréal, le mouvement des terrains de jeux est lancé et dirigé par la Montreal Parks and Playgrounds Association (MPPA) (formée en 1902). En ce début de siècle, l'association crée et gère les terrains de jeux. Au fil des années, le mouvement comptera de plus en plus d'adhérents, dont des membres de l'administration municipale.

Le terrain de jeux typique est aménagé à proximité des quartiers populaires. Il comprend souvent deux aires séparées par une clôture, l'une étant réservée aux filles et l'autre aux garçons :

Dans chacune des sections, on retrouve les balançoires, les bascules, des glissoires prises à la hauteur du portique des balançoires et attachées à la barre supérieure de celui-ci. Les bacs de sable sont remplis de sable humide qui peut servir de pétrissage et de constructions. Le terrain contenait encore des échelles fixes ou volantes, des tourniquets et des vagues-de-mer. Une unité consistait en un portique avec anneaux de fer accrochés à des chaînes à la file¹⁹.

Le sol des terrains de jeux est recouvert de gazon, de sable, de béton et/ou de goudron. Quelques arbres et arbustes y sont habituellement plantés sur les contours. Ces lieux présentent donc des traits plus urbains que les grands parcs et ne sont pas conçus pour les loisirs passifs. Bien que la Ville en permette l'aménagement dans l'espace urbain,

¹⁸ « The first mention of any kind of a program was in 1901 when the Association, taking as their example the playgrounds in the cities across the border, established sand gardens in its playgrounds. These sand gardens consisted of a box of moist sand, in which young children could play, for two or three hours of an afternoon. Laird E. Wilson, *The Montreal Parks and Playgrounds Association Inc. : a Historical Study of the Above Association from the Year of its Founding in 1896 to 1949*, M.Sw. Research Report (School of Social Work), McGill University, 1953, p. 32.

¹⁹ Laplante, *Les Parcs de Montréal...*, p. 93.

jusqu'aux années de la Première Guerre mondiale, elle ne s'engage pas dans leur organisation.

2.1.3 Les premiers espaces de baignade

Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, le gouvernement municipal s'inquiète de la santé publique. Sensible aux discours des hygiénistes qui dénoncent l'absence d'installations sanitaires dans la majorité des logements ouvriers et qui affirment les propriétés salutaires de l'eau et des bains pour la santé, le gouvernement municipal décide de construire des bains publics. La mesure vise également à régler le problème des noyades. Celles-ci ont lieu à chaque année lors de la baignade des citoyens dans les cours d'eau ceinturant la ville²⁰.

La volonté d'améliorer la santé publique et de réduire les noyades chez les autorités municipales est donc à l'origine de la création des premiers bains publics, comme l'expriment ces passages tirés des documents du Comité de santé²¹ de la Ville :

il est [r]ésolu qu'un rapport soit fait au Conseil recommandant que les bains publics soient ouverts et maintenus pendant l'été prochain afin de prévenir les accidents qui arrivent quand le public est obligé de chercher ailleurs les moyens de se baigner, et aussi dans l'intérêt de la santé publique; et qu'une appropriation de sept cent [sic] dollars (\$700) soit accordée pour cette fin²².

La Commission d'Hygiène et de Statistiques à l'honneur de faire rapport que dans l'intérêt de la santé publique et afin de prévenir autant que possible les noyades dans le fleuve St-Laurent, maintenant si nombreuses dans la localité, elle recommande que votre Conseil, lui accorde un crédit de \$7,500 pour lui permettre d'ériger un bain public permanent dans le quartier St-Gabriel. Aussi, elle demande dans l'intérêt de la santé publique qu'un crédit

²⁰ Les journaux de l'époque rapportent à chaque année des cas de noyade sur le territoire de la ville ou en périphérie de celle-ci.

²¹ Rappelons-nous qu'en 1900, le Comité de santé devient la Commission d'Hygiène et de Statistiques (Voir p. 22 de ce mémoire).

²² DGDA, FCS, VM45,S1,SS1, 30 avril 1896.

de \$7.500 lui soi [sic] accordé pour lui permettre d'ériger un bain public dans le quartier St-Louis²³.

L'importance que le Bureau de santé accorde à la présence de gardiens bien formés dans les lieux de baignade atteste aussi la fonction de prévention des noyades que la Ville confère à ces espaces : « Resolved that the guardian of the Ste-Helen's and the Island baths be requiered to have a book and life present to be used in case of accident »²⁴ ; « Resolved the medical Health officer be instructed to keep himself informed with respect to the manner in which the keeps of the Island bath fulfies his duties ».

Plus précisément, l'administration publique cherche à aider les couches laborieuses, lesquelles sont les plus touchées par les conditions d'hygiène déficientes de la ville industrielle. En 1882, *La Minerve* énonce : « Ces bains [les bains Wellington et Hochelaga] seront destinés à la classe ouvrière »²⁵. En 1904, *La Presse* souligne : « Qu'on ne l'oublie pas, l'admission est tout à fait gratuite. [...] Les bains sont construits par la ville, et entretenus à ses frais, pour l'usage et le bénéfice du peuple »²⁶.

Les deux premiers bains publics ouvrent à l'été 1883. L'un est installé dans le fleuve Saint-Laurent et l'autre dans le canal Lachine. Leur construction est rudimentaire. *La Patrie* décrit l'un d'eux comme suit : « Le bain aura un fond incliné donnant une profondeur de 3 1-2 pieds et sera complètement suspendu par des attaches de fer tenant à la rive. Le courant descendra vers la partie peu profonde du bain, de sorte qu'une personne perdant pied sera

²³ DGDA, FCS, VM45,S1,SS2,SSS2, chemise « Bain St-Louis », 15 mai 1903. Nous avons trouvé d'autres citations semblables pour les années 1891 et 1896. Pour 1891, voir DGDA, FCS, VM45,S1,SS1, « Procès-verbaux », volume 119-05-02-06 (1889-1891), 2 avril 1891, p. 358. Pour 1896, voir DGDA, FCS, VM45,S1,SS1, 30 avril 1896.

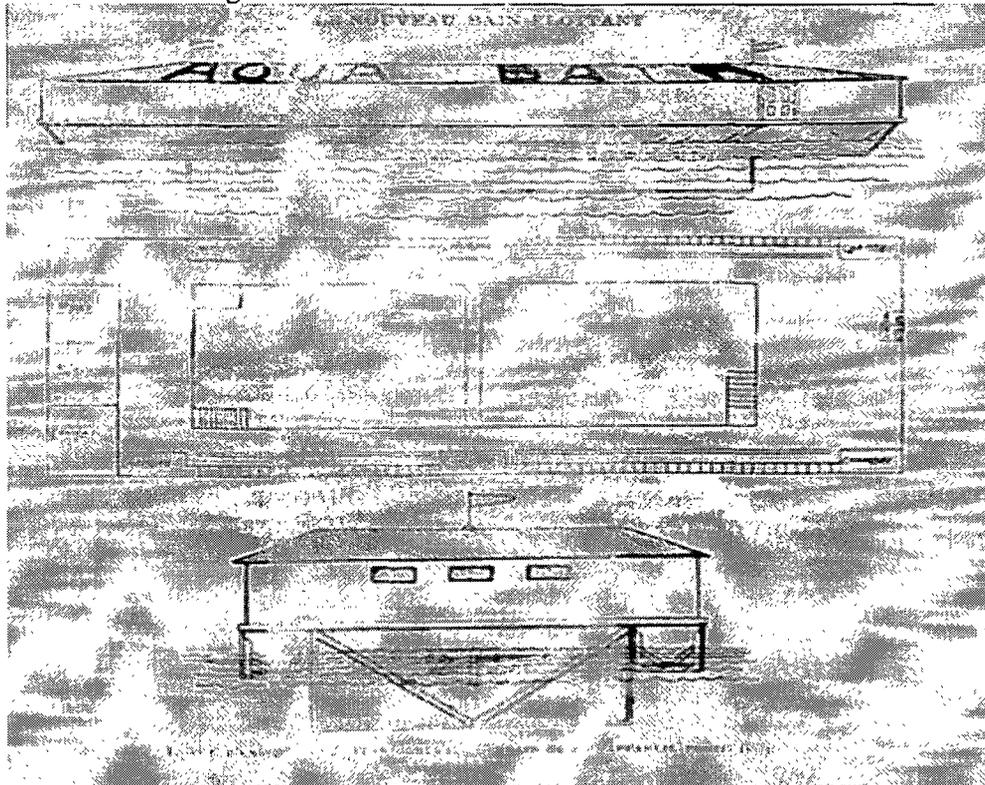
²⁴ DGDA, FCS, VM45,S1,SS1, « Procès-verbaux », volume 119-05-02-08 (1893-1895), 25 juillet 1893, p. 6 et 8.

²⁵ « Les bains publics », *La Minerve*, 26 juillet 1882, dans Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Recueil de textes...*, p. 56.

²⁶ « Ouverture des bains. Les cinq bains municipaux se préparent à ouvrir leurs portes », *La Presse*, 20 mai 1904, dans Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Recueil de textes...*, p. 80.

entraînée vers cet endroit. [...] On érigea sur les rives 52 cabines pouvant accommoder chacune deux personnes »²⁷. Un autre bain est aménagé en 1884 sur l'île Sainte-Hélène²⁸. Dans chacun d'eux, aucun traitement de l'eau n'est effectué. Notons aussi que comme ils sont installés à l'extérieur, ils ne sont ouverts que pendant l'été.

Figure 4 : Modèle d'un bain flottant en 1898



Source : « Le nouveau bain flottant », *Monde illustré*, 30 avril 1898, p. 847.

²⁷ « Les bains publics. Leur construction », *La Patrie*, 3 mars 1883, p. 3, dans Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Recueil de textes...*, p. 66.

²⁸ Alan Metcalfe, *Canada Learns to Play: the Emergence of Organized Sport, 1807-1914*, Toronto, McClelland and Stewart, c1987, p. 58-59, dans Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Recueil de textes...*, p. 69.

La Ville érige cinq bains au cours des années suivantes. En 1890, elle adopte un nouveau modèle de bain avec le bain Hochelaga. Contrairement aux précédents, il est couvert et bénéficie d'un traitement de l'eau. Les bains Gallery, Dagenais-Turner et Saint-Louis sont aménagés entre 1901 et 1903²⁹ selon le même modèle. La Ville aménage également une plage sur l'île Sainte-Hélène, mais elle ne lui porte que très peu d'attention et ne l'entretient pas³⁰.

En 1907, la Commission d'hygiène et de statistiques annonce : « [i]l serait dans l'intérêt de la santé publique qu'il y en eut un [bain] dans chaque quartier »³¹. L'année suivante, les autorités municipales s'engagent dans l'application de la politique d'« un bain par quartier »³². Cette année 1908, le bain Lévesque est construit. Puis, jusqu'en 1916, neuf autres sont inaugurés dans différents quartiers de la ville³³. Ils sont tous chauffés en hiver, et donc ouverts pendant toute l'année. Leur accès est gratuit ou peu coûteux³⁴. Par exemple, nous savons qu'en 1910, l'accès est gratuit³⁵ et qu'en 1923, « [l]e prix d'entrée est de cinq

²⁹ Laplante, *Les Parcs de Montréal...*, p. 80.

³⁰ Il faut attendre la fin des années 1930 pour que la Ville s'occupe de la plage de l'île Sainte-Hélène. En 1937, elle engage l'architecte Frederick Todd pour procéder à son réaménagement.

³¹ DGDA, FCS, VM45, *Rapport sur l'état sanitaire de la cité de Montréal*, 1907, p. 11.

³² Laplante, *Les Parcs de Montréal...*, p. 78.

³³ Ces bains sont les suivants : Lévesque (1908) ; Laviolette (1910) ; Saint-Michel (1910) ; Lapointe-Létourneau (1910) ; Saint-Denis (1910) ; O'Connell (1911) ; Émard (1913), Hushion (1914) ; Morgan (1915) ; Rubenstein (1916). Labonne, « Montréal à l'heure des bains », *Continuité*, no 69 (juillet 1996), p. 9. La Ville s'engage aussi dans le projet du bain Généreux dès 1915, mais celui-ci n'est érigé qu'en 1927 en raison d'un conflit sur l'achat du terrain. Lise St-Georges, *Le Bain Généreux. Reflet d'un quartier*, Montréal, Écomusée du fier monde, 1996, p. 5.

³⁴ Une particularité caractérise cette phase de construction de bains publics : les promoteurs des bains publics sont essentiellement des échevins. L'hypothèse selon laquelle les élus municipaux promeuvent et s'engagent dans la construction de bains publics dans leur quartier d'élection dans l'objectif de gagner ou de conserver une certaine popularité a été avancée par Paul Labonne. C'est ce que suggérait l'exposition sur les bains publics qui a eu lieu à l'été 1996 au Bain Morgan et qu'il a dirigée. André Picard, qui commente cette exposition, écrit : « While many cities had public baths for their poorer citizens (usually operated by the YMCA), Montreal's were paid and administered by municipal government. They were so popular that they became political tools, taking on the names of city councillors ». « Exhibit Awash With History of Public Baths », *The Globe and Mail*, 9 juillet 1996. De fait, plusieurs bains portent les noms des échevins qui les ont revendiqués : Bain Émard, Bain Hogan, Bain Hushion, etc.

³⁵ J. E. Doré, L.C., ingénieur sanitaire du Bureau municipal d'hygiène de Montréal, « Bains publics », *Bulletin sanitaire*, vol. 10, nos 4 et 5 (avril-mai 1910), p. 116.

sous, et les baigneurs doivent apporter leur propre savon, leurs serviettes, leurs costumes de bain bien qu'on puisse tout louer sur les lieux. Les enfants d'école sont admis gratuitement, en dehors des heures de classe, et n'ont pas le droit d'entrer du tout durant ces heures »³⁶.

À cette époque, les conditions sanitaires des quartiers ouvriers inquiètent encore les autorités municipales. Les rapports suivants des échevins Laviolette et Lespérance, datant de 1909, en témoignent :

L'échevin Laviolette se présente devant la Commission et insiste sur la nécessité d'établir un bain public dans le quartier Papineau. Il dit qu'il y a un grand nombre de manufactures dans cette partie de la ville et que la population se compose d'un grand nombre de personnes appartenant à la classe ouvrière, dont les logements ne sont pas pourvus de bains, la plupart des maisons ayant été construites avant l'introduction des améliorations modernes³⁷.

L'Échevin Lespérance insiste pour qu'un bain public soit établi dans le quartier St-Denis. Il déclare que la plupart des logements dans cette partie de la ville ne sont pas pourvu de bains; que la plupart des gens résidents [sic] dans cette localité appartiennent à la classe ouvrière; que le besoin d'un bain public se fait vivement sentir dans cette partie de la ville, et qu'il peut obtenir des options pour des emplacements convenables qu'il soumettra à la Commission³⁸.

Ainsi, entre 1883 et 1916, la Ville érige 17 bains publics et aménage la plage de l'île Sainte-Hélène (en plus d'avoir entrepris l'érection du bain Généreux dès 1915). Au cœur de ses préoccupations se trouve le désir de pallier les défauts de la ville industrielle sur le plan sanitaire et d'assurer une meilleure santé publique, surtout celle des classes modestes.

³⁶ « Les bains publics », *La Revue municipale du Canada*, vol. 1, no 1, juin 1923, p. 31.

³⁷ DGDA, Fonds de la Commission d'hygiène et de statistiques (FCHS), VM21, S2, « Index VM21 », 19 mars 1909, p. 126 et 128.

³⁸ DGDA, FCHS, VM21, S2, « Index VM21 », 19 mars 1909, p. 128 et 130.

2.2 Des espaces conciliant récréation et urbanité

Aux alentours de la Première Guerre mondiale, la gestion des autorités municipales concernant les espaces publics de récréation prend un nouveau tournant. La Ville tente de faire de ces lieux des espaces accessibles aux citoyens, c'est-à-dire des lieux qui font partie du tissu urbain et de la quotidienneté des Montréalais et dans lesquels ces derniers pourront pratiquer diverses activités récréatives et ludiques. De ce nouveau rapport aux espaces aménagés se dégage une relation plus harmonieuse des autorités municipales au milieu et à l'urbain et industriel. Cependant, il importe de souligner que le changement d'attitude est progressif et que la Première Guerre mondiale est un repère chronologique et non pas un événement dont la portée transforme les rapports à la ville industrielle et influence l'adaptation à celle-ci.

2.2.1 Les parcs de quartier, à cheval entre les deux périodes

Dans les premières années du XX^e siècle, la Ville se lance dans la création de parcs de quartier³⁹. Ceux-ci ont des dimensions plus petites que les grands parcs et sont généralement aménagés dans les zones urbanisées de la ville. Les citoyens peuvent y accéder facilement. Les parcs de quartier se composent de gazon, d'arbres et d'autres verdure, mais les éléments naturels ne sont pas aussi dominants que dans les grands parcs. Contrairement à ces derniers, les parcs de quartier ne dégagent pas une impression de « campagne en ville ». Notons aussi qu'ils réservent parfois une ou des aires pour la pratique de sports et de jeux. La récréation active prend donc place dans ces lieux. Ainsi, les parcs de quartiers se trouvent à l'intersection entre les grands parcs et les terrains de jeux, entre la première et la deuxième période. Ils sont à la fois des lieux de

³⁹ Notons que les promoteurs immobiliers entreprennent également de créer des parcs de quartier dans les nouveaux secteurs d'habitation qu'ils développent. Ces parcs les rendent plus agréables et donc plus attirants pour les nouveaux propriétaires. Au sujet du rôle des promoteurs dans le développement de Maisonneuve, voir Paul-André Linteau, *Maisonneuve : ou, Comment des promoteurs fabriquent une ville : 1883-1918*, Montréal, Boréal express, 1981, 280 p.

contemplation grâce à la présence des éléments naturels et des lieux intégrés à l'espace urbain et industriel conçus pour les loisirs actifs. Lors des années de la Première Guerre mondiale, Montréal se compose déjà de plusieurs parc de quartiers.

2.2.2 L'engagement de la Ville dans les terrains de jeux

Nous l'avons vu dans la première partie de ce chapitre, les terrains de jeux incarnent l'idée selon laquelle les loisirs sains et l'environnement urbain peuvent cohabiter, mais aussi que les terrains de jeux, lorsqu'ils sont bien encadrés par des moniteurs, forment de meilleurs citoyens. Jusqu'en 1913, l'œuvre des terrains de jeux relève exclusivement de l'initiative de quelques organisations philanthropiques et principalement de la MPPA. Ce n'est qu'au cours de cette année que la Ville montre les premiers signes d'une implication dans le mouvement des terrains de jeux. En effet, à l'été 1913, à la suite d'une campagne menée par la MPPA sous le thème « Un million pour les terrains de jeu », le Bureau des Commissaires accorde la permission à l'Association de faire une expérience de *supervised playgrounds* dans les parcs La Fontaine et Jeanne-Mance⁴⁰. Cette expérience consiste en l'organisation et en l'encadrement de jeux pour les enfants dans les deux parcs pendant quelques semaines au courant de l'été. Elle réussit bien. L'année suivante, sous la pression de la MPPA, la Ville crée le département de récréations publiques⁴¹, instance municipale chargée de gérer les terrains de jeux de la ville. De plus, elle inaugure quatre nouveaux terrains de jeux : les terrains Saint-Patrick, Gallery, Papineau et Dufferin. Enfin, elle procède à l'installation d'appareils de jeux aux parcs La Fontaine, Jeanne-Mance et de l'île Sainte-Hélène⁴².

⁴⁰ Laplante, *Les Parcs de Montréal...*, p. 86-87.

⁴¹ Hudon explique que ce département est « confié au surintendant des parcs. Auparavant, la Commission des parcs et traverses, la Commission des chemins, diverses commissions indépendantes ainsi que des inspecteurs ont également été responsables de cet aspect de la vie urbaine, planifiant à courte vue et réglant ponctuellement des situations, ou alors reportant indéfiniment la solution de problèmes qui traînaient déjà en longueur ». *Le parc Jarry...*, p. 40.

⁴² Laplante, *Les parcs de Montréal...*, p. 87.

Les quelques années qui suivent, la Ville acquiert plusieurs parcs jusqu' alors opérés par la MPPA⁴³. De 1921 à 1940, plus de 23 terrains de jeux sont créés⁴⁴. Cela étant dit, si la Ville participe au développement de l'œuvre des terrains de jeux, avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, elle demeure en dehors de l'organisation des activités dans les terrains de jeux. C'est la MPPA qui a la charge de l'animation⁴⁵.

Cette attitude favorable aux terrains de jeux est significative. D'un côté, comme nous l'avons vu précédemment, les terrains de jeux ont une apparence urbaine. De l'autre, les activités ludiques et récréatives qui s'y déroulent ne se rapportent pas au monde rural comme c'est le cas dans les grands parcs, mais plutôt à la réalité urbaine ; il s'agit de s'adonner à des jeux et à des sports en groupes dans un espace sécuritaire. En somme, les actions des autorités municipales à propos des terrains de jeux traduisent l'idée d'une conciliation face à l'espace urbain et industriel.

2.2.3 Des lieux de baignade de plus en plus intégrés à la vie de quartier

Depuis leurs débuts, les bains publics sont reconnus par la Ville comme des lieux hygiéniques et sécuritaires. Après la Première Guerre mondiale, les autorités municipales mettent en valeur un autre avantage des bains publics : ils permettent l'activité physique. En 1923, « [o]n reconnaît que, dans toutes les grandes villes, les bains publics sont de première nécessité. Bien qu'ils ne soient pas une source de revenus, mais plutôt l'occasion de dépenses, ils sont néanmoins un placement payant, parce qu'ils augmentent la bonne santé des citoyens et leur donnent l'avantage de prendre de l'exercice sain »⁴⁶.

⁴³ Wilson, *The Montreal Parks and Playgrounds Association Inc...*, p. 53-58.

⁴⁴ Dagenais, « Faire et fuir la ville... », p. 59.

⁴⁵ « [...] publicly organized recreation did not become a fact until after the Second World War. Until that time the MPPA ran the children's programmes in the city parks ». *The Canadian Municipal Journal*, 1913; McFarland, 1970, dans Wolfe et Strachan, « Practical Idealism... », p. 74.

⁴⁶ « Les bains publics », *La Revue municipale*, vol. 1, no 1 (juin 1923). Voir aussi « Public Baths and Swimming Pools », *The Municipal Review of Canada*, vol. 27, no 9, sept. 1931, p. 7.

Entre 1931 et 1933, les autorités municipales se lancent dans la construction de cinq autres bains publics (couverts et chauffés)⁴⁷. Si elles s'assurent que les bains publics demeurent des lieux sanitaires⁴⁸, elles les organisent dorénavant davantage comme des lieux de loisirs. D'une part, des gradins sont installés dans les bains⁴⁹. D'autre part, ayant étudié les dimensions du Bain Mathieu (construit en 1931), Raymond Vézina remarque que l'aire de détente et de récréation est beaucoup plus importante que celle strictement réservée à la propreté :

Il est vrai que le Bain Mathieu possède une large section consacrée aux salles d'habillage, aux toilettes et aux douches. Si l'établissement n'avait été destiné qu'à la propreté, cette section aurait cependant suffi. [...] Or, la piscine du Bain Mathieu est un immense bassin de 24 x 11m placé au centre d'un grand espace de 35 x 22.8m. La fenestration est abondante et répartie sur trois côtés, le plafond est très haut ; c'est donc dire que l'espace réservé à la détente est nettement plus grand et plus impressionnant que l'espace consacré à la propreté⁵⁰.

Aussi, les échevins permettent la tenue de parties de polo et de cours de natation dans les bains de la ville après les heures d'ouverture⁵¹. La Ville consent également au déroulement d'activités sportives et/ou éducatives dans les bains publics. Par exemple, du 22 avril au 3

⁴⁷ Raymond Vézina, *Exposition Bains publics de Montréal 1835-2000*, Ville de Montréal et Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG), 2002, p. 7. Il s'agit des bains Schubert, Mathieu, Généreux, Hogan et Quintal.

⁴⁸ Le désir de faire des bains publics des lieux hygiéniques apparaît notamment avec le souci de la qualité de leur eau. Au début du XX^e siècle, le *Bulletin sanitaire* publie de nombreux articles sur l'importance de la qualité de l'eau des bains. Une eau qui n'est pas contrôlée est un agent de propagation des maladies. Sur ce sujet, entre 1930 et 1940, une enquête provinciale est menée dans plusieurs bains publics afin de mesurer la qualité de leur eau. René Cyr, Ingénieur hygiéniste en chef adjoint du ministère de la Santé. Membre du sous-comité des règlements des piscines de natation de l'Association Canadienne de Santé publique, « Les piscines de natation intérieures dans la province de Québec. Enquête bactériologique 1930-1940 », *Bulletin sanitaire*, vol. 40, no 4 (juillet-août 1940), p. 37-44.

⁴⁹ Par exemple, les gradins du bain Généreux peuvent accueillir jusqu'à 400 personnes, lesquelles viennent assister aux diverses compétitions, Paul Labonne, « Montréal à l'heure des bains », p. 9.

⁵⁰ Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Document de recherche*, p. 23.

⁵¹ *The Gazette*, 22 janvier 1936, p. 5, dans Raymond Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Recueil de Textes*, p. 227.

mai 1930, elle prête les bains pour la campagne de natation organisée par la MPPA pour les jeunes⁵².

Par ailleurs, à cette époque, les autorités municipales aménagent des pataugeuses dans la ville. Les pataugeuses sont des bassins peu profonds, mais aux dimensions plutôt larges, installées dans les parcs ou les terrains de jeux pendant la saison estivale. Elles sont conçues pour les enfants, afin qu'ils s'y rafraîchissent et s'y amusent en été. La première pataugeuse est installée en 1910⁵³, mais les suivantes ne le sont que dans les années 1930. En 1937 seulement, des pataugeuses sont aménagées aux parcs Laurier, La Fontaine, Jeanne-Mance, Jarry, Lalancette, Rouen et Henri-Julien⁵⁴. Au total, pendant les années 1930, une dizaine de pataugeuses sont installées.

Puis, au cours de cette décennie 1930, de nouveaux espaces publics de baignade apparaissent. En effet, dès 1929, le Kiwanis Club, une association philanthropique oeuvrant pour le bien-être des enfants, aménage des piscines portatives (« wading pools »)⁵⁵. Ces piscines sont formées de bordures démontables couvrant une superficie de 18 pieds carrés et l'intérieur est rempli par des jets d'eau jusqu'à une hauteur de 18 pouces⁵⁶. Le Kiwanis Club installe ces bassins dans les rues des quartiers (à 21 endroits différents)⁵⁷ où les besoins de rafraîchissement sont les plus pressants⁵⁸, le temps de quelques heures et

⁵² MUA, MG2079, FMPPA, boîte 12, Montreal Parks and Playgrounds Association, *Campagne de natation. Du 22 avril au 3 mai 1930*, Montréal, 1930, p. 13.

⁵³ William Bowie, *A Half Century of Community Service, 1902-1952, the Montreal Parks and Playgrounds Association incorporated*, The Montreal Parks and Playgrounds Association incorporated Montreal, 1953, p. 15.

⁵⁴ Laplante, *Les Parcs de Montréal...*, p. 94.

⁵⁵ Bowie, *A Half Century of Community Service...*, p. 33.

⁵⁶ « One way of Keeping Cool on Hot Days », *The Star*, 12 juillet 1935, dans MUA, MG2079, MPPA, boîte 14, volume 138, 1935-1936.

⁵⁷ « Une piscine portative pour 5000 enfants. On se baigne dans la rue. – Piscine démontable- 240 pieds cubes d'eau. – 42 heures par semaine. – Immense idée enfin mise à exécution à Montréal, grâce au club Kiwanis ». *Le Petit Journal*, 7 août 1938, dans MUA, MG2079, MPPA, boîte 14, volume 140, 1939.

⁵⁸ À titre d'exemple, en 1935, les piscines portatives sont installées aux endroits suivants : avenue Van Horne, près de Rachel; à la jonction des rues De Gaspé et Saint-Viateur; sur la rue Drolet, près du boulevard Saint-Joseph; sur la rue Henri Julien, près de la rue Rachel; sur la rue Fallum; dans le parc George Étienne Cartier;

généralement deux fois par semaine pendant la saison estivale. Dans les piscines portatives, le plaisir est au rendez-vous : « The turning on of the water marks that beginning of two hours of fun »⁵⁹. Néanmoins, l'installation de douches de rues à proximité des piscines portatives montre que le Kiwanis Club cherche également à faire de ces lieux des espaces où les jeunes puissent se laver. Par leur approbation de fermer certaines rues à la circulation pendant plus de deux heures afin d'en faire des « terrains de jeux » pour enfants⁶⁰, les autorités municipales contribuent à la tenue des piscines portatives dans les rues de la ville⁶¹.

Donc, entre la Première Guerre mondiale et 1940, les autorités municipales conçoivent davantage les espaces de baignade comme des lieux où les citoyens peuvent s'amuser. Les piscines portatives situées à même les rues de la ville montrent bien l'attitude conciliante des autorités municipales à l'égard du milieu urbain.

sur la rue Bernard, en bas de la rue Notre-Dame; sur Hochelaga et Logan; sur Bercy et Rouen; sur Lincoln et Fort; sur Third et Holt; sur la 12^e avenue et Bellechasse. « One way of Keeping Cool on Hot Days », *The Star*, 12 juillet 1935, dans MUA, MG2079, FMPPA, boîte 14, volume 138, 1935-1936.

⁵⁹ « 10,000 Boys and Girls Enjoy Bathing in Street Wading Pools », *The Star*, 25 juillet 1936, dans MUA, MG2079, FMPPA, boîte 14, volume 138, 1935-1936.

⁶⁰ « Une piscine portative pour 5000 enfants. On se baigne dans la rue. – Piscine démontable- 240 pieds cubes d'eau. – 42 heures par semaine. – Immense idée enfin mise à exécution à Montréal, grâce au club Kiwanis », *Le Petit Journal*, 7 août 1938, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, volume 140, 1939.

⁶¹ Les autorités municipales sont favorables aux piscines portatives, comme l'illustre la situation suivante : En 1937, un litige survient dans le quartier Saint-Michel à propos de la piscine portative que le Kiwanis Club installe dans une rue de ce quartier deux fois par semaine. À chaque fois, plus de 200 enfants s'y rendent et quelques voisins se plaignent de leurs cris. Croyant bien agir, l'échevin Dave ordonne que la piscine soit déplacée à son ancien site. En réaction à cette décision, des citoyens pétitionnent pour que la piscine demeure au même endroit. Voyant le litige prendre de l'ampleur l'échevin Rochon mène une enquête à savoir à combien se comptent ceux « pour » et ceux « contre » l'actuel emplacement. Le clan des « pour » étant plus nombreux, Rochon ordonne que l'horaire original des piscines portatives soit maintenu « just as if nothing happened ». « Civil War Flares Briefly In St. Micheal's Ward Over Wading Pool Shift », *The Standard*, 24 juillet 1937, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, volume 139, 1937.

Figure 5 : Des espaces de baignade dans les rues de la ville



Source : « One way of Keeping Cool on Hot Days », *The Montreal Daily Star*, 12 juillet 1935, dans MUA, MG2079, MPPA, boîte 14, volume 138, 1935-1936.

2.2.4 Les jardins communautaires

Les jardins communautaires apparaissent à Montréal en 1917 et pendant les années 1930. Selon ses concepteurs, ils sont une stratégie de survie en temps de crise. Néanmoins, ces derniers leur attribuent aussi une fonction récréative. L'administration municipale prend part à l'œuvre des jardins communautaires. Il est intéressant de rendre compte de la gestion de ces lieux puisqu'au même titre que les autres espaces publics de récréation, les jardins communautaires sont un nouveau type d'espace qui se développe dans la ville au courant de la période d'industrialisation. Si la principale raison d'être des jardins communautaires est d'ordre économique, ceux-ci ont aussi un caractère récréatif. Pour ces deux raisons, il nous est apparu pertinent d'en inclure l'étude pour saisir les rapports à la ville industrielle.

Dans le contexte de la Première Guerre mondiale, l'Angleterre et le ministère fédéral de l'Agriculture exercent des pressions afin que les autorités locales mettent sur pied des projets pour résoudre le problème de la pénurie alimentaire⁶². En 1917, le Montreal Cultivation Committee est donc créé. Ce comité a pour objectif la production de nourriture à Montréal et dans ses environs et se compose de membres issus de la population qui désirent oeuvrer dans l'intérêt public. Sa constitution énonce :

This Association shall be known as « The Montreal Cultivation Committee ». It will operate under the auspices of the National Service Commission. Its objects shall be the promotion of feed production in Montreal and surrounding District. Its membership shall consist of all persons, residents in said District, who desire, in the public interest, to further its objects, and who signify their desire by attending to meetings or by letter request membership⁶³.

En cette année 1917, la Ville cède plusieurs lots vacants au comité⁶⁴. Celui-ci les aménage en lopins de terre cultivables qu'il distribue par la suite aux citoyens qui en font la demande. Au total, entre 1 500 et 2 000 lots sont cultivés⁶⁵. Concrètement l'action du Montreal Cultivation Committee consiste à acheter des semences, à engager du personnel pour labourer, couper, herser, semer, sarcler et surveiller les lots⁶⁶. Cependant, l'année suivante,

⁶² Nous avons retenu deux passages dans *The Canadian Municipal Journal* faisant état de ces pressions. Le premier est : « In England the board of legislation recently sent out a mandate to the local authorities asking for their aid in schemes for increasing food production ». « Vacant Lot Cultivation », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 13, no 3 (mars 1917), p. 93. Le second est : « The Minister of Agriculture has sent a circular to many of the Mayors urging them to advocate the utilization of vacant lots within the boundaries of their respective communities as a means of solving the high cost of foodstuffs. [...] I think that municipalities would do well to consider engaging upon some permanent plot scheme ». « Cultivation of Vacant Lots », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 13, no 3, (mars 1917), p. 83.

⁶³ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 7, dossier 246 : « Montreal Cultivation Committee », 1917-1919, *Constitution*, 1917.

⁶⁴ À cette époque, il y avait plus de 5000 lots vacants dans la ville de Montréal. « Garden Lots », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 13, no 8 (août 1917), p. 347.

⁶⁵ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 7, dossier 246 « Montreal Cultivation Committee », 1917-1919, *Rapport du Cultivation Committee pour 1917*.

⁶⁶ DGDA, Fonds de la Commission du parc Maisonneuve (FCPM), P63, « Factures. Commission des parcs, Culture du Parc de Maisonneuve », *Minute. Comptes. Temps divisé*. J.N. Lamy, Surintendant.

avec la fin imminente de la guerre, l'œuvre des jardins communautaires n'est pas poursuivie⁶⁷.

Les avantages des jardins communautaires sont multiples. Premièrement, cultiver un potager produit des légumes pour les familles des couches populaires qui n'auraient autrement pas les moyens de se procurer suffisamment de nourriture. Deuxièmement, grâce à cette nourriture, elles acquièrent une certaine autonomie et évitent de dépendre de la charité, situation honteuse. Troisièmement, les potagers rééquilibrent les prix des aliments locaux puisqu'ils contribuent à réduire la demande. Quatrièmement, l'œuvre des potagers participe à l'effort de guerre car leur production permet d'envoyer davantage de nourriture aux soldats outremer. Enfin, le jardinage est aussi un bon loisir, c'est-à-dire qu'il colle à la définition élaborée par les élites réformatrices dans le chapitre précédent. Les deux passages suivants tirés du *The Canadian Municipal Journal* résument les arguments à l'origine des jardins communautaires : « The practical results we found were increased production, the assisting of the unemployed and the benefit that comes to any man from working in his spare time and helping to make himself independent instead of lying around in an indolent manner and in the winter time be forced to seek assistance »⁶⁸; « Surely such a boom in garden cultivation should be encouraged to the fullest extent by our municipal councils not only as a means of lowering local prices in food stuffs, but of providing healthy recreation for the inhabitants »⁶⁹.

⁶⁷ Baeyer explique pourquoi et comment le mouvement des jardins communautaires s'éteint avec la fin de la guerre : « When the war ended, the movement's energy began to dwindle. By 1920, most vacant lot organizations had ceased, or their membership were severely diminished. [...] people were more affluent and did not need to supplement their incomes with foodstuffs. Potatoes, the chief crop on these lots for a number begrudged the membership fee, while many others were lured away from gardening by the increased entertainment opportunities : cars, movies, and other social amusements (note). While it lasted, the vacant lots movement surpassed in enthusiasm most other civic beautification schemes, with the sole exception of park-building ». *Rhetoric and Roses...*, p. 96.

⁶⁸ « Cultivation of Vacants Lots », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 13, no 3 (mars 1917), p. 83.

⁶⁹ « Garden Lots », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 13, no 8 (août 1917), p. 347.

En 1920, la Ville donne son accord à une demande d'exploitation de jardins publics dans le parc Maisonneuve :

il est résolu d'autoriser Monsieur Guy, Surveillant des Propriétés de la Cité et Émile Bernardet, Surintendant des Parcs, a [sic] accorder des permis pour la culture de terrains dans le Parc Maisonneuve, pourvu qu'un rapport soit fait à la Commission dans chaque cas, et pourvu aussi que chaque personne qui obtiendra de cultiver un terrain dans ledit parc place sur ce morceau de terrain un [sic] affiche ou insigne avec son nom et son adresse⁷⁰.

Il faut attendre la crise économique des années 1930 pour voir l'oeuvre des jardins communautaires repartir sur de nouvelles bases. En 1931, le Special Committee of the Montreal Council of Social Agencies et la MPPA créent la *Community Garden League*. Plus tard, la *Ligue des Jardins Populaires de l'Île de Montréal* se joint à cette dernière. Ces organisations sont actives tout au long des années 1930. Elles acquièrent des lots vacants, les divisent en lopins qu'elles distribuent à des familles de chômeurs, puis leur fournissent des outils, des semences et des engrais⁷¹. Le ministère provincial de l'Agriculture donne aussi des semences et des fertilisants⁷².

Dès 1931, entre 525 et 550 lots sont cultivés⁷³. Le nombre de lots potagers croit rapidement dans les premières années du mouvement. Par exemple, en 1937, il y a plus de 2 320⁷⁴ lots

⁷⁰ DGDA, FCPM, P63, *Livre des délibérations*, Commission du parc Maisonneuve, 14 mai 1920. Nous n'avons cependant trouvé aucune trace de la concrétisation de ce projet.

⁷¹ Anne Frances MacLennan, *Red Feather in Montreal: a History*, Montréal, Red Feather Foundation, 1996 p. 16.

⁷² « C'est ainsi que Québec (ministère de l'agriculture) a fourni 471,750 livres d'engrais chimiques; 4,200 livres de nitrate; 2,000,000 de livres de fumier, soit 1,000 tonnes; 35,366 livres d'insecticides et fongicides; 696, 780 livres de pommes de terre; 42,506 livres de graines de potagères, etc. ». La Direction, « Nos jardins ouvriers », *La revue municipale*, vol. 9, no 11 (novembre 1933), p. 4. Le gouvernement provincial participe au succès des jardins communautaires d'une autre manière. En effet, il s'occupe également de bien renseigner les jardiniers sur l'art du potager en leur procurant des dépliants expliquant quelques leçons de jardinage et en engageant des agronomes qui montrent aux jardiniers des techniques de cannage pour la conservation des surplus de légumes. « Gardens Inspected by Councillors », *The Canadian Municipal Review*, vol. 29, no 9, (septembre 1933), p. 21.

⁷³ La première référence que nous possédons parle de 525 lots, tandis que la seconde rapporte 550 lots. Ces références sont respectivement : MUA, FMPPA, MG2079, boîte 6, chemise 236 : « Community Garden

et 2 028 en 1940⁷⁵. Notons aussi que les districts municipaux dans lesquels se trouvent les jardins communautaires sont de plus en plus nombreux. En 1937, seize districts possèdent des jardins communautaires⁷⁶, ce qui montre que ceux-ci prennent place un peu partout dans la ville.

Tout au long de cette période, les jardins communautaires bénéficient de l'aide du gouvernement municipal. La Ville offre à la Community Garden League de nombreux lots vacants qui lui appartiennent afin que la ligue y aménage des lots. D'ailleurs, dès le début des années 1930, la Commission (municipale) des Secours Directs adopte la résolution selon laquelle la Ville doit mettre à la disposition des familles de chômeurs ses terrains vacants⁷⁷. Cette résolution est mise en application⁷⁸, de sorte qu'en 1935, environ un quart des lots occupés par des jardins communautaires appartient à la Ville⁷⁹.

League, 1933-1937 », *Community Garden League of Greater Montreal. Annual Report for the Year of 1933* et Bowie, *A Half Century of Community Service...*, p. 29.

⁷⁴ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 6, chemise 236, « Community Garden League, 1933-1937 », *Community Garden League of Greater Montreal*, 1937.

⁷⁵ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 12, chemise 292, « Park Committee, 1939-1942 », Executive Secretary, *Montreal Parks and playgrounds Association Incorporated. Report of Executive Secretary for the Year 1941*, p. 6.

⁷⁶ Bowie, *A Half Century...* 34.

⁷⁷ « Soumis un rapport du Président de la Commission des Secours Directs, recommandant au Comité que tous les lots vacants que possède la Cité et dont elle peut disposer soient mis, pour fin de culture maraichère [sic] à la disposition des familles de chômeurs dûment enregistrées comme tel avec la Cité et résidant à proximité des dits lots ». RESOLU : D'approuver le principe de mettre à la disposition, pour fin de culture, les lots dont la Cité ne se sert pas présentement ». MUA, MG2079, MPPA, boîte 6, dossier 336 : « Crise économique 1929-1939 », *Cité de Montréal. Rapport de la Commission consultative du chômage*, Administration Municipale du chômage, Montréal, octobre 1930-juin 1933.

⁷⁸ Le rapport annuel pour 1933 de la Community Garden League of Greater Montreal confirme le prêt par la Ville de vastes lots vacants : « As last year, large blocks of vacant land adjacent to the City were loaned to us ». MUA, FMPPA, MG2079, boîte 6, chemise 236 : « Community Garden League, 1933-1937 », *Community garden league of Greater Montreal. Annual Report for the Year of 1933*.

⁷⁹ « Unemployed Show Garden Efficiency », *The Gazette*, 16 août 1935, p. 15, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, volume 138 : « 1935-1936 ».

Dans l'objectif de stimuler le mouvement des jardins et d'encourager les chômeurs à bien s'occuper de leurs potagers, les autorités municipales visitent les lieux et organisent des concours⁸⁰ :

Unemployed who had maintained garden plots in three wards of Montreal received members of the City Council on a tour of inspection. The garden movement has been a success in this instance, so much so that the gardens are highly prized by the men who have worked them and provided vegetables for their families. So jealous were they of their produce that they mounted guard at night to ward off prowlers. The visiting aldermen expressed keen approval in the success of this adventure⁸¹.

Les autorités municipales font preuve d'un véritable enthousiasme auprès des jardiniers : « Community gardens for the unemployed [...] have proved a decided success, judging from a tour of inspection made yesterday afternoon to four such enterprises by Mayor Camilien Houde, Alderman J. M. Savignac, chairman of the Executive Committee of the City of Montreal, and several members of the City Council »⁸². Ce qui est significatif dans l'attitude des autorités municipales à l'égard des jardins communautaires, c'est qu'elles adhèrent à l'idée que des espaces urbains peuvent contribuer à amortir des crises. Ainsi, les autorités municipales attribuent au milieu urbain la capacité de contribuer au mieux-être des citoyens.

⁸⁰ Certes, il est possible que ces actions de la part des élus municipaux fassent partie d'une stratégie pour leur permettre de hausser leur popularité. Il n'en demeure pas moins que ces actions témoignent de l'intérêt que portent les élus municipaux à l'œuvre.

⁸¹ « Gardens Inspected by Councillors », *The Canadian Municipal Review*, vol. 29, no 9 (septembre 1933), p. 21.

⁸² « Unemployed Show Garden Efficiency », *The Gazette*, 16 août 1935, p. 15, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, vol. 138 : « 1935-1936 ». Voir aussi « Mayor and Aldermen Impressed with Garden of Unemployed », *The Montreal Daily Star*, 12 août 1937, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, vol. 139 : « 1937 ».

Figure 6 : Le soutien des autorités municipales aux jardins communautaires



Source : « Mayor and Chairmen Impressed with Gardens of Unemployed », *The Montreal Daily Star*, 12 août 1937, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, vol. 139 : « 1937 ».

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons voulu dégager les rapports des autorités municipales à la ville industrielle entre 1880 et 1940. Plus précisément, nous cherchions à mettre en relief le processus d'adaptation de l'administration montréalaise au milieu urbain et industriel par l'intermédiaire de sa gestion des espaces aménagés. Nous avons remarqué que les autorités municipales changent d'attitude à l'égard des espaces aménagés aux alentours de la Première Guerre mondiale. Le processus d'adaptation connaît donc deux phases.

Dans un premier temps, les autorités municipales conçoivent les espaces aménagés comme des lieux servant à prémunir les citoyens des désagréments de la ville industrielle. En effet, elles aménagent et gèrent les grands parcs de manière à ce qu'ils évoquent la campagne et y organisent des activités qui permettent aux citoyens de « sortir » de leur quotidien et de l'environnement urbain. Puis, elles construisent des bains publics ayant pour principales fonctions d'assurer une meilleure hygiène aux Montréalais et des lieux sécuritaires pour éviter les noyades qui ont lieu dans les cours d'eau ceinturant la ville. Les autorités municipales témoignent donc d'un inconfort face à la ville industrielle, bien qu'elles tentent d'amoindrir cet inconfort en aménageant des espaces publics de récréation qui se démarquent du tissu urbain. Dans un deuxième temps, la Ville fait preuve d'une attitude plus conciliante face à la ville industrielle en organisant davantage les espaces aménagés de manière à les intégrer à celle-ci. D'une part, les nouveaux espaces publics de récréation, surtout les terrains de jeux et les piscines portatives, se fondent dans le tissu urbain. D'autre part, la Ville veille de plus en plus à la tenue d'activités qui mettent en scène le milieu de vie urbain.

CHAPITRE 3 :

LES PRATIQUES POPULAIRES DE LOISIRS

Introduction

L'avènement de la ville industrielle favorise le développement des loisirs au sein de la population. Le travail industriel imposant des horaires de travail fixes, il procure aux travailleurs, et à leur famille, des temps libres plus réguliers. Bénéficiant de ces moments de liberté, ceux-ci peuvent alors s'occuper à des loisirs. D'autres facteurs, tels la présence d'une masse importante de population et le contact de la population urbaine avec les élites anglo-saxonnes expliquent aussi que les couches populaires commencent à pratiquer des loisirs à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Avant le tournant des années 1880, les loisirs sont encore peu répandus auprès de la population et ce n'est qu'à partir de ce moment qu'ils se généralisent. Puis, au fil des décennies, les loisirs se diversifient et les Montréalais s'y adonnent en plus grand nombre et plus fréquemment. Vers 1940, les loisirs populaires sont multiples et bien intégrés dans le mode de vie des classes ouvrières et dans l'espace urbain.

Quels sont les loisirs populaires ? D'un côté, il y a les loisirs commerciaux tels les cirques et les spectacles ambulants, les vaudevilles, les curiosités vivantes, les parcs d'amusements, le cinéma, les salles de danse, etc. De l'autre, les loisirs publics qui regroupent les activités récréatives que l'on pratique dans les espaces publics aménagés et les espaces vacants de la ville. Parfois, ces activités relèvent de l'initiative des citoyens et ont un caractère spontané. D'autres fois, elles résultent de l'intervention des autorités municipales ou sont organisées par une association philanthropique ou une société quelconque. Entre 1880 et 1940, les loisirs publics populaires prennent diverses formes ; ils sont en cours de définition. Plus précisément, ils découlent de pratiques de détente, d'hygiène, d'économie (le jardinage) et de sports.

L'objectif de ce chapitre est de dégager les rapports et le processus d'adaptation des couches populaires à la ville industrielle à travers leurs pratiques de loisirs publics. Dans quelle mesure ces pratiques peuvent-elles nous renseigner sur les rapports à la ville industrielle ? D'une part, les loisirs sont des moments d'une grande liberté d'expression¹ et sont, par conséquent, une vitrine privilégiée pour étudier les acteurs qui s'y adonnent². D'autre part, nous observerons comment, dans leurs pratiques de loisirs, les couches populaires montréalaises composent avec quelques dimensions de la ville industrielle, notamment la densification du territoire, le recul de la nature, l'apparition des quartiers populaires et l'élaboration de nouvelles sociabilités³. Rendre compte des manières suivant lesquelles les couches populaires réagissent à ces aspects relatifs à la ville industrielle nous permettra de dégager certains indices de leurs rapports à cette dernière.

Dans ce chapitre, nous poserons d'abord un regard général sur les loisirs et les espaces de loisirs chez les enfants, puis chez les adultes. Nous porterons une attention particulière aux différences entre les genres (féminin et masculin) puisque les types d'activités pratiquées peuvent varier selon les genres et donc indiquer des distinctions dans les rapports des Montréalais et des Montréalaises face à la ville industrielle. Il est important de relever les lieux de pratique de loisirs puisqu'ils sont des indicateurs significatifs des rapports à l'environnement de la ville industrielle. Ensuite, nous aborderons plus en profondeur les pratiques de trois types d'activités récréatives : la baignade, les pique-niques et les fêtes, puis le jardinage.

¹ Donald Guay, *La conquête du sport : le sport et la société québécoise au XIX^e siècle*, Outremont, Québec, Lanctôt, 1997, p. 12.

² Sylvie Dufresne explique que « Le loisir public franchit facilement les cadres stricts de la récréation ou du divertissement pour entrer dans l'univers complexe des interrelations sociales, des valeurs idéologiques, des contraintes économiques et des aspirations nationales ». « Attractions, curiosités, carnaval d'hiver, expositions agricoles et industrielles : le loisir public à Montréal au XIX^e siècle », dans Jean-Claude Brault (dir.), *Montréal au XIX^e siècle. Des gens, des idées, des arts, une ville*, Montréal, Léméac, 1990, p. 266.

³ Donald Guay explique : « Le mode de vie urbain exige une sociabilité plus ouverte et plus complexe que le mode de vie rural où la sociabilité repose sur des liens de parenté et de voisinage ». *La conquête du sport...*, p. 125.

3.1 Regard général sur les loisirs et les espaces de loisirs

3.1.1 Chez les enfants

Bien souvent, les enfants des milieux populaires élisent les rues de leurs quartiers pour s'amuser. En 1902, la Montreal Parks and Playgrounds Association (MPPA) est consciente de cette situation. Sortir les enfants des rues est l'un de ses trois objectifs initiaux⁴. Cependant, cette pratique n'est pas surprenante puisque qu'à proximité des quartiers populaires, il n'existe pratiquement aucun espace public aménagé où les enfants peuvent jouer.

Au cours des années suivantes, malgré l'aménagement de terrains de jeux par la MPPA, les enfants continuent à jouer dans les rues. En 1912, une enquête menée par la MPPA sur 700 enfants âgés entre 11 et 14 ans révèle que l'Association n'a pas encore atteint son objectif :

From the seven hundred selected papers that were written by children from every school district on what they do in their leisure hours, only ten children reported that they had backyards in which they played. Street play is prevalent. In any part of the city, from the less congested to the most thickly populated wards, children are playing after schools up until nine o'clock at night in the streets and in the alleys⁵.

⁴ Jeanne M. Wolfe et Grace Strachan, en s'appuyant sur des documents de la MPPA, énumèrent les fonctions que l'Association attribue aux terrains de jeux lors de sa formation au début du XX^e siècle : « The playgrounds would (1) keep children, along with useful lessons such as woodwork and metal work children from slum areas off the streets where they might be injured or subjected to all sorts of temptations, (2) get them out into the sunshine to improve their health, and (3) train them to be better citizens ». « Practical Idealism : Women in Urban Reform, Julia Drummond and the Montreal Parks and Playgrounds Association », dans Caroline Andrew et Beth Moore Milroy (dir.), *Life Spaces : Gender, Household, Employment*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1988, p. 67.

⁵ Ville de Montréal. Division de la gestion des documents et des archives (désormais DGDA), « Rapports et dossiers de résolution du Conseil municipal et du Comité exécutif », 2^e série, no 3739, Montreal Parks and Playgrounds Association, *Report on Parks and Open Spaces for Play*, octobre 1912, p. 5; dans Michèle Dagenais, *Faire et fuir la ville. Espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Les Presses de l'Université Laval, 2006, p. 151-152.

Au milieu des années 1920, la tendance est semblable : « There are 153,000 children between the ages of three and sixteen in this city, and the average daily attendance recorded in all the playgrounds is not much more than 15,000. A by-law has been passed recently forbidding the children to play on the streets »⁶.

Figure 7 : Garçons jouant au baseball (vers 1925)



Source : MUA, FMPPA, MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings, July 25, 1925 - January 2, 1926 ».

Néanmoins, il ne semble pas que les enfants se désintéressent complètement des terrains de jeux. Selon la MPPA, l'insuffisance de terrains de jeux à proximité des logements ouvriers explique cette situation. Certains témoignages et statistiques vont effectivement dans ce sens. Par exemple, un groupe de garçons interrogés explique que les rues sont les seuls endroits où ils peuvent jouer : « [...] a group of boys asked where they played, answered,

⁶ McGill University Archives (MUA), Fonds de la Montreal Parks and Playgrounds Association (FMPPA), MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings. July 25, 1925 - January 2, 1926 », City Director of Recreation.

‘On the street, of course, there is no place else’ »⁷. De plus, il est vrai que le nombre d’enfants qui se rendent dans les terrains de jeux augmente au fil des années et de la création de nouveaux terrains de jeux. En 1925, 15 000⁸ enfants les fréquentent. Ils sont plus de 83 360⁹ et 113 316¹⁰ respectivement, en 1935 et 1936.

Cela étant dit, aucune source n’affirme que les terrains de jeux sont trop achalandés par les enfants et que leurs capacités d’accueil sont atteintes ou dépassées. De fait, la grande popularité des espaces aménagés n’est mentionnée que lors d’activités de pique-niques et de fêtes (nous y reviendrons), mais non dans le quotidien. Enfin, les quelques témoignages laissés par les jeunes Montréalais ne permettent pas de dire d’une manière tranchée que ceux-ci préfèrent les terrains de jeux aux rues pour s’adonner à leurs loisirs. Dire qu’ils préfèrent les premiers aux seconds ne reviendrait-il pas à transposer le discours des élites réformatrices aux enfants et non traduire véritablement l’avis des enfants ?

Quels types de jeux les jeunes pratiquent-ils dans les rues ? À en croire les réformistes de l’époque, les jeunes, surtout les garçons, s’occupent à faire des mauvais coups et s’adonnent au crime¹¹. De tels actes sont certes possibles, mais il faut reconnaître que ces discours réformistes sont orientés par l’idéal d’une ville où les enfants s’amuse dans des espaces de récréation aménagés et surveillés. Nous émettons plutôt l’hypothèse que leurs jeux sont variés et, qu’en général, ils nécessitent un minimum de matériel. Nous en avons observé quelques-uns. D’abord, la figure 7 montre des garçons en train de jouer au baseball dans une ruelle. Aussi, dans son enquête menée sur les terrains de jeux, Helen McArran

⁷ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 5, dossier 178, Helen McArray, *Survey of Playgrounds of City of Montreal*, 1921, p. 8.

⁸ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings. July 25, 1925 - January 2, 1926 », City Director of Recreation.

⁹ « Playgrounds Used by Larger Number. Encouragement of Group Play Proves Popular at Parks Throughout City », *The Gazette*, 22 juillet 1936, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, volume 138 : « 1935-1936 ».

¹⁰ « Playgrounds Used by Larger Number. Encouragement of Group Play Proves Popular at Parks Throughout City », *The Gazette*, 22 juillet 1936, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, volume 138 : « 1935-1936 ».

¹¹ Voir le chapitre I.

rapporte que des enfants glissent dans une rue :

Across the street five children were using their imaginations by tobogganing minus the toboggan down a very high ash-pile behind Montreal's beautiful library. They made a picture not easily forgotten. The alleys and back yards of this congested district were full of small children, all of which goes to show that we need many small open spaces near the homes for the small child to play in¹².

Enfin, un journal explique que le hockey est une activité que les garçons pratiquent dans la rue : « 'Playing hockey on the street and annoying passing citizens' was a charge against nine boys read out in the Juvenile Court yesterday by the clerk of the court, T. Massie »¹³.

En somme, nos sources ne nous permettent pas d'affirmer si les enfants préfèrent les rues ou les terrains de jeux. Cependant, nous savons que malgré la présence des terrains de jeux, les jeunes Montréalais continuent à s'amuser dans les rues des quartiers ouvriers¹⁴ et que les loisirs sportifs font partie de leurs activités. Néanmoins, le nombre de terrains de jeux augmentant au cours des premières décennies du XX^e siècle, de plus en plus d'enfants s'y rendent. Par ailleurs, si les témoignages recueillis laissent entrevoir que ce sont principalement les garçons qui s'amuse dans les rues, aucune source ne fournit de statistiques sur le sujet. Nous pouvons donc nous poser la question : les jeunes filles s'amuse-elles autant que les garçons dans les ruelles ?

¹² MUA, FMPPA, MG2079, boîte 5, dossier 178, Helen McArray, « Survey of Playgrounds of City of Montreal, 1921 », p. 7.

¹³ « Boys Arrested for Hockey on Street. Inconvenience to Pedestrians Aggravated by Impertinence of Juveniles », *Journal inconnu*, 19 janvier 1926. MUA, FMPPA, MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings. July 25, 1925 - January 2, 1926 ».

¹⁴ Le phénomène n'est pas unique à Montréal. Dans son livre sur l'évolution des loisirs en Grande-Bretagne et aux États-Unis, Gary Cross affirme que la vie autonome, informelle et parfois dure de la rue a survécu aux réformateurs. *A Social History of Leisure Since 1600*, State College, PA, Venture Publishing, c1990, p. 120.

3.1.2 Chez les adultes

Vers 1880, les Montréalais commencent à faire usage des espaces aménagés et des lots vacants pour y pratiquer des loisirs qui ont généralement un caractère actif. Les principaux loisirs sont le patinage, le hockey, la glissade et d'autres jeux pratiqués en groupe.

Le patinage et le hockey

Donald Guay note que dès la fin des années 1870, des patinoires en plein air apparaissent sur des lots vacants, un peu partout à Montréal¹⁵. Bien qu'elles soient géographiquement accessibles à l'ensemble de la population, Guay suppose qu'en raison de l'imposition d'un prix d'entrée pour ces patinoires¹⁶, les couches populaires ne peuvent se permettre de les fréquenter régulièrement¹⁷.

Si nous connaissons l'existence de ces patinoires extérieures dès les trois dernières décennies du XIX^e siècle, nous n'avons pas de traces de leur fréquentation par les couches populaires avant le début du XX^e siècle. En effet, à l'hiver 1902, la MPPA installe une première patinoire à la ferme Fletcher¹⁸, laquelle est très fréquentée par les Montréalais¹⁹. La même année, un citoyen propose à la Commission des Parcs et Traverses que les squares soient transformés en patinoires l'hiver, en argumentant le plaisir que cela apporterait aux

¹⁵ Guay, *La culture du loisir...*, p. 60.

¹⁶ Nos sources confirment cette affirmation. À l'hiver 1877-1878, la Commission de l'Aqueduc permet aux citoyens d'utiliser la surface des eaux glacées du réservoir comme patinoire. Cependant, il faut payer cinq cents pour chaque entrée ou un dollar pour la saison. Cette permission fait suite à une requête de citoyens. *La Patrie*, 25 octobre 1942, dans DGDA, Fonds de la Commission des parcs et traverses (FCPT), VM44, boîte 121-03-08-03, dossier VM44,S4,SS4, D2

¹⁷ Guay, *La culture du loisir...*, p. 60-61.

¹⁸ William Bowie, *A Half Century of Community Service, 1902-1952, the Montreal Parks and Playgrounds Association incorporated*, Montréal, The Montreal Parks and Playgrounds Association incorporated Montreal, 1953, p. 9.

¹⁹ Laird E. Wilson, *The Montreal Parks and Playgrounds Association Inc. : historical study of the above Association from the year of its founding in 1896 to 1949*, M. Sw., Research Report (School of Social Work), McGill University, c1953, p. 32.

garçons et aux filles, ainsi qu'à l'ensemble des Montréalais : « [it] would not only be an endless source of pleasure to the boys and girls, but also to Montrealers in general »²⁰. Il semble que la MPPA ne réinstalle pas de patinoires en 1903. Cependant, dès 1914, elle en aménage sur une base régulière²¹. Notons aussi qu'à cette époque, des gens habitant dans les quartiers ouvriers émettent des requêtes pour que la Ville installe des patinoires qu'ils pourront utiliser²².

Le nombre de patinoires croît avec les années. Alors que nous ne comptons que quelques patinoires au début du siècle, il y en a beaucoup plus en 1926. En effet, plus de 112 patinoires sont situées sur des lots vacants et doivent leur existence à l'initiative des citoyens, bien qu'elles bénéficient de l'entretien de la Ville : « [...] But fifteen rinks are on city playgrounds, the rest being situated on suitable vacant lots given gratis for the purpose by the owners, the city supplying the firemen to flood the rinks and the staff of the roads department to clear them of snow after storming [...] »²³. En 1933, il y a 177 patinoires sur le territoire de la ville. Sur ce total, 125 sont réservées au hockey²⁴. Ce sport est alors grandement apprécié par les couches populaires.

La glissade

La glissade est une autre activité que les Montréalais pratiquent en grand nombre. Elle est populaire dès la fin du XIX^e siècle. À cette époque, c'est essentiellement à la ferme

²⁰ DGDA, FCPT, VM44, boîte 121-03-06-02, chemise VM44, S3, D12, No 979, Dic. C.C.H. (le demandeur), 27 août 1902.

²¹ Bowie, *A Half Century...*, p. 17.

²² Par exemple, en 1909, les fils de contribuables dans le quartier Est demandent l'obtention d'une patinoire au Champ de Mars. DGDA, FCPT, VM44, boîte 121-03-05-04, chemise VM44,S3,D34, dossier no 2467, 14 novembre 1909.

²³ « Open-air Skating Rinks Number 127. Fifteen Are on City Playgrounds and Remainder on Loaned Sites. Municipal Services. Firemen Do Flooding and Road Department Clearing of Rinks – Hockey Is Popular », *The Gazette*, 6 février 1926, MUA, FMPPA, MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings. July 25 – January 2nd, 1926 ».

²⁴ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 3, dossier 313, *Annual Report of Executive-Secretary (including a ten-year review work 1924-1933)*, 1933.

Fletcher, située sur le flanc est du mont Royal, que les Montréalais se rendent pour s'adonner à ce loisir, en raison de son terrain accidenté et la figure 8 montre bien que les femmes participent à cette activité. Glisser à la ferme Fletcher « avec traîneaux ou des traînes sauvages »²⁵ est une pratique qui relève d'abord de l'initiative des citoyens. En effet, les autorités municipales la permettent, mais elles ne l'encouragent pas : « La glissoire était tolérée par la ville [sic], et presque tous les jours dans le cours de l'hiver dernier, on y voyait glisser des personnes; comme il n'y avait ni clôture ni barrière, les traînes et traîneaux traversaient l'avenue du Parc et l'avenue des Pins »²⁶.

Figure 8 : Traîne-sauvage en 1872



Source : « Albums de rues. E.-Z. Massicotte », *Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, [En ligne]. <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/massic/accueil.htm>

²⁵ DGDA, FCPT, VM44,S4,SS2,SSS8,D4, 22 juillet 1892.

²⁶ DGDA, FCPT, VM44,S4,SS2,SSS8,D4, no 454, re *Réclamation de « Ubalde Pleurde »*, 28 juin 1892.

Figure 9 : Traîne-sauvage en 1903



Source : « Albums de rues. E.-Z. Massicotte », *Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, [En ligne]. <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/massic/accueil.htm>

En 1902, la MPPA érige des glissoires à la ferme Fletcher. Celles-ci remportent un succès auprès de la population²⁷. Si l'association n'érige pas de nouvelles glissoires l'année suivante, les citoyens continuent tout de même de se rendre à cet endroit pour y glisser²⁸ sur leurs traînes. La popularité de l'activité est telle qu'en 1905, un entrepreneur demande « une licence pour le lanage de trenes [sic] sauvages à cet endroits [sic] et d'y établir une cabane en bois pour remiser les trenes [sic] et d'y vendre du café, etc. », considérant que

²⁷ Wilson, *The Montreal Parks and Playgrounds Association Inc...*, p. 32.

²⁸ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 5, dossier 178, McArray, « Survey of Playgrounds... », p. 8 ; « Two Injured in Toboggan Smash. Crashed Into Pole on Fletcher's Field and Overturned, Spilling Passengers. Youth and Girl Victims. Victims Taken to Royal Victoria Hospital in Serious Condition », *The Gazette*, 8 janvier 1925, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 8, dossier 260 : « coupures de journaux, 1924-1925 ».

« [l]’hiver dernier plusieurs glisseurs ont demandé à la ville [sic] de maintenir ce lieu d’amusement public en bon état »²⁹. Enfin, lorsque la MPPA réinstalle une glissade de toboggan à la ferme Fletcher en 1911, l’expérience est une réussite : « This proved a great success »³⁰. Elle continue à en installer lors des années suivantes³¹. De fait, les deux sexes s’adonnent à ce loisir³².

Par ailleurs, une fois aménagé, le parc LaFontaine devient, au début du XX^e siècle, un autre lieu de prédilection pour les glisseurs et les glisseuses³³, comme le confirme le Surintendant du Parc LaFontaine et des Squares en 1908 : « Un grand nombre de jeunes gens viennent glisser l’hiver sur le Parc »³⁴.

Les jeux pratiqués en groupes

Au début du XX^e siècle, il devient fréquent que les hommes des couches populaires se rencontrent dans des espaces vacants ou aménagés et s’adonnent à diverses activités sportives en groupe. La ferme Fletcher est un lieu qu’ils privilégient. En 1906, un résident habitant à proximité de celle-ci explique que des citoyens de toutes les classes (« all classes ») pratiquent des jeux durs (« rough games ») dans ce parc : « I regard it as a pity to have it monopolized [sic] by a few rough men and boys »³⁵. En 1909, la chef de police remarque que des « clubs quelconques » vont jouer à la balle à la ferme Fletcher³⁶. En 1924, ces pratiques se poursuivent : « At the present time, said Dr. Gadbois, Lafontaine

²⁹ DGDA, FCPT, VM44,S3,D21, no 1913, 18 septembre 1905.

³⁰ Wilson, *The Montreal Parks and Playgrounds Association Inc...*, p. 35.

³¹ Bowie, *A Half Century...*, p. 16.

³² « Two Injured in Toboggan Smash. Crashed Into Pole on Fletcher’s Field and Overturned, Spilling Passengers. Youth and Girl Victims. Victims Taken to Royal Victoria Hospital in Serious Condition », *The Gazette*, 8 janvier 1925, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 8, dossier 260 : « coupures de journaux, 1924-1925 ».

³³ DGDA, FCPT, VM44,S3,D27, no 2237, M. Demers, 4 janvier 1908.

³⁴ DGDA, FCPT, VM44,S3,D27, no 2237, *Rapport du Surintendant du Parc LaFontaine et des Squares*, mars 1908.

³⁵ DGDA, FCPT, VM44, boîte 121-03-07-03, VM44,S4,SS2,SSS6,D3, no 2016, 26 avril 1906.

³⁶ DGDA, FCPT, VM44, boîte 121-03-07-03, VM44,S4,SS2,SSS6,D3, no 2368, 21 mai 1909.

Park and Fletcher's Field are used for mixed games, that is, as playgrounds and playing fields and he intended to transfer baseball, and football from these places to Cremazie Park. He is making this change as the rough type of game is dangerous when played where children congregate »³⁷.

D'autre part, si nos sources laissent entrevoir que la ferme Fletcher est un endroit privilégié par les hommes des milieux populaires pour s'adonner à ces sports en groupe, l'enquête menée par Helen McArran en 1921 mentionne qu'ils font aussi usage des lots vacants pour pratiquer des jeux de balle³⁸.

En résumé, entre 1880 et 1940, les couches populaires s'adonnent de plus en plus, dans leurs temps libres, à des activités sportives, dont le patinage, le hockey, la glissade et divers sports de groupes, comme le baseball et le football. Si les garçons et les hommes s'adonnent à tous ces sports, les filles et les femmes ont pour leur part une participation plus limitée. Surtout dans les premières années, les citoyens pratiquent ces activités de leur propre initiative. En l'absence d'installations ou d'espaces prévus pour ces activités, les Montréalais s'approprient les lieux où s'adonner à leurs loisirs. Qu'ils soient aménagés ou vacants, l'important est que ces lieux en permettent la tenue. Cependant, au fil des années, les espaces publics sont de plus en plus aménagés en fonction des activités récréatives des couches populaires citadines. Dans ces circonstances, elles en font davantage usage. En d'autres mots, elles tirent parti de l'environnement urbain et industriel.

³⁷ « More Playgrounds For City Children. Dr. Gadbois Counts on Providing Twenty New Centres this Summer. Appeal to Lot Holders. Need of Additional Offers of Sites Suitable for Recreation Urged by Official », *The Gazette*, 24 mai 1924, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 8, dossier 260 : « coupures de journaux, 1924-1925 ».

³⁸ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 5, dossier 178, McArray, « Survey of playgrounds..., p. 5.

3.2 La baignade

Entre 1880 et 1940, grâce aux interventions des élites réformatrices et des autorités municipales, des espaces de baignade sont aménagés à Montréal. Quelles utilisations les couches populaires en font-elles ? Dans quelles circonstances s'adonnent-elles à la baignade ?

3.2.1 La baignade en-dehors des espaces aménagés

Il est d'abord intéressant de noter qu'avant que les premiers espaces publics de baignade ne soient érigés, les citoyens se baignent dans les cours d'eau ceinturant la ville. Dès 1863, *Le Canadien* écrit que « Tous les ans, à l'époque de la canicule, la plupart des débarcadères autour de la ville sont souvent fréquentés par une foule d'enfants et de jeunes gens qui se baignent sans scrupule dans le costume le plus primaire »³⁹. Puis, en 1865 et en 1870, la Ville vote des règlements pour interdire la baignade devant la ville⁴⁰.

Même si avec le temps, le nombre de bains publics se multiplie, plusieurs Montréalais continuent de se baigner dans le fleuve et dans les cours d'eau de la ville. Nous en avons trouvé quelques témoignages. Sous le titre évocateur de « Honteuse promiscuité. Un véritable nid de baigneurs », on apprend qu'en juillet 1889, « Vers cinq heures hier après-midi, les personnes passant en face de l'Île Ronde furent surprises de voir un certain nombre d'hommes et femmes se baignant dans un état de nudité complète »⁴¹. Plus tard, en 1899, *Le Soleil*, un quotidien de Québec, écrit « Il n'y a pas de mal à cela de prendre un

³⁹ « Sans titre », *Le Canadien*, 10 août 1863, dans Raymond, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Recueil de textes...*, p. 233.

⁴⁰ « Baigneurs », *La Minerve*, 8 juillet 1880, p. 1, dans Paul Labonne, « Soins du corps, santé publique et moralité. Les bains publics de Montréal », *Cap-aux-diamants*, no 70 (été 2002), p. 21.

⁴¹ « Honteuse promiscuité. Un véritable nid de baigneurs », *La Patrie*, 1^{er} août 1889, p. 4, dans Raymond Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Document de recherche*, Montréal, Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG), 2002, p. 29.

bain quand la journée est chaude [...]. Encore ces jours-ci, des personnes demeurant près de l'hôpital du Sacré-Cœur ont été fort édifiées de voir une bande de jeunes gens se baigner à cet endroit, en costume d'Adam »⁴². En 1903, dans une requête pour l'établissement d'un autre bain, un citoyen mentionne : « the police arrest anyone swimming in front of the dyke »⁴³. Enfin, au cours des années 1930, les journaux continuent de rapporter des cas de noyade qui ont lieu à Montréal et aux alentours de la ville, à l'extérieur des bains. Il arrive aussi que la Ville interdise la baignade dans le fleuve Saint-Laurent et la rivière des Prairies⁴⁴. Cependant, elle n'indique pas que les rives sont des lieux de rassemblement pour les baigneurs comme cela est le cas au tournant du siècle.

Selon Raymond Vézina, à l'époque où les bains sont peu accessibles, les Montréalais se baignent « dans la nature » parce qu'ils n'ont pas d'autres choix⁴⁵. Il est vrai que les réformistes font cette lecture des événements. Mais pouvons-nous affirmer que les citoyens auraient préféré se baigner dans les bains publics plutôt que dans le fleuve ? Aucune de nos sources ne confirme une telle préférence chez la population. Dire que les citoyens sont contraints à se baigner dans les cours d'eau parce qu'ils n'ont pas accès aux bains publics revient plutôt à transposer le raisonnement des réformistes aux couches populaires. D'ailleurs, les figures 10 et 11 n'expriment-elles pas le plaisir des enfants à prendre leurs ébats dans le fleuve ?

⁴² « Un peu de décence », *Le Soleil*, 10 juillet 1899, dans Vézina, *Bains publics de Montréal, 1835-2002, Document de recherche*, p. 29.

⁴³ DGDA, Fonds de la Comité de santé (FCS), VM45,S1,SS2,SSS2, chemise « Bain St-Louis », 1^{er} juin 1903.

⁴⁴ « Baignade prohibée dans le Saint-Laurent aussi bien que dans la rivière des Prairies », *Le Canada*, 31 juillet 1937, dans DGDA, coupures de presse, bobine 245.

⁴⁵ Raymond Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Recueil de textes*, Montréal, Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG), 2 volumes, 2002, p. 39.

Figure 10 : L'ancienne place de natation au Pont Victoria [date inconnue]



Source : MUA, FMPPA, MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings. July 25 – January 2nd, 1926 ».

Figure 11 : Jeunes filles s’amusant dans l’eau du fleuve Saint-Laurent en 1910



Source : « Albums de rues. E.-Z. Massicotte », *Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, [En ligne]. <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/massic/accueil.htm>.

3.2.2 Les bains publics

De toute évidence, les citadins apprécient ces bains publics. Alan Metcalfe décrit les premières journées d’opération du bain Wellington : « Le 18 juin 1883, la piscine (26’ x 160’) fut ouverte aux hommes et aux garçons de 5 heures à 20 heures six jours par semaine. Elle fut assaillie de clients. Il y eut 3 296 personnes durant les quatre premiers jours : la popularité fut telle qu’il fallut limiter la durée du bain à vingt minutes »⁴⁶. Sept ans plus tard, la construction d’un autre bain soulève autant d’enthousiasme : « Le 1^{er} août 1890, la première piscine publique construite spécialement comme piscine fut ouverte à Desery St

⁴⁶ Alan Metcalfe, « L’évolution de la récréation physique organisée à Montréal », dans Jean-Pierre Augustin et Claude Sorbets, *La culture du sport au Québec*, Talence, Éditions de la Maison des Sciences de l’Homme d’Aquitaine, c1996, p. 58.

Hochelaga. Les citoyens de l'est ont accueilli cette construction avec le même enthousiasme que ceux de l'ouest »⁴⁷. Cependant, Metcalfe explique que les citoyens ne fréquentent pas beaucoup la piscine de l'île Sainte-Hélène, ouverte en 1884, parce que cette dernière est trop éloignée des classes ouvrières⁴⁸. Par ailleurs, notons que dans les premières décennies, les bains offrent des heures d'ouverture plus longues aux hommes. Ce n'est qu'au fil des décennies que les femmes pourront bénéficier d'une plus grande offre.

Lors des décennies suivantes, l'intérêt des citoyens pour les bains publics ne s'essouffle pas. D'une part, les mentions de la popularité de ces lieux sont multiples et proviennent de différentes sources. En 1896, le Comité de Santé fait état de l'accroissement de la popularité des bains : « Depuis la date de leur établissement jusqu'à la fin de la saison dernière, ces bains sont devenus de plus en plus populaires, comme l'on peut voir par le grand nombre de citoyens qui les ont fréquenté [sic], particulièrement l'année dernière »⁴⁹. En 1907, le *Rapport de l'État sanitaire* affirme que les bains sont encore « très populaires »⁵⁰. Enfin, en 1923, à propos du bain Rubenstein, *La Revue municipale du Canada* explique qu'en haute saison, le temps de baignade est limité afin de répondre à la demande : « Dans la saison la plus active, les baigneurs sont admis en groupe, et demeurent une demi-heure. De temps à autre, un jeune homme vient deux ou trois fois dans différents groupes »⁵¹.

D'autre part, les statistiques de fréquentation des bains publics attestent leur popularité. En 1910, 250 945 citoyens se rendent aux bains d'été⁵². Ce chiffre grimpe et en 1931, ils sont

⁴⁷ Metcalfe, « L'évolution de la récréation... », p. 58-59.

⁴⁸ Metcalfe, « L'évolution de la récréation... », p. 58-59.

⁴⁹ DGDA, FCS, VM45,S1,SS2,SSS1, 121-06-06-03, chemise 326 à 349, no 330, le Comité de santé, *Board of Health asking for an appropriation of \$700 for the maintenance of the public baths*, 4 mai 1896.

⁵⁰ DGDA, FCS, VM45, *Rapport sur l'état sanitaire de la cité de Montréal*, 1907, p. 11.

⁵¹ « Les bains publics », *La Revue municipale du Canada*, vol. 1, no 1 (juin 1925), p. 30.

⁵² J. E. Doré, « Bains publics. Par J. E. DORÉ, J.C., ingénieur sanitaire du Bureau municipal d'hygiène de Montréal », *Bulletin sanitaire*, vol. 10, nos 4-5 (avril-mai 1910), p. 119.

865 416 citoyens à aller aux bains municipaux⁵³. Puis, lors des huit premiers mois de l'année 1935, plus de 828 997 baigneurs les fréquentent⁵⁴. Par ailleurs, les statistiques montrent que les mois d'été sont les plus populaires. Le mois de juillet 1934 enregistre 246 582 baigneurs à Montréal⁵⁵ et celui d'août 1936 en compte 191 695⁵⁶, ce qui est hautement au-dessus de la moyenne des autres mois de l'année. En d'autres termes, les citoyens fréquentent surtout les bains publics lors des mois les plus chauds. Ainsi, et comme l'énonce *The Standard*, les bains répondent à un besoin de rafraîchissement : « Montreal has something that is really boon, especially in the summertime, the public bath »⁵⁷.

3.2.3 Les piscines portatives

Au cours des années 1930, le Kiwanis Club et la MPPA entreprennent d'installer des piscines portatives dans les rues de la ville pendant l'été. Ils ouvrent ces piscines spécifiquement pour les garçons et les filles des quartiers les moins bien desservis par les bains publics. Quelles utilisations ces enfants en font-ils ? Les piscines portatives ont deux fonctions. La première est qu'elles servent de lieu de rafraîchissement : « Provided by the Montreal Kiwanis Club – brought coolness and relief to hundreds of children living in the drab and crowded districts [...]. Needless to say, on hot days, the Pools and Showers were the star attraction »⁵⁸ ; « Il fait chaud, les petits peuvent pas se rafraîchir. Des piscines

⁵³ « Nearly Million People Use Municipal Baths in Course of Year, Statistics Show », *The Standard*, 18 juin 1932, dans Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Document de recherche...*, p. 111.

⁵⁴ « 778,300 City Swimmers Since January », *The Standard*, 21 septembre 1936. L'auteur mentionne que Lovel chiffrait alors la population de Montréal à 1 162 520 âmes, dans Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Document de recherche...*, p. 111.

⁵⁵ Gabriel Langlais, « Nos bains publics », *La province*, 16 mai 1936.

⁵⁶ « 778,300 City Swimmers Since January », *The Standard*, 21 septembre 1936, dans Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Document de recherche...*, p. 111.

⁵⁷ « Nearly Million People Use Municipal Baths in Course of Year, Statistics Show », *The Standard*, 18 juin 1932, p. 36, dans Vézina, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Document de recherche...*, p. 111.

⁵⁸ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 5, chemise 137, Executive-secretary, 1931-1941, *Annual Report of the Executive-secretary to the Montreal Parks and Playgrounds Association for the year 1932*.

portatives [...] sont transportées grâce au Kiwanis »⁵⁹ ; « La piscine portative qui a quinze pieds de large par seize de long est installée et une douche est aménagée afin que les petits puissent se rafraîchir »⁶⁰.

La seconde fonction des piscines portatives est l'amusement des enfants, comme l'indique *The Star* en 1936 : « The turning on of the water marks that beginning of two hours of fun »⁶¹. Notons aussi que les journaux qualifient, à l'occasion, ces piscines de « terrains de jeux »⁶². Enfin, la figure 12 montre bien le caractère ludique des piscines portatives. Elle fait également voir leur popularité auprès des enfants, garçons et filles, ce que confirment d'ailleurs les statistiques de fréquentation. Par exemple, du début de l'été jusqu'au 25 juillet 1936, 10 000 garçons et filles se sont baignés dans ces bassins⁶³. En 1938, 5 000 enfants par semaine en font usage⁶⁴.

⁵⁹ « Une piscine portative pour 5000 enfants », *Le Petit Journal*, 7 août 1938, dans MUA, MG2079, MPPA, boîte 14, volume 140, 1939.

⁶⁰ « Piscines fournies par le club Kiwanis », *Le Petit Journal*, 7 août 1938, dans MUA, MG2079, MPPA, boîte 14, volume 140, 1939.

⁶¹ « 10,000 Boys and Girls Enjoy Bathing in Street Wading Pools », *The Star*, 25 juillet 1936, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, volume 138, 1935-1936.

⁶² « Piscines fournies par le club Kiwanis », *Le Petit Journal*, 7 août 1938, dans MUA, MG2079, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, volume 140, 1939.

⁶³ « 10,000 Boys and Girls Enjoy Bathing In Street Wading Pools », *The Star*, July 25th, 1936, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, volume 138, 1935-1936.

⁶⁴ « Une piscine portative pour 5000 enfants », *Le Petit Journal*, 7 août 1938, dans MUA, MG2079, MPPA, boîte 14, volume 140, 1939.

Figure 12 : Rafrâichissement et amusement à la piscine portative en 1935



Source : « One Way of Keeping Cool on Hot Days », *The Star*, 12 juillet 1935, dans MUA, FMMPA, MG2079, boîte 14, volume 138, 1935-1936.

3.2.4 La plage de l'île Sainte-Hélène

La plage de l'île Sainte-Hélène ouvre à l'été 1937. Depuis quelques années, les Montréalais la souhaitent :

Every day in summer you will see little children crossing the Victoria bridge on foot. Sometimes there are a mere handful. At other times there is a regular procession of tots. THERE ARE UNDERPRIVILEGED MONTREAL CHILDREN WHO FOR THEIR DAILY BATH MUST WALK TO THE CITY OF ST. LAMBERT. St. Lambert offers them a beach, properly graded and under proper supervision. *Montreal offers them nothing at all.* So every day they walk accross the bridge and back⁶⁵.

⁶⁵ « Alderman Trepanier supports the Beach Campaign », *The Herald*, 9 août 1935, dans MUA, FMMPA, MG2079, boîte 14, volume 138, 1935-1936.

Évaluant l'intérêt des Montréalais pour la baignade, les autorités publiques aménagent une plage pouvant accueillir jusqu'à 10 000 baigneurs⁶⁶. Il semble qu'elles n'aient pas surestimé l'engouement populaire pour la baignade puisque la réponse des Montréalais à l'aménagement de cette plage est fort positive : « The increasing participation of the public in the bathing beach facilities on St. Helen's Island has clearly indicated the long felt need for this recreation facility. The decision of the Authorities to enlarge the bathing beach and playfield areas and the further beautification of the Island has been widely endorsed by the Montreal Public »⁶⁷.

À la plage, rafraîchissement et amusement sont également au rendez-vous. Cependant, contrairement aux piscines portatives, la plage est ouverte aux adultes comme aux jeunes. En 1937, *The Standard* décrit la plage comme étant « a safe haven to refuge for Montrealers young and hold, during theses boiling summer days »⁶⁸. Pour sa part, la figure 13 illustre le caractère récréatif de ce lieu.

⁶⁶ « St. Helen's Island – Bathing Beach », *Journal inconnu*, 4 janvier 1937, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 9, chemise 390 : « MPPA : Miscellaneous Reports and Studies, 1937-1969 ».

⁶⁷ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 12, chemise 292 : « Park Committee, 1939-1942 », MPPA Incorporated. *Report of the Park Committee for the year 1938*.

⁶⁸ « First picture St. Helen's Island Beach : Young Montreal Fights Hot Weather », *The Standard*, 17 juillet 1937, p. 15.

Figure 13 : Rafrâichissement et plaisir à la plage de l'île Sainte-Hélène



Source : « First picture St. Helen's Island Beach : Young Montreal Fights Hot Weather », *The Standard*, 17 juillet 1937, p. 15.

En bref, de 1880 à 1940, les citadins manifestent un intérêt pour la baignade, tant du côté du fleuve, que des bains publics, des piscines portatives ou de la plage de l'île Sainte-Hélène. Ils se baignent pour se rafraîchir et se divertir. Bien que les couches populaires continuent de se baigner dans les cours d'eau, elles fréquentent de plus en plus les bains publics et les autres lieux de baignade aménagés. Enfin, quoique la baignade, dans un premier temps, soit davantage pratiquée par les hommes, nos sources (surtout les photographies) montrent qu'un certain équilibre semble avoir été atteint entre les deux sexes dans les années 1930.

3.3 Les pique-niques et les fêtes

Vers 1880, les couches populaires commencent à s'adonner aux pique-niques. En 1940, cette pratique continue de rassembler de nombreux citoyens. À l'origine, le pique-nique est une coutume bourgeoise et aristocrate britannique qui se déroule dans les espaces champêtres⁶⁹. Déjà au moment de la création des deux premiers grands parcs montréalais (parc de l'île Sainte-Hélène et parc du mont Royal), les sociétés de bienfaisance, les associations patriotiques et les associations d'hommes de métier⁷⁰ issus de la communauté anglo-saxonne organisent des pique-niques. Pour le seul été 1874, elles sont près d'une dizaine à adresser des demandes à la Ville afin qu'elle leur permette de tenir un pique-nique au parc de l'île Sainte-Hélène⁷¹. À cette époque, comme l'illustre la figure 15, les pique-niques rassemblent surtout les couches bourgeoises.

⁶⁹ Guay, *La conquête du sport...*, p. 207.

⁷⁰ Guay, *La conquête du sport...*, p. 65.

⁷¹ DGDA, FCPT, VM44,S3,D1, boîte 121-03-05-04. En outre, la Irish Catholic Benefit Society, St James Waleyan school et la Caldomian Society of Montreal font des demandes de pique-niques à la Commission des Parcs et Traverses.

Figure 14 : Pique-nique à l'île Sainte-Hélène en 1874



Source : « Albums de rues. E.-Z. Massicotte », *Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, [En ligne]. <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/massic/accueil.htm>.

Cependant, en quelques années, le pique-nique devient une pratique populaire. Peu coûteux et accessible, il est apprécié des familles des classes modestes. Le parc de l'île Sainte-Hélène est l'endroit par excellence pour s'adonner à cette activité, surtout les jours de fin de semaine. Afin d'éviter un encombrement trop grand de l'île le samedi, la Commission des parcs et traverses interdit, dès 1885, aux sociétés qu'elles y tiennent leur pique-nique annuel cette journée-là⁷². Puis, l'année suivante, elle les interdit lors des fêtes publiques, légales et religieuses⁷³. En 1893, dans sa chronique sur la vie des ouvriers à Montréal, Jules Helbronner écrit : « L'île Sainte-Hélène est par excellence le parc, le lieu de récréation, la

⁷² DGDA, FCPT, VM44, *Procès-verbaux de la Commission des parcs et traverses*, 3 juillet 1885, dans Desharnais, *La gestion des loisirs publics...*, p. 95.

⁷³ DGDA, FCPT, VM44, *Procès-verbaux de la Commission des parcs et traverses*, 2 avril 1886, dans Desharnais, *La gestion des loisirs publics...*, p. 95.

station balnéaire de tout ce que Montréal renferme de petites gens : travailleurs ou bourgeois »⁷⁴. Par exemple, le pique-nique des bouchers rallie plus de 5 000 personnes en 1888⁷⁵, 3 000 en 1890⁷⁶ et 3 500 en 1899⁷⁷.

Chez les couches populaires, les pique-niques ont d'abord lieu en familles ou bien entre membres d'un même corps de travail⁷⁸. Puis, à partir du tournant du XX^e siècle, des sociétés ayant une vocation philanthropique commencent à organiser des pique-niques et des fêtes pour les garçons et les filles des milieux ouvriers. Dès 1897, *La Presse* organise des pique-niques au bout de l'île de Montréal pour les enfants⁷⁹. À peu près à la même époque, *La Patrie* en organise au parc de l'île Ste-Hélène⁸⁰. Pour sa part, la MPPA tient un carnaval athlétique au parc LaFontaine en 1913⁸¹ et l'Association du Bien-être de la Jeunesse donne des fêtes champêtres à l'île Ste-Hélène à partir de 1914⁸².

Ces activités sont populaires auprès des enfants. En 1915, *La Presse* écrit que « Les pique-niques des enfants à l'île Ste-Hélène, les mardis de chaque semaine, deviennent de plus en plus populaires, si l'on en juge par la foule toujours grandissante, sans cependant créer d'encombrement »⁸³. La participation aux pique-niques lors des années qui suivent confirme cette tendance. En outre, en 1925, plus de 7 000 enfants participent à un pique-nique qui a lieu au début du mois d'août au parc de l'île Ste-Hélène⁸⁴. Une jeune

⁷⁴ *La Presse*, 4 décembre 1893, dans Jean De Bonville, *Jean-Baptiste Gagnepetit : Les travailleurs montréalais à la fin du XIX^e siècle*, Montréal, L'Aurore, 1975, p. 145.

⁷⁵ « Pique-nique des bouchers », *La Minerve*, 13 septembre 1888, p. 1, dans Guay, *La conquête du sport...*, p. 208.

⁷⁶ « Pique-nique des bouchers », *La Patrie*, 21 août 1890, p. 4, dans Guay, *La conquête du sport...*, p. 208.

⁷⁷ « La fête champêtre d'hier », *La Patrie*, 31 août 1899, p. 2, dans Guay, *La conquête du sport...*, p. 208.

⁷⁸ Guay, *La conquête du sport...*, p. 208.

⁷⁹ De Bonville, *Jean-Baptiste Gagnepetit...*, p. 144-145.

⁸⁰ DGDA, FCPT, VM44,S3,D28, boîte 121-03-06-04, no 2285, 15 juin 1908.

⁸¹ *The Montreal Herald*, 7 septembre 1913, dans « Albums de rues. E.-Z. Massicotte », *Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, [En ligne]. <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/massic/accueil.htm>.

⁸² « À l'île Ste-Hélène », *La Presse*, 7 août 1915.

⁸³ « Un 3^e pique-nique des enfants », *La Presse*, 10 juillet 1915.

⁸⁴ « St. Helen's Island », *The Gazette*, 5 août 1925, p. 4, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 8, dossier 260 : « coupures de journaux, 1924-1925 ».

Montréalaise témoigne de l'appréciation des enfants de l'événement : « 'Once I come to a picnic over here, I have to come to all of them – yes, and I have to bring all of our neighbors' kids' said one little girl about 12 years of age, who had many younger children in her charge »⁸⁵.

Encore en 1921, l'île Sainte-Hélène est un endroit idéal pour les pique-niques⁸⁶. Peut-on alors conclure que les couches populaires montréalaises ressentent le besoin de se distancer du cadre urbain et industriel lorsqu'elles s'adonnent à cette activité récréative ? Peut-être en partie. Ainsi dans les années 1880, elles s'adonnent à cette activité dans des lieux aux attraits naturels parfois abondants, mais parfois quasiment absents, tels les « parcs Sohmer, du Mont-Royal, Delorimier, Riverside, Mascotte, au Queen's Park, à Elmwood Grove, sur le terrain de l'exposition, aux jardins Guilbault et Victoria »⁸⁷. Puis, à la suite de son enquête sur les terrains de jeux en 1921, Helen McArran écrit que les « pauvres » se rendent à la ferme Fletcher (dont le nom est parc Jeanne-Mance depuis 1914) pour y pique-niquer : « It is also the picnic ground of the poor, the only one many of them can afford, and there are many who cannot spare the carefare to bring the family even to this »⁸⁸. Cet espace de récréation n'offre que peu d'éléments naturels, outre la verdure de son sol. Notons aussi qu'à partir de 1923, des associations philanthropiques organisent des grandes fêtes d'enfants au stade Molson⁸⁹. Comme le montre la figure 15, le stade Molson a peu d'attraits « naturels ».

⁸⁵ « St. Helen's Island », *The Gazette*, 5 août 1925, p. 4, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 8, dossier 260 : « coupures de journaux, 1924-1925 ».

⁸⁶ Dans son enquête sur les terrains de jeux, Helen McArray écrit que l'île Ste-Hélène « is an ideal picnic grounds with numerous shady nooks and tables and hot water supplied for tea ». MUA, FMPPA, MG2079, boîte 5, chemise 137, dossier 178, McArray, « Survey of playgrounds... », p. 11.

⁸⁷ Guay, *La conquête du sport...*, p. 208.

⁸⁸ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 5, chemise 137, dossier 178, McAllay, « Survey of playgrounds... », p. 8.

⁸⁹ Bowie, *A Half Century...*, p. 22 ; « At The Play-Fest », *Montreal Star*, 8 août, 1925, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings July 25 1925 - January 2nd 1926 » ; « Playgrounds Fete Planned for Thursday. Field Day and Handicrafts Display to be Held at Percival Molson Stadium. 3,000 children Will Attend the Function. Program Will Reveal What the Youngsters Have Ben Doing This Summer », *The Standard*, Montreal, 22 août 1925, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings July 25 1925 - January 2nd 1926 ».

Par ailleurs, nous remarquons que les pique-niques et les fêtes ne se basent pas sur des activités qui nécessitent un environnement où la nature est foisonnante ou sur la mise en valeur de celle-ci. En effet, lors des pique-niques, les récréations ne sont pas axées autour de la contemplation de la nature. Il y a des jeux athlétiques de toutes sortes, de la danse, des feux d'artifices, une fanfare ou un orchestre, etc.⁹⁰. Les fêtes d'enfants sont, pour leur part, davantage des événements qui mettent en scène leurs habiletés à pratiquer diverses activités. Par exemple, les fillettes donnent des spectacles de danse et les garçons participent à des compétitions sportives⁹¹. Ces événements sont aussi des occasions de fêter en groupe. Il y a de la musique, les enfants peuvent s'adonner à des activités de bricolage⁹² et les distributions de friandises sont toujours appréciées des jeunes⁹³. Ainsi, lors des fêtes d'enfants, nul besoin d'un décor bucolique⁹⁴.

⁹⁰ Guay, *La conquête du sport...*, p. 208.

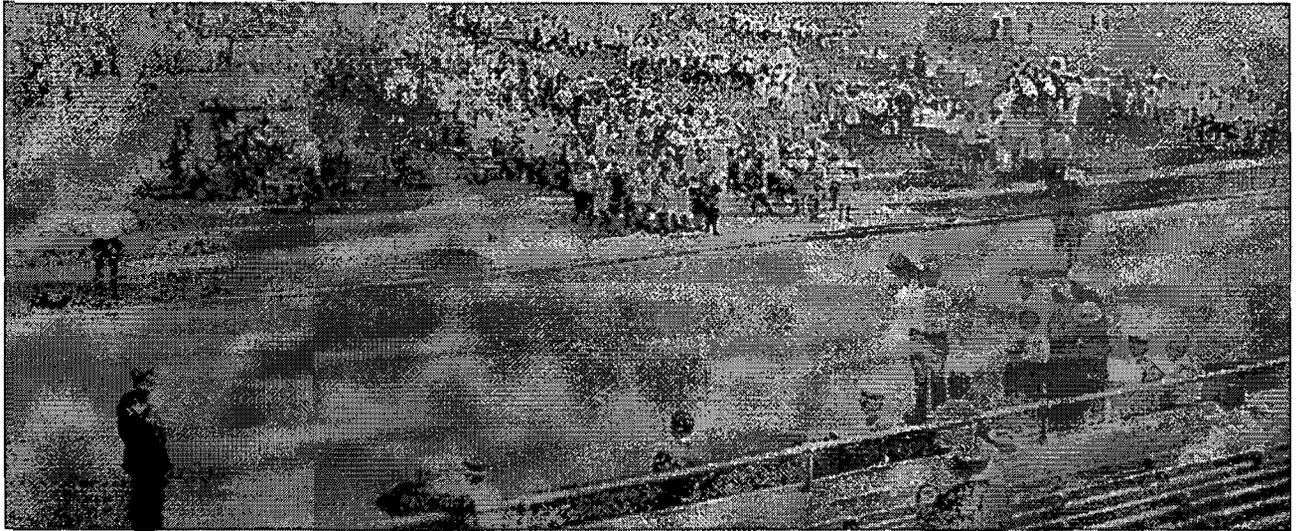
⁹¹ « At The Play-Fest », *The Montreal Star*, 8 août, 1925, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings July 25 1925 - January 2nd 1926 ».

⁹² « Playgrounds Fete Planned for Thursday. Field Day and Handicrafts Display to be Held at Percival Molson Stadium. 3,000 children Will Attend the Function. Program Will Reveal What the Youngsters Have Been Doing This Summer », *The Standard*, 22 août 1925, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings July 25 1925 - January 2nd 1926 ».

⁹³ « Children Invade St. Helen's Island. Seven Thousand Juveniles Enjoy Picnic Provided by Ald. J.N. Drummond. Candies Dry Up Tears. Forethought for Little Ones Who Lost Guardians Proved Successful-Many Prizes Given », *The Gazette*, 5 août 1925, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings July 25 1925 - January 2nd 1926 ».

⁹⁴ En effet, jamais cette dimension n'est abordée dans les journaux au sujet des fêtes d'enfants. Voir notamment : « Fête d'enfants au stadium Molson. Sous les auspices de la 'MPPA'. Courses et danses », *La Patrie*, 26 août 1927, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 8, volume 262 : « 1927 » ; « Children Invade St. Helen's Island. Seven Thousand Juveniles Enjoy Picnic Provided by Ald. J.N. Drummond. Candies Dry Up Tears. Forethought for Little Ones Who Lost Guardians Proved Successful-Many Prizes Given », *The Gazette*, 5 août 1925, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings July 25 1925 - January 2nd 1926 » ; « At The Play-Fest », *Montreal Star*, 8 août 1925 ; « Playgrounds Fete Planned for Thursday. Field Day and Handicrafts Display to be Held at Percival Molson Stadium. 3,000 children Will Attend the Function. Program Will Reveal What the Youngsters Have Been Doing This Summer », *The Standard*, 22 août 1925, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings July 25 1925 - January 2nd 1926 ».

Figure 15 : Fête d'enfants au stade Molson en 1925



Source : « At the Play-Fest », *The Montreal Star*, 8 août 1925, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 11, volume 263 : « Publicity, newspaper clippings July 25 1925 - January 2nd 1926 ».

En somme, entre 1880 et 1940, les pique-niques et les fêtes sont des événements récréatifs populaires chez les Montréalais et se tiennent dans les espaces aménagés de la ville. Ces événements sont souvent organisés sur la base de sociabilités et de solidarités nouvelles, relatives à la société industrielle. En effet, on se rassemble selon l'appartenance socioprofessionnelle à l'occasion des pique-niques et selon l'âge et le sexe lors des fêtes d'enfants. Le divertissement est au cœur de ces deux événements et non la recherche d'espaces faisant référence à la ruralité. Enfin, garçons comme filles et hommes comme femmes participent à ces événements festifs, bien que tous ne s'adonnent pas précisément aux mêmes activités en ces occasions.

3.4 Le jardinage

Dans le cadre des jardins communautaires de 1917 et des années 1930, les Montréalais s'adonnent par centaines et milliers à la culture d'un potager. Quelles significations

accordent-ils à cette activité ? Voient-ils ces nouveaux espaces comme des lieux de loisirs, au même titre que les autres espaces publics de récréation qui apparaissent entre 1880 et 1940 ?

La réponse des classes ouvrières au projet des jardins communautaires est positive, en 1917 comme dans les années 1930. Dans un premier temps, en août 1917, *The Canadian Municipal Journal* parle d'un « boom in garden cultivation »⁹⁵. Il rapporte que, selon les autorités municipales, les lots de potagers sont tellement populaires que s'il y en avait eu trois fois plus, ils auraient tous été occupés⁹⁶. Pour sa part, le *Report of the Cultivation Committee* estime à environ 1 500 ou 2 000⁹⁷ le nombre de lots cultivés⁹⁸.

Dans un deuxième temps, les jardins communautaires des années 1930 connaissent un succès auprès des Montréalais. Les témoignages sont multiples. En outre, la Community Garden League of Greater Montreal écrit au sujet des deux premières années du projet : « The report given last year told a successful first year [1931] with 525 gardens and gardeners. This season [1932] there were 1 840 gardens and gardeners »⁹⁹. Pour l'année 1934, *The Gazette* parle d'un « Smashing success of the City Improvement League and of kindred French organizations in making possible gardens for the unemployed »¹⁰⁰. Les résultats de l'année suivante suscitent autant d'enthousiasme : « Community gardens for the

⁹⁵ « Garden Lots », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 13, no 8 (août 1917), p. 347.

⁹⁶ « Garden Lots », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 13, no 8 (août 1917), p. 347.

⁹⁷ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 7, chemise 246 : « Montreal Cultivation Committee, 1917-1919 », *Report of the Chairman of the Executive Committee on the Work of the Season of 1917*, p. 232.

⁹⁸ *The Canadian Municipal Journal* écrit que le nombre de lots cultivés est de 5 000 lots. Or, nous sommes persuadées que cette affirmation est erronée puisque dans les années 1930, alors que les jardins communautaires connaissent un véritable élan, leur nombre ne dépasse jamais le cap des 3 000. « Garden Lots », *The Canadian Municipal Journal*, vol. 13, no 8 (août 1917), p. 347.

⁹⁹ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 6, dossier 236 : « Community Garden League, 1933-1937 », *Community Garden League of Greater Montreal. Annual Report of the Year of 1933*.

¹⁰⁰ « Trepanier Garden Scheme Evolving. City Vote of \$10,000 and Loan of Vacant Lots to Jobless Now Mooted », *The Gazette*, 28 janvier 1935, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, volume 138 : « 1935-1936 ».

unemployed [...] have proved a decided success »¹⁰¹. De fait, dans la première moitié des années 1930, le nombre de lots vacants en culture ne cesse de croître. En 1935 et 1936, plus de 2 900 lots servent de potagers¹⁰². Cependant, le mouvement connaît un ralentissement par la suite. En 1940, 2 028 potagers communautaires sont exploités¹⁰³ et ce nombre passe à 1 608 en 1941¹⁰⁴.

Si les couches populaires de la ville répondent favorablement et activement aux projets des jardins communautaires en 1917 et dans les années 1930, elles s'adonnent très peu à cette activité en-dehors de ces deux épisodes. Les traces d'une telle pratique sont effectivement rares ; nous n'en avons trouvé que deux. La première est une résolution du Surveillant des Propriétés de la Cité et du Surintendant des Parcs autorisant l'émission de « permis pour la culture de terrains dans le Parc Maisonneuve »¹⁰⁵. La seconde est tirée de l'enquête de McAllan et mentionne l'utilisation du square Baldwin pour du jardinage : « [it] is used for gardening to such an extent that only the hills are left and those are too steep even to use to roll down »¹⁰⁶. Enfin, en raison de cette quasi-absence de témoignages, nous concluons que les couches populaires citadines ne cultivent que très peu ou pas de potagers dans les espaces vacants ou aménagés de la ville, autrement que dans les cadres des projets de jardins communautaires.

Par ailleurs, les jardiniers accordent une grande importance à leurs récoltes : « The garden movement has been a success in this instance, so much so that the gardens are highly prized

¹⁰¹ « Unemployed Show Garden Efficiency », *The Gazette*, 16 août 1935, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, volume 138 : « 1935-1936 ».

¹⁰² MUA, FMPPA, MG2079, boîte 6, dossier 236 : « Community Garden League, 1933-1937 », Community Garden League of Greater Montreal.

¹⁰³ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 12, chemise 292 : « Park Committee, 1939-1942 », Executive Secretary, *MPPA Incorporated. Report of Executive Secretary for the year 1940*, 1941.

¹⁰⁴ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 12, chemise 292 : « Park Committee, 1939-1942 », Executive Secretary, *MPPA Incorporated. Report of Executive Secretary for the year 1941*, 1942.

¹⁰⁵ DGDA, Commission du parc Maisonneuve (CPM), P63, Livre des délibérations, Commission du parc Maisonneuve, 14 mai 1920.

¹⁰⁶ MUA, FMPPA, MG2079, boîte 5, dossier 178, McArray, « Survey of playgrounds... », p. 8.

by the men who have worked them and provided vegetables for their families. So jealous were they of their produce that they mounted guard at night to ward off prowlers »¹⁰⁷ ;

Here Bernard Gilbeau, one of the community gardeners proudly displayed the fruits of his sowing. There were pumpkins, squashes, tomatoes, carrots and other types of vegetables, and also flowers. [...] A demonstration of the pride in which the city farmers take in their work was exhibited when one of the women felt that the Mayor had not seen her exhibit in a complete enough manner. She took him by the arm and brought him from plant to plant giving an excellent description of each one¹⁰⁸.

Aussi, ces jardiniers assistent à des démonstrations données par des instructeurs¹⁰⁹ et des agronomes sur des techniques de jardinage ; ils prennent connaissance de documents leur expliquant des leçons de jardinage que leur fournissent les autorités publiques¹¹⁰ et plusieurs d'entre eux font des conserves avec leurs récoltes afin de les garder plus longtemps¹¹¹.

Notons aussi que, dans les années 1930, des expositions et des concours ont lieu pendant la saison des récoltes. Par exemple, la *Community Garden League Exhibit* se tient dès 1934. Lors de cet événement, des prix sont remis aux gagnants dans différentes catégories : des tomates, des patates, des conserves, etc. L'activité fonctionne bien. L'année suivante, les jardiniers de 16 districts sont présents à la *Community Garden League Exhibit*¹¹². Comme l'explique *The Gazette*, ce genre de concours a un effet stimulant sur les jardiniers : « If at

¹⁰⁷ « Gardens Inspected by Councillors », *The Canadian Municipal Review*, vol. 29, no 9 (septembre 1933), p. 21.

¹⁰⁸ « Mayor and Aldermen Impressed with Garden of Unemployed », *The Star*, 12 août 1937, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, vol. 139, 1937.

¹⁰⁹ René Sénécal, « L'horticulture en banlieue », *La Revue municipale*, avril 1936, p. 8.

¹¹⁰ « Unemployed Show Garden Efficiency », *The Gazette*, 16 août 1935, p. 15, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, volume 138 : « 1935-1936 ».

¹¹¹ Bowie, *A Half Century...*, p. 34 ; « Mayor and Aldermen Impressed with Garden of Unemployed », *The Star*, 12 août 1937.

¹¹² « Vegetable Prizes Awarded at Show. Sixteen Districts Represented at Community Garden League Exhibit. Number of Entries Up. Lachine Wins Prize for Best Collection – High Standard of Last Year Maintained », *The Gazette*, 6 septembre, 1935, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, volume 138 : « 1935-1936 ».

all possible, Ald. Trepanier also would spend some money on contests so as to stimulate heads of families without work to raise vegetables in sufficient quantities to carry them through at least a part of the winter and insure children some green stuff at a period when the dole allowance furnishes only the bare necessities of life »¹¹³.

Cet éclairage sur les rapports des couches populaires montréalaises au jardinage dans les espaces publics et vacants de la ville fait voir qu'elles ne s'intéressent à cette activité que lorsqu'elles se trouvent dans une situation de besoin alimentaire. D'une part, le jardinage est très populaire en période de crise et n'est quasiment pas pratiqué en d'autres circonstances. D'autre part, les sources révèlent que les citoyens accordent une grande importance aux aliments qu'ils cultivent, alors qu'elles ne mentionnent pas le plaisir qu'ils éprouveraient à cultiver leur potager. Néanmoins, cette affirmation est faite sous toute réserve puisque les jardiniers ont eux-mêmes laissé peu de sources sur le sujet. En résumé, selon les témoignages trouvés, il semble que ce serait davantage par contrainte que par choix que les Montréalais s'adonnent au jardinage entre 1880 et 1940. Cette activité ne serait pas vraiment un loisir, la fonction économique l'emportant sur la valeur ludique.

Conclusion

Notre analyse a permis de mettre en évidence quelques particularités des pratiques populaires de loisirs des citoyens. D'abord, à la fin du XIX^e siècle comme au début du XX^e siècle, les classes modestes préfèrent les loisirs actifs et elles semblent accorder une plus grande importance aux activités qu'aux lieux dans lesquels elles s'y adonnent. De fait, elles utilisent à peu près tous les types d'espaces de la ville qui sont à leur disposition. Par exemple, elles pratiquent diverses activités autant sur des terrains vacants que dans des grands parcs ; elles participent à des événements festifs à l'île Sainte-Hélène comme au

¹¹³ « Trepanier Garden Scheme Evolving. City Vote of \$10,000 and Loan of Vacant Lots to Jobless Now Mooted », *The Gazette*, 28 janvier 1935, dans MUA, FMPPA, MG2079, boîte 14, volume 138 : « 1935-1936 ».

stade Molson ; elles se baignent dans les bains publics, mais aussi dans le fleuve et dans les rues. Pour les enfants des quartiers ouvriers, les rues, des espaces typiques de la ville industrielle, demeurent un lieu de divertissement. Les Montréalais tirent autant profit des espaces aux référents bucoliques que de ceux aux caractéristiques plus urbaines. On peut dès lors se demander dans quelle mesure les conditions de vie des couches ouvrières limitaient les choix des espaces dans lesquels elles s'adonnaient à leur pratiques de loisirs ?

Par les pratiques de loisirs, les citoyens recherchent avant tout le divertissement (et le rafraîchissement dans le cas de la baignade). En effet, chacune des activités abordées est un divertissement en soi. Aussi, les images insérées dans ce chapitre font toutes voir le caractère ludique des activités récréatives, depuis la fin du XIX^e siècle jusque dans les années 1930. Le jardinage communautaire, la seule activité qui n'est pas axée sur le divertissement, est d'ailleurs éphémère et n'a lieu que pendant des périodes de crise. En d'autres mots, les couches populaires urbaines cherchent à se distraire dans leurs temps de loisirs et l'environnement urbain leur en donne l'occasion. Le peu de témoignages qu'elles ont laissés nous porte à croire qu'elles composent davantage avec le milieu qu'elles ne cherchent à le transformer.

Le regard porté sur les pratiques de loisirs selon les genres montre que certains types d'activités sont plus accessibles au sexe masculin qu'au sexe féminin, par exemple les sports de groupes et la baignade, du moins dans les premières décennies au cours desquelles les bains publics sont aménagés. Cependant, la participation féminine à d'autres activités est importante, notamment en ce qui concerne la glissade, la baignade dans les années 1930, les pique-niques et les fêtes.

Enfin, lors de leurs activités récréatives, les couches populaires montréalaises prennent part à une nouvelle sociabilité et à de nouvelles solidarités, relatives à la réalité urbaine et industrielle. Qu'il s'agisse de glisser à la Ferme Fletcher, de jouer au baseball sur un terrain

vacant, de se baigner dans un bain public ou de pique-niquer entre membres d'un même corps de travail, chacune de ces activités se fait généralement en présence ou avec d'autres citoyens ayant sensiblement le même âge, sexe et/ou la même appartenance sociale plutôt qu'en famille comme dans les sociétés rurales ou préindustrielles. En agissant ainsi, les couches populaires font preuve d'une adaptation aux particularités de la ville industrielle.

CONCLUSION

Dans la deuxième moitié du XIX^e et la première du XX^e siècle, l'industrialisation de Montréal transforme le visage de la ville et les manières d'y vivre. L'adaptation des Montréalais à la ville industrielle est un processus qui s'effectue sur plusieurs années et qui diffère selon les groupes sociaux. Dans ce mémoire, nous avons voulu dégager l'évolution des rapports au milieu urbain et industriel de trois groupes distincts entre 1880 et 1940 afin de comprendre comment chacun d'eux perçoit et vit l'avènement de la ville industrielle.

Les rapports à l'espace urbain et industriel peuvent s'observer sous plusieurs angles. Nous avons choisi de le faire à travers l'étude de thèmes et d'aspects liés aux espaces publics de récréation. Ces lieux apparaissent vers 1880, c'est-à-dire au moment où une réflexion sur la ville industrielle s'amorce chez les élites et que les loisirs publics se démocratisent. Vers 1940, les élites (réformatrices et municipales), mais aussi la population, ont des conceptions bien définies des espaces publics de récréation et des loisirs. Ces conceptions témoignent de l'adaptation de chacun des groupes au milieu urbain et industriel. Les espaces publics de récréation sont un cadre d'analyse privilégié. D'une part, ils mettent en scène différents acteurs puisque leur création et leur évolution relèvent des interventions et usages de différents groupes sociaux, principalement les élites réformatrices, les autorités municipales et les couches populaires. D'autre part, les loisirs sont des temps de grande liberté d'expression et reflètent donc bien les volontés et les attitudes de ceux qui les pratiquent. Enfin, rendre compte des manières de concevoir et de vivre les espaces publics de récréation permet d'éclairer un pan de l'histoire jusqu'à présent peu connu, celui des loisirs des couches populaires. En prenant conscience des activités récréatives et des circonstances qui les entourent, nous apportons une nuance à la vision misérabiliste qui a longtemps prédominé au sujet de la ville industrielle de cette époque.

D'abord, par l'analyse des discours des élites réformatrices sur des sujets en lien avec les espaces publics de récréation, nous avons saisi leurs appréciations de la ville industrielle. Les élites réformatrices en ont une vision négative. À leurs yeux, les espaces aménagés offrent un repli aux citoyens face aux inconvénients de la ville, laquelle représente un danger moral et physique, en plus d'être insalubre et laide. Avant la Première Guerre mondiale, ils représentent des lieux de refuge grâce aux éléments naturels qui s'y trouvent, lesquels purifient le milieu urbain et industriel. En d'autres termes, leur valeur provient du fait qu'ils s'apparentent à la campagne. La Guerre marque un tournant. Si les espaces publics de récréation demeurent des moyens de mieux vivre dans la ville industrielle, ils le sont désormais parce qu'ils permettent la pratique de « bons » loisirs. Ainsi, les discours des élites réformatrices témoignent d'une transformation dans leurs conceptions de cette ville industrielle qui suggèrent-elles des moyens de mieux l'apprécier, de s'y adapter.

La gestion des autorités municipales des lieux publics de récréation a fait voir l'évolution de leurs rapports au milieu urbain et industriel. De 1880 aux années de la Première Guerre mondiale, la Ville, influencée par les discours des élites réformatrices, cherche à remédier aux défauts de la ville industrielle par la création et l'entretien de lieux bucoliques dans lesquels les Montréalais peuvent s'adonner à des activités récréatives ou hygiéniques. C'est alors qu'apparaissent les grands parcs et les bains publics. Elles imputent donc à l'espace urbain et industriel une incapacité de répondre aux besoins récréatifs et hygiéniques des citoyens.

Toutefois, nous avons remarqué que leurs perceptions de la ville changent aux alentours de la Première Guerre mondiale. En effet, à partir de ce moment, les autorités municipales créent et organisent davantage les espaces aménagés comme des lieux urbains intégrés au tissu de la ville qui répondent aux usages de la population qui sont de nature active et axés sur l'amusement. Se multiplient ainsi les terrains de jeux, les piscines portatives et autres espaces publics se situant à l'intérieur des quartiers populaires. En d'autres mots, parce

qu'elles se servent de l'environnement urbain et industriel pour favoriser le divertissement des citoyens, les autorités municipales font preuve d'un accommodement à celui-ci.

Ensuite, notre étude a permis de mettre en lumière le fait que, de leur côté, les couches populaires montréalaises font usage d'à peu près tous les espaces qui sont à leur disposition et qui leur offrent les conditions pour s'adonner à des loisirs. En effet, elles fréquentent les espaces aménagés comme les lots vacants ou les ruelles. Cependant, elles se rendent de plus en plus dans les espaces aménagés pour leurs activités récréatives et ludiques puisque leur nombre et leur accessibilité augmentent au cours de la période 1880-1940. Par ailleurs, nous avons observé que les loisirs des couches populaires sont généralement actifs ou sportifs et que le divertissement entre pairs se retrouve souvent au cœur de l'activité. Notons enfin qu'hommes et femmes s'adonnent à des activités récréatives, mais que dans certaines de ses activités, le sexe masculin est plus présent. En bref, la population citadine sait tirer profit des divers types de lieux dans l'environnement urbain et n'accorde pas autant d'importance que les élites réformatrices et les autorités municipales ne le font avant la Première Guerre mondiale aux espaces qui évoquent la ruralité. Cela nous permet d'affirmer qu'elle compose avec le milieu urbain et industriel, depuis 1880 jusqu'en 1940.

En somme, notre mémoire met en relief la pluralité et l'évolution des expériences à l'égard des espaces publics de récréation et du milieu urbain et industriel, de même que le fait que cette pluralité est, en partie, redevable aux appartenances sociales des acteurs. Aussi, notre étude apporte de nouvelles connaissances sur certaines pratiques populaires de loisirs peu documentées jusqu'à présent. Enfin, il offre une nuance aux interprétations misérabilistes selon lesquelles, pendant la période d'industrialisation, les couches populaires vivent de misère dans un espace en état de dégradation. Il est à souhaiter que les recherches se poursuivent au sujet des espaces publics de récréation puisqu'il reste quelques zones d'ombre, notamment sur les espaces de baignade et les lieux improvisés comme les ruelles, ces derniers étant plus difficiles à documenter.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

a) Archives

Archives de la ville de Montréal

- Fonds de la Commission des parcs et traverses (1863-1951), VM44
- Fonds du Comité de santé (1832-1949), VM45
- Fonds de la Commission du parc Maisonneuve (1915-1932), P63
- Fonds du Service des affaires institutionnelles, sous-sous série des photos anciennes (1920-1991), VM94, SY,SS1,SSS17

McGill University Archives

- Fonds de la Montreal Parks and Playgrounds Association (1902-1972), MG2079

b) Sources imprimées

Livres

- Ames, Herbert Brown, *The City Below the Hill : a sociological study of a portion of Montreal, Canada*, Toronto, University of Toronto, 1897 [1972], 116 p.
- Bowie, William, *A Half Century of Community Service, 1902-1952, the Montreal Parks and Playgrounds Association incorporated*, The Montreal Parks and Playgrounds Association incorporated Montreal, 1953, 47 p.

Périodiques

- *The Canadian Municipal Journal*, 1905-1920
- *The Municipal Review of Canada*, 1922-1940
- *Journal d'hygiène populaire*, 1884-1895
- *Bulletin sanitaire*, 1901-1942
- *La Revue municipale*, 1923-1940

Ouvrage de référence et synthèses

Beaulieu, André et Jean Hamelin, *La presse québécoise : des origines à nos jours*, tome 4, Québec, Presses de l'Université Laval, 1979, 417 p.

Linteau, Paul-André, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 2000c, 627 p.

Robert, Jean-Claude, *Atlas historique de Montréal*, Montréal, Art Global, 1994, 167 p.

Monographies

Bellefleur, Michel, *L'évolution du loisir au Québec : essai socio-historique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1997, 412 p.

Cross, Gary, *A Social History of Leisure Since 1600*, State College, PA, Venture Publishing, c1990, 297 p.

Dagenais, Michèle, *Faire et fuir la ville. Espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Les Presses de l'Université Laval, 2006, 252 p.

Dagenais, Michèle, *Des pouvoirs et des hommes : l'administration municipale de Montréal, 1900-1950*, Toronto, Institute of Public Administration of Canada ; Montréal, McGill-Queen's University Press, 2000, 204 p.

De Bonville, Jean, *Jean-Baptiste Gagnepetit : Les travailleurs montréalais à la fin du XIX^e siècle*, Montréal, L'Aurore, 1975, 253 p.

De Laplante, Jean, *Les Parcs de Montréal des origines à nos jours*, Montréal, Méridien, 1990, 255 p.

Deschênes, Gaetan, *Histoire de l'horticulture au Québec*, Saint-Laurent, Québec, Trécarré, 1996, 187 p.

Gagnon, Robert, *Questions d'égouts. Santé publique, infrastructures et urbanisation à Montréal au XIX^e siècle*, Montréal, Boréal, 2006, 263 p.

Guay, Donald, *La conquête du sport : le sport et la société québécoise au XIX^e siècle*, Outremont, Québec, Lanctôt, 1997, 244 p.

Hudon, François, *Le parc Jarry de Montréal, 75 ans d'histoire*, Montréal, Logiques, 2001, 198 p.

Janson, Gilles, *Emparons-nous du sport : les Canadiens français et le sport au XIX^e siècle*, Montréal, Guérin, 1995, 239 p.

Jasen, Patricia, *Wild Things: Nature, Culture, and Tourism in Ontario, 1790-1914*, University of Toronto Press, Toronto, c1995, 194 p.

Lamonde, Yvan et Raymond Montpetit, *Le parc Sohmer de Montréal, 1889-1919. Un lieu populaire de culture urbaine*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, 231 p.

MacLennan, Anne Frances, *Red Feather in Montreal : a History*, Montréal, Red Feather Foundation, 1996, 53 p.

Postras, Claire, Joanne Burgess et Suzel Brunel (dir.), *Étude de caractérisation de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal*, Québec, Commission des biens culturels du Québec, 2005, 264 p.

Pronovost, Gilles, *Loisir et société : traité de sociologie empirique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1997, 401 p.

Rosenzweig, Roy et Elizabeth Blackmar, *The Park and the People. A History of Central Park*. Ithaca, New York, Cornell University Press, 1992, 623 p.

Von Baeyer, Edwinna, *Rhetoric and Roses : a History of Canadian Gardening, 1900-1930*, Markham, Fitzhenry & Whiteside, 1984, 197 p.

Articles de périodiques et chapitres de livres

Billen, Claire, « Du projet urbanistique idéal aux réalités de terrain : le cas exemplaire du Parc de Saint-Gilles-Forest dans l'agglomération bruxelloise », dans Serge Jaumain et Paul-André Linteau (dir.), *Montréal et Bruxelles. Usagers et usages de la ville aux XIX^e et XIX^e siècles*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, p. 203-216.

Cabedoce, Béatrice, « Autrefois, la vie quotidienne au jardin. 1896-1940 », dans Cabedoce, Béatrice et Philippe Pierson, *Cent ans d'histoire des jardins ouvriers, 1896-1996 : la Ligue française du coin de terre et du foyer*, Grâne, CREAPHIS, 1996, p. 55-73.

Castonguay, Stéphane, « Faire du Québec un objet de l'histoire environnementale », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 9, no 1 (2006), 31 p.

Cranz, Galen, « Changing Roles of Urban Parks. From Pleasure Garden to Open Space », *Landscape*, vol. 22, no 3 (1978), p. 9-18.

Cronon, William, « Modes of Prophecy and Production : Placing Nature in History », *Journal of American History*, vol. 76, no 4 (1990) p. 1122-1131.

Curtis, Bruce, « The Playground in Nineteenth-Century Ontario : Theory and Practice », *Material Historical Review*, vol. 22 (automne 1985), p. 21-29.

Dagenais, Michèle, « Entre tradition et modernité : Espaces et temps de loisirs à Montréal et Toronto au XXe siècle », *The Canadian Historical Review*, vol. 82, no 2 (juin 2001), p. 308-330.

Dagenais, Michèle, « Fuir la ville : villégiature et villégiateurs dans la région de Montréal, 1890-1940 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, no 3 (printemps 2005), p. 315-345.

Dagenais, Michèle, « Redonner à la ville son autonomie comme objet de recherche », *Revue d'histoire urbaine/Urban History Review*, vol. 32, no 1 (automne 2003), p. 3-6.

Dagenais, Michèle, « The Urbanization of Nature : Water Networks and Green Spaces in Montreal », dans Alan MacEachern and Willian J. Turkel (dir.), *Method and Meanings in Canadian Environmental History*, Toronto, Nelson Higher Education, 2009, p. 216- 235.

Dagenais, Michèle et Claire Poitras, « Une ressource abondante et inépuisable ? Urbanisation et gestion de l'eau dans le Montréal métropolitain aux XIX^e et XX^e siècles », *Histoire urbaine*, no 18 (avril 2007), p. 97-123.

Davies, Megan, « Night Soil, Cesspools, and Smelly Hogs on the Streets : Sanitation, Race, and Governance in Early British Columbia », *Revue d'histoire sociale*, vol. 38, nos 75-76 (2005), p. 1-35.

Dufresne, Sylvie, « Attractions, curiosités, carnaval d'hiver, expositions agricoles et industrielles : le loisir public à Montréal au XIXe siècle », dans Jean-Claude Brault (dir.), *Montréal au XIX^e siècle. Des gens, des idées, des arts, une ville*, Montréal, Léméac, 1990, p. 233-267.

Farley, Micheal, Othmar Keel et Camille Limoges, « Les commencements de l'administration montréalaise de la santé publique (1865-1885) », *HSTC. Bulletin. Journal of the History of Canadian Science, technology and Medecine*, vol. 6, no 20 (1982), p. 24-46 ; vol. 6, no 21 (1982), p. 85-109.

Girard-Massicotte, Pauline, « Le parc La Fontaine », dans Annette Bleau, *Montréal : activités, habitants, quartiers*, Société historique de Montréal, Montréal, Fides, 1984, p. 81-94.

Keyes, J. Jonathan, « A Place of its own. Urban Environmental History », *Journal of Urban History*, vol. 26, no 3 (mars 2000), p. 380-390.

Labonne, Paul, « Soins du corps, santé publique et moralité. Les bains publics de Montréal », *Cap-aux-Diamants*, no 70 (été 2002), p. 21-25.

Labonne, Paul, « Montréal à l'heure des bains », *Continuité*, no 69 (juillet 1996), p. 9-10.

Lavasseur, Roger, « La culture populaire au Québec: de la survivance à l'affirmation », dans Gilles Pronovost et al., *Cultures populaires et sociétés contemporaines*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1982, p. 91-101.

McNeill, J. R. « Observations on the nature and culture of environmental history », *History and Theory*, vol. 42, no 1 (décembre 2003), p. 5-43.

Meller, Helen, « Citizens in Pursuit of Nature: Gardens, Allotments and Private Space in European Cities, 1850-2000 », dans Dieter Schott, Bill Luckin and Geneviève Massard-Guilbaud, *Resources of the City. Contributions to an Environmental History of Modern Europe*, Aldershot, Ashgate, 2005, p. 80-96.

Metcalf, Alan, « L'évolution de la récréation physique organisée à Montréal », dans Augustin, Jean-Pierre et Claude Sorbets, *La culture du sport au Québec*, Talence, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1996, p. 45-72.

Montpetit, Raymond, « La culture populaire au Québec et son histoire et contexte urbain », dans Gilles Pronovost et al., *Cultures populaires et sociétés contemporaines*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1982, p. 91-101.

Mosley, Stephen, « Common Ground : Integrating Social and Environmental History », *Journal of Social History*, vol. 39, no 3 (printemps 2006), p. 915-933.

Nelles, H. V. « How Did Calgary Get Its River Parks? », *Revue d'histoire urbaine/Urban History Review*, vol. 34, no 1 (automne 2005), p. 28-45.

Peiss, Kathy Lee, « The Coney Island Excursion », dans *Cheap Amusements, Working Women and Leisure in Turn-of-the-Century New York*, Philadelphie, Temple University Press, 1986, p. 115-138.

Poitras, Claire, « L'histoire urbaine au Canada : l'espace, les citoyens et les gouvernants », *Revue d'histoire urbaine/Urban History Review*, vol. 32, no 1 (automne 2003), p. 43-53,

Rauch, André, « Les vacances et la nature revisitée (1830-1939) », dans Alain Corbin, *L'avènement des loisirs 1850-1960*, Paris, Flammarion, 2001, p. 81-118.

Schmidt, Sarah, « 'Private' Acts in 'Public' Spaces. Parks in Turn-of-the-Century Montreal », in Tamara Myers et al. (éd.), *Power, Place and Identity: Historical Studies of Social and Legal Regulation in Quebec: proceedings of a Montreal History Group Conference*, Montréal, 1998, p. 129-149.

Schott, Dieter, « Urban environmental history: what lessons are there to be learnt? » *Boreal Environment Research* 9, vol. 9, no 6 (décembre 2004), p. 519-528.

Tarr, Joel Arthur and Christine Meisner Rosen, « The Importance of an Urban Perspective in environmental History », *Journal of Urban History*, vol. 20, no 3 (mai 1994), p. 299-310.

Walton, John K., « Urban Space, Public Pleasure and Cultural Conflict: The Seaside Resort in England C. 1840-1939 », dans Robert Beck et Anna Madoeuf, *Divertissement et loisirs dans les sociétés urbaines, à l'époque moderne et contemporaine*, Tours, Presses de l'Université F.-Rabelais de Tours, 2005, p. 321-330.

Wolfe, Jeanne M. et Grace Strachan, « Practical Idealism : Women in Urban Reform, Julia Drummond and the Montreal Parks and Playgrounds Association », dans Caroline Andrew et Beth Moore Milroy (dir.), *Life Spaces : Gender, Household, Employment*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1988, p. 65-80.

Mémoires et thèses

Aubin-Des Roches, Caroline, *Représentations et pratiques de la villégiature à Montréal au tournant du XXe siècle*, Mémoire de M.A (Histoire), Université de Montréal, 2004, 122 p.

Daclon Bouvier, Nathalie, *La dynamique sociale entourant les jardins communautaires : l'individu, le groupe et le jardin. Le cas de Montréal*, Thèse (M.Sc.), Université du Québec à Montréal, INRS-Urbanisation, culture et société, Montréal, UQAM, 2001, 149 p.

Desharnais, Josée, *La gestion des loisirs publics à Montréal : l'exemple du parc de l'île Sainte-Hélène, 1874-1914*, Mémoire de M.A (Histoire), Université de Montréal, 1998, 119 p.

Schmidt, Sarah, *Domesticating Parks and Mastering Playgrounds : Sexuality, Power and Place in Montreal, 1870-1930*, Thesis (M.A.), (History), McGill University, c1996, 204 p.

Wilson, Laird E., *The Montreal Parks and Playgrounds Association Inc. : a historical study of the above Association from the year of its founding in 1896 to 1949*, M. Sw., Research Report (School of Social Work), McGill University, c1953, 104 p.

Autres

Bizier, Hélène-Andrée, « Les bains publics au temps où peu de Montréalais avaient une baignoire », *Perspective-dimanche*, 27 août 1978, p. 2-4.

Leitch, Gillian I., « Water As seen through the Montreal Newspapers, 1896-1950 », *Montreal ville-région d'Amérique*, 21 p.

Picard, André, « Exhibit Awash With History of Public Baths », *The Globe and Mail*, Tuesday, 9 juillet 1996.

St-Georges, Lise et Écomusée du fier monde, *Le Bain Généreux. Reflet d'un quartier*, Montréal, Écomusée du fier monde, 1996, 18 p.

Vézina, Raymond, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Recueil de textes*, Montréal, Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG), 2 volumes, 2002, 255 p.

Vézina, Raymond, *Bains publics de Montréal. 1835-2002. Document de recherche*, Montréal, Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG), 2002, 32 p.

Vézina, Raymond, *Exposition Bains publics de Montréal 1835-2000*, Ville de Montréal et Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG), 2002, 8 p.

Sources électroniques

Dagenais, Michèle, « Les loisirs de son temps », dans *Musée McCord*, [En ligne].
http://www.musee-mccord.qc.ca/fr/clefs/circuits/tourID/VQ_P1_4_FR.

« Albums de rues: E.-Z. Massicotte », *Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, [En ligne]. <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/massic/accueil.htm>.

ANNEXE 1 : LES BIENFAITS DES TERRAINS DE JEUX CHEZ LES ENFANTS

« Playgrounds which give opportunities for the normal expression of play life as shown to the right, develop :

1. Health. By providing natural, spontaneous outdoor play.
2. Physical efficiency
3. Morality
4. Initiative
5. Self-confidence
6. Imagination
7. Obedience
8. Justice
9. Happiness
10. Citizenship

Playgrounds for children living under conditions shown to the left, diminish :

1. Idleness
2. Temptation
3. Exclusiveness
4. Social barriers
5. Selfishness
6. Gang spirit
7. Rowdyism
8. Unfairness
9. Delinquency

Source : McGill University Archives, Fonds de la Montreal Parks and Playgrounds Association, MG2079, boîte 3, dossier 102, Report in brief of the Year's activities, 1922.